

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
Département ECONOMIE

MAITRISE-Option : Macroéconomie, Finance, et Modélisation

**Mémoire pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise ès-
sciences économiques**

L'apport du commerce extérieur dans l'économie Malgache

Par CHEN Kaloantsimo Angelito.

Encadré par : Madame MAHAVELO Justine Gentilini, Maître de conférences.

Année universitaire : 2013-2014.

Date de soutenance : 14 Avril 2015

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
Département ECONOMIE

MAITRISE-Option : Macroéconomie, Finance, et Modélisation

**Mémoire pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise ès-
sciences économiques**

L'apport du commerce extérieur dans l'économie Malgache

Par CHEN KaloantsimoAngelito.

Encadré par : Madame MAHAVELO Justine Gentilini, Maître de conférences.

Année universitaire : 2013-2014.

Date de soutenance : 14 Avril 2015

ACRONYMES

A.C.P: Afrique Caraïbe Pacifique

A.G.O.A: African Growth and Opportunity Act

A.P.E.-I : Accords de Partenariat Economique (Intérimaire)

C.O.M.E.S.A: Common Market for Eastern and Southern Africa

C.R.C.I : Centre de Ressources dédié au Commerce International

F.M.I : Fonds Monétaire International

G.A.T.T: General Accord of Tarifs and Trade

I.N.S.T.A.T: Institut National de la STATistique

I.T.B.M: International Trade Board of Madagascar

IVAMA : Institut de la Vanille de Madagascar

N.P.I: Nouveaux Pays Industrialisés

O.C.D.E: Organisation de Coopération et de Développement Economique

O.M.C: Organisation Mondiale du Commerce.

P.C.S : Politique Commerciale Stratégique

P.I.B : Produit Intérieur Brut

P.N.B : Produit National Brut

S.P.G : Système de Préférence Généralisé

U.E : Union Européenne

SOMMAIRE

ACRONYMES	I
SOMMAIRE	II
LISTE DES TABLEAUX	III
LISTE DES GRAPHES	IV
INTRODUCTION	1
1^{ERE} PARTIE : CADRE THEORIQUE ET CONCEPT.....	2
CHAP. I : LES PRINCIPALES THEORIES DES ECHANGES INTERNATIONAUX.	3
<i>Section I : Les théories du libre-échange</i>	<i>3</i>
<i>Section II : Les théories du protectionnisme :</i>	<i>13</i>
<i>Section III : les nouvelles théories du commerce international :</i>	<i>19</i>
CHAP. II : LES ELEMENTS PERMETTANT L'ANALYSE DU COMMERCE EXTERIEUR.	23
<i>Section I : La balance des Paiements.</i>	<i>23</i>
<i>Section II : Les indicateurs synthétiques d'analyse des échanges.....</i>	<i>25</i>
<i>Section III : La puissance commerciale d'un pays.</i>	<i>26</i>
<i>Section IV : les institutions qui œuvrent dans le commerce extérieur.</i>	<i>27</i>
CHAP. III LE COMMERCE EXTERIEUR : SOURCE DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ?	30
<i>Section I : Gain de l'échange.....</i>	<i>30</i>
<i>Section II : Commerce extérieur et croissance économique.....</i>	<i>32</i>
<i>Section III : Commerce extérieur et développement économique.</i>	<i>34</i>
2^{EME} PARTIE : CADRE ANALYTIQUE ET DESCRIPTIVE (CAS DE MADAGASCAR).	36
CHAP. I : ACCORDS COMMERCIAUX DE MADAGASCAR.	37
<i>Section I : S.P.G. ou Système de Préférence Généralisé.....</i>	<i>37</i>
<i>Section II : La convention de Lomé.</i>	<i>37</i>
<i>Section III : L'accord de Cotonou.....</i>	<i>38</i>
<i>Section IV : A.P.E.-I ou Accords de Partenariat Economique (Intérimaire).</i>	<i>39</i>
<i>Section V : A.G.O.A. ou African Growth and Opportunity Act.</i>	<i>40</i>
<i>Section VI: C.O.M.E.S.A. ou Common Market for Eastern and Southern Africa.</i>	<i>41</i>
CHAP. II : L'APPORT DU COMMERCE EXTERIEUR DANS L'ECONOMIE MALGACHE.	42
<i>Section I : Les produits exportés par Madagascar.....</i>	<i>42</i>
<i>Section II : Les produits importés par Madagascar.</i>	<i>45</i>
<i>Section III :Les principaux partenaires de Madagascar.</i>	<i>48</i>
<i>Section IV :La puissance commerciale de Madagascar.</i>	<i>50</i>
CHAP. III : MADAGASCAR VIS-A-VIS DU COMMERCE INTERNATIONAL.	60
<i>Section I : Inégalité des pays vis-à-vis de l'échange international.....</i>	<i>60</i>
<i>Section II : Quelques suggestions pour Madagascar.</i>	<i>61</i>
CONCLUSION.....	63
ANNEXE.....	V
BIBLIOGRAPHIE	XII
TABLE DES MATIERES	XIII

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Impact de l'échange international sur la croissance	33
Tableau n° 2 : Les produits exportés par Madagascar au cours des années 2008 à 2013.	42
Tableau n° 3 : Importation des produits effectuée par Madagascar au cours des années 2008 à 2013.	45
Tableau n° 4 : Exportation de produits effectuée par Madagascar vers les 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance des valeurs FOB, de 2009 à juillet 2013.	48
Tableau n° 5 : Importation de produits effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance de la valeur CAF de 2009 à juillet 2013.	49
Tableau n° 6 : Produit Intérieur Brut (PIB) en terme nominal et en terme réel et taux d'inflation.	54

LISTE DES GRAPHES

Graphe 1 : Répartition des produits exportés par Madagascar en 2013.	44
Graphe 2 : Répartition des produits importés par Madagascar.	47
Graphe 3 : Déficits commerciaux de 2009 à 2013.	51
Graphe 4 : Evolution des propensions à exporter de Madagascar.	55
Graphe 5 : Evolution des propensions à importer de Madagascar.	57
Graphe 6 : Evolution des degrés d'ouverture de Madagascar.	58

INTRODUCTION

Les échanges commerciaux internationaux se sont considérablement accrus ces trois dernières décennies. Tous les pays sont en relation économique les uns avec les autres, à tel point, qu'aujourd'hui, le monde n'a jamais semblé aussi petit. Et Madagascar, comme tout autre pays essaye tant bien que mal à s'adapter dans cette ère de mondialisation que nous vivons. C'est à partir de la troisième république que Madagascar s'est vraiment ouvert au commerce extérieur. Le commerce extérieur est l'ensemble des exportations et des importations effectués par un pays. C'est donc une partie intégrante d'une économie nationale.

Une économie nationale peut être modélisée d'une manière brute comme telle :

$$M + Y = C + I + G + X + \Delta \text{ des stocks}$$

$$\text{Importation} + \text{Production} = \text{Consommation} + \text{Investissement} + \text{Dépense de l'Etat} + \text{Exportation} + \text{Variation des stocks}$$

Il est clair donc que tous les produits nécessaires à une entité économique n'est pas forcément le fruit d'une production nationale (importation) ; de même que toute la production nationale n'est pas forcément consommée dans le pays même (exportation). D'où la nécessité de se pencher sur le commerce extérieur, puisque ce dernier englobe à la fois les importations ainsi que les exportations.

Le commerce extérieur est tellement important pour une économie nationale à tel point qu'il ait une branche de la science économique qui s'y intéresse pleinement : « l'économie internationale ». En effet, l'économie internationale est l'étude des échanges entre les différentes entités géographiques.

Mais ces échanges sont-elles toujours bénéfiques pour une économie nationale ? Sont-elles bénéfiques pour tous les pays ?

Tout au long de ce devoir, nous allons essayer de répondre à ces questions. Ainsi nous verrons des théories et des notions se rapportant aux échanges internationaux en premier lieu. Et en second partie, nous allons voir si le commerce extérieur est source de croissance et de développement, surtout pour Madagascar.

1^{ère} Partie : Cadre théorique et concept

Puisque toute étude économique se base sur des théories, nous allons donc survoler dans la première partie de ce devoir les différentes théories concernant les échanges internationaux. Aussi, pour mieux aborder la question du commerce extérieur, nous allons également voir les éléments qui permettent de mieux analyser le commerce extérieur d'un pays, puis nous allons essayer d'aborder si le commerce extérieur peut amener de la croissance et du développement économique à un pays.

Chap. I : Les principales théories des échanges internationaux.

Les principales théories de l'échange international sont celles du libre-échange et du protectionnisme. Ces théories existaient déjà depuis le XVII^{ème} siècle avec les mercantilistes. Mais c'est à partir du milieu du XVIII^{ème} siècle que ces théories ont vraiment pu avoir un débat, en opposant les physiocrates puis les classiques qui sont pour le libre-échange contre les mercantilistes qui sont protectionnistes.

Section I : Les théories du libre-échange

Le libre-échange est la politique dans laquelle le gouvernement n'intervient pas dans les échanges commerciaux internationaux par des droits de douane, des quotas ou autres moyens.

Les principaux théoriciens du libre-échange sont de l'école classique et néo-classique ; nous pouvons citer notamment Adam SMITH et la théorie des avantages absolus, David RICARDO et la théorie des avantages comparatifs, le modèle HOS (HECKSCHER-OLIN-SAMUELSON).

I-1 Adam SMITH et la théorie des avantages absolus

Selon Smith, l'échange international provient de différences absolues de productivité. Il raisonne dans le cas de deux pays, ne produisant chacun que deux biens. Il suppose :

-Qu'il n'existe qu'un seul facteur de production : le facteur travail-**L**. Le travail étant pleinement utilisé, mobile entre les deux productions des deux biens, mais immobiles entre les deux pays.

-La valeur d'un bien dépend de la quantité de travail incorporé. Les coûts de production unitaire des deux biens, ainsi que le prix des deux biens dépendent de la quantité de travail utilisé.

SMITH affirme que les pays disposent « **d'un avantage absolu** » sur leur partenaire dans un bien lorsqu'ils peuvent le produire avec moins de travailleurs que leur partenaire. Dès lors, qu'ils disposent d'un avantage absolu, ils ont mutuellement intérêt à se spécialiser et à s'ouvrir : l'échange international est **un jeu à somme positive**. Et le protectionnisme n'a pas lieu d'être. Cette vision est tout à fait novatrice pour l'époque, les auteurs mercantilistes et notamment le courant français appréhendaient le commerce international comme un jeu à somme nulle.

Prenons l'exemple de deux pays quelconques (pays A et B) et deux biens (biens X et Y) :

Pour A	Pour B
5 unités de L \rightarrow 1 X 10 unités de L \rightarrow 1Y	10 unités de L \rightarrow 1 X 5 unités de L \rightarrow 1Y
Avec 15 unités de L, le pays A a 1 X et 1 Y. 15 unités de L \rightarrow (1 X, 1 Y)	Avec 15 unités de L, le pays B a 1 X et 1 Y. 15 unités de L \rightarrow (1 X, 1 Y)

Avec la même quantité de travail (15 unités de L), les deux pays produisent tous les deux (1 X, 1 Y). Donc en autarcie, ils consomment chacun (1 X, 1 Y).

Mais avec la théorie d'Adam SMITH, nous constatons que :

-Que le pays A a un avantage absolu dans la production du bien X.

-Et que le pays B a un avantage absolu dans la production du bien Y.

La notion de l'avantage absolu dépend donc de la productivité d'un pays par rapport à un bien. Un pays dispose d'un avantage absolu sur un bien par rapport à son partenaire, si sa productivité sur ce bien est supérieure à celle de son partenaire.

Donc, selon Adam SMITH, chaque pays a intérêt à se spécialiser, et à s'ouvrir (échanger) ensuite.

Spécialisation :

Pour A	Pour B
15 unités de L \rightarrow 3 X 0 unité de L \rightarrow 0 Y	0 unités de L \rightarrow 0 X 15 unités de L \rightarrow 3 Y
Avec 15 unités de L, le pays A a 3 X et 0 Y. 15 unités de L \rightarrow (3 X, 0 Y)	Avec 15 unités de L, le pays B a 0 X et 3 Y. 15 unités de L \rightarrow (0 X, 3 Y)

Avec la spécialisation, le pays A a pu produire 3 unités du bien X et 0 bien Y ; et le pays B a pu produire 3 unités du bien Y et 0 bien X. Or ils ont besoin à la fois du bien X et du bien Y. D'où la nécessité de l'échange.

Échange :

Comme chaque pays a besoin du bien X et du bien Y pour leur consommation ; ils doivent faire l'échange :

-Le pays A échange alors une unité du bien X contre une unité du bien Y, dès lors sa consommation devient (2 X, 1 Y). (2 X, 1 Y) est supérieur à (1 X, 1 Y), (1 X, 1 Y) étant la consommation au départ (sans spécialisation, ni échange).

-Le pays B échange alors une unité du bien Y contre une unité du bien X, dès lors sa consommation devient (1 X, 2 Y). (1 X, 2 Y) est supérieur à (1 X, 1 Y), (1 X, 1 Y) étant sa consommation au départ (sans spécialisation, ni échange).

Ces augmentations des consommations de chaque pays, alors qu'il n'y pas d'augmentation de facteur de production, sont les gains de l'échanges (ou amélioration du bien-être). Ces gains de l'échange peuvent être appréciés d'une autre manière :

En supposant que chaque pays n'a besoin que de (1 X, 1 Y) pour sa consommation ; ils pourront, avec la spécialisation et l'échange, réduire la quantité du travail nécessaire pour arriver à cette fin, donc augmenter leur temps de loisir (bien être) :

Au lieu de 15 unités de travail, ils peuvent avec 10 unités de travail arriver au même niveau de la consommation (1 X, 1 Y) :

Pour A	Pour B
10 unités de L \rightarrow 2 X 0 unité de L \rightarrow 0 Y	0 unité de L \rightarrow 0 X 10 unités de L \rightarrow 2 Y
Avec 10 unités de L, le pays A a 2 X et 0 Y. 10 unités de L \rightarrow (2 X, 0 Y)	Avec 10 unités de L, le pays B a 0 X et 2 Y. 10 unités de L \rightarrow (0 X, 2 Y)

Avec échanges :

Le pays A échange 1 X contre 1 Y, d'où la consommation devient (1 X, 1 Y). 10 unités de L \rightarrow (1 X, 1 Y)	Le pays B échange 1 Y contre 1 X, d'où la consommation devient (1 X, 1 Y). 10 unités de L \rightarrow (1 X, 1 Y)
---	---

Il y a donc une réduction de 5 unités de travail, pour arriver au même niveau de la consommation (1 X, 1 Y), c'est le gain de l'échange.

Limites de la théorie des avantages absolus :

Cependant, il y a deux limites principales à la théorie de l'avantage absolu :

-Premièrement, cette théorie ne s'intéresse qu'à la condition de l'offre, et oublie la nature de la répartition des gains entre partenaires : si les deux pays gagnent à l'échange, cela ne signifie pas pour autant qu'ils retirent un gain identique.

-Deuxièmement, la spécialisation n'est possible que si un pays dispose d'un avantage absolu : dans le cas contraire, il ne peut pas prendre part au commerce international.

C'est pour lever ces limites que David RICARDO a développé un modèle en termes d'avantages comparatifs.

I-2 David RICARDO et la théorie des avantages comparatifs

Si pour Adam SMITH, un pays doit disposer d'un avantage absolu dans la production d'un bien, afin de s'ouvrir au commerce international. Pour David RICARDO, par contre, tout pays peut participer au commerce international, même s'il dispose d'un désavantage absolu dans les deux biens. Selon lui, l'échange international provient des différences relatives de productivité.

Dans son ouvrage « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* » parut en 1817 ; RICARDO, tout comme Adam SMITH, pose son analyse dans le cas de deux pays ne produisant chacun que deux biens. Et a fait les mêmes hypothèses que ceux d'Adam SMITH :

-Il n'y a qu'un seul facteur de production : le facteur travail **L**. Le travail est pleinement utilisé, mobile entre les deux productions, mais immobile internationalement.

-Le coût unitaire de production de chaque bien est mesuré à partir de la quantité de travail incorporée. La quantité de travail détermine la valeur d'un bien.

Selon David RICARDO, un pays a intérêt de se spécialiser dans la production du bien laquelle il dispose d'un **avantage comparatif**, c'est-à-dire là où sa productivité est plus élevée. En d'autres termes, même si un pays est en désavantage absolu dans la production des deux biens, il peut tirer un avantage (avantage comparatif) dans la production du bien pour laquelle il a un avantage relatif où son désavantage étant plus faible.

Afin de mieux apprécier la théorie de l'avantage comparatif, il nous faut d'abord avoir une notion du « **coût d'opportunité** ». Le coût d'opportunité d'une ressource dans un emploi quelconque équivaut au gain maximum que l'on aurait pu obtenir d'un meilleur emploi alternatif possible de cette ressource.

Le calcul du coût d'opportunité se fait à partir de la possibilité de production. On considère une ressource (le travail L) et deux emplois alternatifs de cette ressource (la production d'un bien X ou d'un bien Y).

Soient :

L : la quantité de travail disponible.

a_{Lx} : la quantité de travail nécessaire à la production d'une unité du bien X.

a_{Ly} : la quantité de travail nécessaire pour produire une unité du bien Y.

Q_x : quantité de X produite.

Q_y : quantité de Y produite.

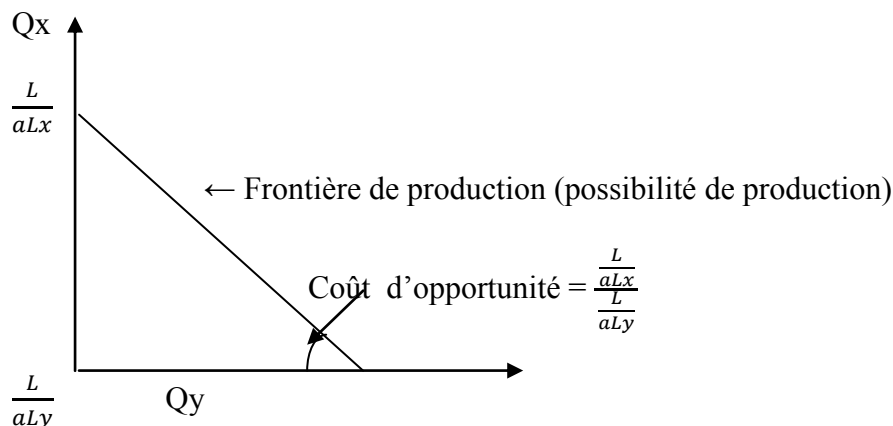
$a_{Lx}Q_x$: quantité de travail nécessaire pour produire Q_x quantité du bien X.

$a_{Ly}Q_y$: quantité de travail nécessaire pour produire Q_y quantité du bien Y.

Alors la possibilité de production peut s'écrire ainsi :

$$a_{Lx}Q_x + a_{Ly}Q_y \leq L$$

$$L_x + L_y \leq L$$



Le coût d'opportunité en terme de bien Y (CO_y) est égale au nombre de bien X auquel on doit renoncer pour produire une unité supplémentaire de bien Y.

$$CO_y = \frac{\frac{L}{aLx}}{\frac{L}{aLy}} = \frac{aLy}{aLx}$$

Exemple d'illustration du modèle de David RICARDO :

Prenons l'exemple de deux pays quelconques A et B, et deux biens quelconques X et Y.

Pays A	Pays B
30 unités de L \rightarrow 1 X	5 unités de L \rightarrow 1 X
15 unités de L \rightarrow 1 Y	10 unités de L \rightarrow 1 Y
45 UL \rightarrow (1 x, 1 Y)	15 UL \rightarrow (1 X, 1 Y)

Le pays B a un avantage absolu sur son partenaire (le pays A) dans la production des deux biens. Le pays A est en désavantage absolu sur les deux biens, car le coût de production du pays A dans les deux biens est supérieur à celui du pays B. Si l'on se référait au modèle d'Adam SMITH, le pays A ne pourra pas se spécialiser, ni s'ouvrir à l'échange.

Mais selon David RICARDO, tout pays peut tirer avantage dans l'échange international en se spécialisant dans la production du bien dans laquelle il dispose d'un avantage relatif :

-Pour le pays A, il s'agirait du bien Y, car

$$\frac{15 \text{ UL}}{30 \text{ UL}} = \frac{1 \text{ Y}}{1 \text{ X}} \rightarrow \frac{1}{2} = \frac{1 \text{ Y}}{1 \text{ X}} \rightarrow \frac{1}{2} \text{ X} = 1 \text{ Y} \rightarrow 1 \text{ X} = 2 \text{ Y}$$

D'où le coût d'opportunité du pays A en terme du bien Y, CO_Y :

$$\text{CO}_Y = \frac{1}{2} \text{ X} \rightarrow 2 \text{ Y} = 1 \text{ X}.$$

Ceci équivaut à dire que l'on peut produire deux unités de biens Y avec la même quantité de ressource nécessaire à la production d'une unité de bien X. Le pays A a donc un avantage comparatif dans la production du bien Y.

-Pour le pays B, il s'agirait du bien X, car

$$\frac{5 \text{ UL}}{10 \text{ UL}} = \frac{1 \text{ X}}{1 \text{ Y}} \rightarrow \frac{1}{2} = \frac{1 \text{ X}}{1 \text{ Y}} \rightarrow \frac{1}{2} \text{ Y} = 1 \text{ X} \rightarrow 1 \text{ Y} = 2 \text{ X}$$

D'où le coût d'opportunité du pays B en terme du bien X, CO_X :

$$\text{CO}_X = \frac{1}{2} \text{ Y} \rightarrow 2 \text{ X} = 1 \text{ Y}.$$

Le pays B peut produire deux unités de biens X avec la même quantité de travail nécessaire à la production d'une unité de bien Y. Le pays B a donc un avantage comparatif dans la production du bien X.

Après spécialisation :

Pour le pays A	Pour le pays B
0 unité de L \rightarrow 0 X 45 unités de L \rightarrow 3 Y	15 unités de L \rightarrow 3 X 0 unité de L \rightarrow 0 Y
45 UL \rightarrow (0 X, 3 Y)	15 UL \rightarrow (3 X, 0 Y)

Après échange :

Comme les deux pays ont besoin des deux biens (X et Y) pour leur consommation, ils vont donc s'ouvrir à l'échange. Le pays A va échanger une unité du bien Y contre une unité du bien X, et le pays B échange une unité du bien X contre une unité du bien Y.

Pour le pays A	Pour le pays B
45 UL \rightarrow (1 X, 2 Y)	15 UL \rightarrow (2 X, 1 Y)

Après spécialisation et échange, les consommations des deux pays ((1 X, 2 Y) pour le pays A et (2 X, 1 Y) pour le pays B) sont supérieures à leur consommation de départ ((1 X, 1 Y)). La théorie de David RICARDO montre ainsi que le commerce international est toujours un jeu à somme positive : les deux parties réalisent un gain à l'ouverture, par rapport à la situation initiale d'autarcie.

Limites de la théorie des avantages comparatifs :

A l'instar du modèle d'Adam SMITH, le modèle de Ricardo ne fournit aucune indication quant à la répartition du gain né de la spécialisation : si les deux pays gagnent à l'échange international, cela ne signifie pas pour autant qu'ils gagnent la même chose.

C'est **Stuart Mill** qui a ensuite apporté la lumière sur la nature de la répartition du gain de la spécialisation et de l'échange, en introduisant le rôle de la demande mondiale : dans le cas de notre exemple ; si le bien Y est faiblement demandé au niveau mondial, alors le prix du bien Y tend vers celui pratiqué en autarcie dans le pays A (le pays A étant le pays qui a un avantage comparatif dans la production du bien Y), ; à l'inverse, si le bien Y est fortement demandé, le prix du bien Y va tendre vers le prix d'autarcie du pays B ; et il en est de même pour le bien X.

Il y a également deux autres limites majeures à la théorie de RICARDO :

-Elle fonde l'échange international sur les différences des productivités : dans le cas où les deux pays sont identiques en termes de productivité (c'est-à-dire en termes d'avantage comparatif), la théorie ne pourrait pas expliquer l'existence d'une spécialisation, ni de l'échange.

-Elle est statique : il ne peut rendre compte des évolutions dans la spécialisation d'un pays. Le Japon, par exemple, est passé d'une spécialisation fondée sur le textile à une spécialisation fondée sur la sidérurgie, sur l'automobile, puis sur l'électronique et la robotique.

I-3 Le modèle HOS (HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON):

Le modèle HOS (HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON) fonde l'échange international sur des différences dans les dotations relatives de facteurs de production (travail (**L**) et capital(**K**)).

Le modèle part de la considération de deux pays (mettons A et B), produisant deux biens (X et Y) avec deux facteurs de production (le capital et le travail). Le capital et le travail sont mobiles à l'intérieur du pays mais immobiles internationalement. Contrairement aux théories précédentes, le modèle suppose que les deux pays possèdent des technologies identiques.

Selon la théorie HOS, un pays a intérêt à exporter le bien dont la production est intensive dans le facteur qui lui est relativement abondant ; et à importer le bien dont la production est intensive dans le facteur relativement rare pour lui.

Soient :

Pays A	Pays B
$(K_A, L_A) \rightarrow 1 X$	$(K_B, L_B) \rightarrow 1 X$
$(K_A, L_A) \rightarrow 1 Y$	$(K_B, L_B) \rightarrow 1 Y$

-La production de X est intensive en capital (K).

-La production de Y est intensive en Travail (L).

Si le pays A est relativement abondant en capital, par rapport au pays B. C'est-à-dire que le rapport K_A/L_A est supérieur au rapport K_B/L_B . Et comme le prix est en fonction de la rareté (selon les Néoclassique), nous pouvons donc affirmer que le prix du capital est moins élevé que le prix du travail dans le pays A. Alors le pays A dispose, donc, d'un avantage comparatif dans la production du bien X (puisque la production de X est intense en capital) ; le prix du bien X est moins chère dans le pays A que dans le pays B. Le pays A a donc intérêt à se spécialiser dans la production du bien X, et s'ouvrir ensuite à l'échange. Et vis-versa pour le pays B. Si le pays B est relativement abondant en travail, par rapport au pays A. C'est-à-dire que le rapport L_B/K_B est supérieur au rapport L_A/K_A . Alors le prix du travail est moins élevé que le prix du capital dans le pays B. Et donc le pays B a un avantage comparatif dans la

production du bien Y. Il devrait se spécialiser dans la production du bien Y, et s'ouvrir ensuite à l'échange.

Avec l'échange, le pays A va augmenter sa production en bien X, de même que le pays B augmente la production de Y. Ces augmentations des productions vont se traduire par un accroissement de la demande du facteur relativement abondant (capital pour le pays A, et travail pour le pays B) dont la rémunération réelle augmente ; et réciproquement, la rémunération réelle du facteur relativement rare diminue. Ce résultat est connu sous le nom du « théorème de STOPER-SAMUELSON » : *« une hausse du prix d'un produit a pour effet d'augmenter la rémunération réelle du facteur productif dont l'emploi est le plus intensif dans cette production »*. Ce théorème met en évidence un effet du commerce international sur la répartition interne de revenus : les détenteurs du facteur rare perdent à l'échange international, tandis que les détenteurs du facteur abondant y gagnent.

Tout ceci conduit alors à une égalisation relative et absolue des prix des facteurs entre les deux pays : il s'agit du théorème d'HECKSCHER-OLIN-SAMUELSON. Car il y a un accroissement de la demande du facteur relativement abondant, alors ce facteur devient de plus en plus rare ; de même que le facteur relativement rare devient de plus en plus abondant.

Limites du modèle HOS :

-Le modèle HOS a échoué aux tests empiriques. Dont le premier est celui réalisé en 1951 par LÉONTIEFF : il s'agissait de montrer que les Etats-Unis, pays à l'époque relativement riche en capital par rapport aux autres pays développés, exporte des biens plus intense en capital que les importations. Or, LÉONTIEFF aboutit à un paradoxe resté célèbre : les exportations américaines s'avèrent plus intense en travail que les importations. Ce résultat a suscité une double réaction : certains économistes et LÉONTIEFF lui-même ont tenté d'apporter des explications sans renoncer aux hypothèses du modèle HOS. À l'inverse, d'autres auteurs ont vu dans le test de LÉONTIEFF l'invalidation de l'approche en termes de dotations factorielles et se sont faits les défenseurs de nouvelles théories, fondées sur la concurrence imparfaite.

-L' égalisation relative et absolue des prix des facteurs, entre les deux pays en coopération commerciale, n'a jamais été vérifié. Même entre les pays d'une même zone économique (ou union économique), comme l'union Européenne par exemple.

Section II : Les théories du protectionnisme :

Le protectionnisme désigne toute politique par laquelle un pays protège les entreprises locales de la concurrence étrangère (importation).

Les principaux auteurs du protectionnisme sont : Friedrich LIST avec le protectionnisme éducateur, Kaname AKAMATSU et son modèle de développement en « vol d'oies sauvages », et Paul KRUGMAN et sa théorie de la politique commerciale stratégique ou PCS.

II-1 Friedrich LIST et le protectionnisme éducateur :

Au XVIIème siècle, les auteurs mercantilistes appréhendaient, déjà, l'échange international comme **un jeu à somme nulle**. Bodin et De Montchrétien estimaient que le gain d'un pays se faisait nécessairement au détriment des partenaires, d'où l'importance des mesures protectionnistes. C'est dans cette logique que Friedrich LIST, dans son ouvrage « *Système national d'économie politique* » parut en 1840, a élaboré sa théorie du « protectionnisme éducateur ».

En constatant la difficulté de l'Allemagne face à la concurrence anglaise dominante à l'époque, Friedrich LIST pensait que son pays ne pouvait se développer qu'à l'abri d'une protection commerciale.

Selon Friedrich LIST, un pays doit franchir quatre étapes pour se développer :

- En premier lieu, il faut organiser l'agriculture, car l'agriculture est le cœur de l'économie. Tandis que les produits industriels sont importés.

- Deuxième étape, dès que l'agriculture arrive à un niveau acceptable, l'industrie commence à se développer mais ne répond pas pleinement à la demande nationale, il faut donc continuer d'importer.

- Troisième étape est celle de l'autosuffisance. Le pays répond à l'ensemble des besoins nationaux et importer n'est plus nécessaire.

- Enfin, la dernière étape est celle de l'exportation : l'industrie nationale produit suffisamment pour répondre à la demande intérieure, exportant le surplus pour maximiser sa rentabilité économique et parallèlement générer de nouvelles sources de revenus pour œuvrer à son développement.

Il est donc important de protéger les industries naissantes, si l'on ne veut pas que les concurrents étrangers, qui ont déjà grâce à l'expérience et à l'apprentissage accumulés, ont pu réduire leurs coûts, n'occupent tout le marché et empêchent le pays de s'engager à son tour dans la voie de l'industrialisation (l'industrialisation qui pour une grande part mène au développement). Pour Friedrich LIST, libre-échange a tendance à perpétuer la domination des nations qui se sont lancé en premier dans l'industrie, les entreprises nationales ne peuvent se développer si le marché est déjà dominé par les entreprises de pays étrangers économiquement plus avancés. Il préconise donc l'utilisation d'un protectionnisme temporaire, c'est le « **protectionnisme éducateur** », qui a pour objectif de protéger sur le moyen terme les industries nationales qui sont jeunes et fragiles, afin de permettre sur le long terme un libre-échange qui ne soit pas à sens unique. Son but est l'éducation industrielle d'une nation, lui permettant de rattraper son retard. Sa théorie concerne donc particulièrement les pays en voie de développement.

Cependant, Friedrich LIST précise que le protectionnisme ne peut pas profiter à tout le monde : les petites nations ont intérêt au libre-échange si elles veulent une bonne insertion dans le système commercial. Seules les pays qui disposent d'industries capables, à long terme, de rivaliser avec les plus puissantes ont intérêt au protectionnisme, pour ensuite s'ouvrir au libre-échange.

« La protection douanière est notre chemin, le libre-échange est notre but » -Friedrich LIST-

Limites de la théorie du protectionnisme éducateur :

-D'après cette théorie, toute industrie aidée par un protectionniste récupérerait son retard. En effet, si cela est possible, ce n'est pas pour autant garanti. Par exemple : « en Turquie, dans les années 1960 le gouvernement a mis en place des barrières tarifaires allant jusqu'à 142 % du prix du produit initial, pour favoriser la production des métaux et de papier. On aurait dû observer un rattrapage rapide des industries turques, mais comme l'ont révélé les travaux de Krueger et Tuncer dans l'ouvrage "An empirical test of the Infant Industry Argument, The American Economic Review" (page 1148), cela ne s'est pas produit. »

- De plus, le protectionnisme et ses barrières tarifaires engendrent un coût. Qui se traduit souvent par l'augmentation du prix des biens, et donc réduit la propension à consommer des ménages. Exemples : « le Brésil jusqu'à l'arrivée du président Fernando Collor de Mello en

1990, le gouvernement brésilien a protégé les entreprises produisant des micro-ordinateurs. Les tarifs ont fait que le prix d'un micro-ordinateur international proposé était de 1,5 à 2 fois plus cher que la moyenne mondiale pour le même appareil. En conséquence le micro-ordinateur ne s'est pas vendu, bien trop cher pour le ménage brésilien moyen (qui préférerait traverser jusqu'à la moitié du pays pour acheter un micro-ordinateur à Puntadel Este, au Paraguay, où il n'y a pas de taxes à l'achat). La revue "The review of Economics and Statistics" (vol.77, page 632), d'Eduardo Luzio et Shane Greenstein, estime que le coût inefficace de la barrière douanière est de 716,4 millions de dollars, financé par les consommateurs brésiliens. Le prix a simplement doublé, sans rattrapage de la firme brésilienne en termes de parts de marché, et a tout simplement tué la filière, faute d'acheteurs. »

II-2 Kaname AKAMATSU et le vol d'oies sauvages

Le "vol d'oies sauvages" est l'image utilisée par l'économiste japonais Kaname AKAMATSU dans les années 1930 pour illustrer le processus de développement d'un pays en voie de développement et son intégration dans les échanges internationaux. En effet, l'évolution dans le temps des importations, de la production nationale, puis des exportations d'un pays en phase de rattrapage économique évoque un vol d'oies sauvages (en V inversé). Ce processus de développement se fait en plusieurs étapes :

-Dans un premier temps, le pays en développement n'exporte que des matières premières et des produits agricoles. La demande intérieure de produits manufacturés ne peut être satisfaite que par des importations en provenance des pays développés. À ce stade, le pays en développement développe peu ses échanges avec ses pays voisins qui ont des structures économiques comparables. Les échanges se font surtout avec des pays développés qui ont des structures très différentes.

-A la seconde étape, la croissance de la demande nationale en produits manufacturés permet au pays de produire des biens de consommation qui entre en concurrence avec les importations, qui sont découragées par des mesures protectionnistes. La production nationale en biens de consommation va alors se substituer à l'importation des biens de consommations. En revanche, les importations de biens d'équipement et du capital se développent, car elles sont nécessaires aux industries locales de consommation.

- Durant la troisième étape, l'industrie locale devient une force exportatrice, les producteurs locaux s'attaquent aux marchés des pays voisins. La production du pays tend vers celle des pays industrialisés, et la production locale de biens d'investissement se développe. En même temps, les importations de matières premières en provenance de pays moins développés augmentent. On constate donc une expansion des échanges entre pays en développement. Simultanément, le pays considéré entreprend une production de biens d'équipement qui seront, à leur tour, exportés dans un quatrième temps.

- Enfin, la quatrième étape est marquée par le déclin de l'exportation de biens de consommation : leur production est transférée à des pays moins avancés, le pays commence à exporter des biens d'investissement et devient une force dans la concurrence internationale.

Ce modèle décrit l'évolution de la production d'une économie sous-développée à travers l'exploitation et la transformation de ses avantages comparatifs, qui permet une transition entre des activités intensives en main-d'œuvre et d'autres plus intensives en capital.

Ce modèle explique aussi l'émergence successive et rapide de nombreux pays asiatique. Avec le Japon comme initiateur, puis les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) de la première génération (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan) qui ont commencé leur industrialisation dans les années 1960. Ensuite, une seconde génération de NPI apparaît (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) dans les années 1980. Quant à l'industrialisation de la République populaire de Chine, elle s'appuie sur d'autres éléments, mais son insertion récente dans l'économie mondiale se rapproche de ce modèle d'industrialisation. Puisque dans les années 1980 la Chine a bénéficié de zones franches et de l'appui du Fonds monétaire international (FMI) pour inciter les pays de l'Est à s'industrialiser.

Limites de la théorie du vol des oies sauvages :

Ce modèle suggère que des mouvements d'intégration régionale ou mondiale peuvent déboucher sur des dynamiques de rattrapage rapide, et ce quel que soit le pays ou le continent. Pourtant, il n'y a aucune garantie que le rattrapage se produit spontanément. De plus, Il reste à comprendre comment ces différentes étapes peuvent s'enclencher, quel est le rôle des pouvoirs publics et comment le financement du développement peut y contribuer. Ces questions sont d'autant plus importantes que les processus d'industrialisation dans de nombreux pays, notamment en Afrique, n'ont pas abouties.

II-3 La politique commerciale stratégique :

La Politique Commerciale Stratégique (PCS) désigne les pratiques des pouvoirs publics destinées à favoriser les firmes nationales clés sur le marché mondial au détriment des firmes étrangères concurrentes, dans le but de s'accaparer une plus grande part du marché. Il s'agit donc d'une politique commerciale protectionniste visant à obtenir un avantage comparatif grâce à la mise en place de subventions, de mesures de protection du marché intérieure ou de réduction de taxes dans des secteurs stratégiques.

Cette théorie de la politique commerciale stratégique a été imaginée par James BRANDER et Barbara SPENCER en 1985 dans « *Export Subsidies and International MarketShareRivalry* ». Elle démontre que le libre-échange n'est pas nécessairement optimal. La protection, par le biais des subventions aux exportations, peut procurer nationalement des avantages supérieurs. Cette thèse a été popularisée par KRUGMAN en l'appliquant à l'industrie aéronautique.

D'après ce modèle, si une entreprise nationale influe sur les variations du PIB du pays, alors il est dans l'intérêt de l'Etat de l'aider. Et les coûts d'insertion du marché requis sont tels que, si l'entreprise échoue, elle ne peut quitter le marché sans y perdre de l'argent, voire disparaître complètement. Par conséquent seules quelques entreprises peuvent effectivement se faire la concurrence. Ceci engendre des monopoles ou des duopoles ; donc par ce type de configuration du marché, les hypothèses de concurrence parfaite ne s'appliquent pas. Les entreprises vont fixer des prix leur permettant de dégager des sur-profits par rapport à leur investissement initial. Ce phénomène va conduire les autres pays à intervenir dans l'économie pour s'accaparer également ces sur-profits, ce qui va aboutir à une concurrence internationale entretenue par le soutien public aux entreprises (le plus souvent par subvention).

Pour mieux appréhender cette théorie, reprenons ici l'exemple de KRUGMAN .

« Son exemple du **marché fictif de 210 millions d'€ entre Boeing et Airbus** illustre parfaitement la situation :

-Envisageons un marché des avionneurs de 210 millions d'€. L'investissement initial est de 110 millions d'€.

- Boeing (Etats-Unis) et Airbus (Union Européenne) s'affrontent sur ce marché.

1) si Airbus entre seul sur le marché, le profit sera de 100 millions d'€

2) si Airbus et Boeing entrent TOUS LES DEUX sur le marché, le profit sera de 50 millions d'€, alors même que l'investissement pour chacun était de 55 millions d'€. Ils essuieront donc chacun une perte de 5 millions d'€

3) Envisageons maintenant que l'Union Européenne se mette à subventionner Airbus à hauteur de 25 millions d'€ (Politique Commerciale Stratégique). Dès lors, si Boeing entre sur le marché en même temps qu'Airbus: Boeing essuie une perte de 5 millions d'€, ainsi qu'Airbus. Pour autant, en touchant les subventions, Airbus gagne 20 millions d'€.

Si Boeing ne s'insère pas : Airbus touche la totalité du profit, soit 100 millions d'€, plus les subventions de 25 millions d'€, soit en tout, 125 millions d'€.

Conclusion : que Boeing s'insère sur le marché ou qu'il ne s'insère pas, il sera toujours perdant face à Airbus, aidé par l'UE. »

A l'aide d'une matrice de jeu,

Avant la subvention :

		A	
		Produire	Ne pas produire
B	Produire	(-5, -5)	(0, +100)
	Ne pas produire	(+100, 0)	(0, 0)

Après la subvention :

		A	
		Produire	Ne pas produire
B	Produire	(+20, -5)	(0, +100)
	Ne pas produire	(+125, 0)	(0, 0)

KRUGMAN est très prudent vis-à-vis de ces Politiques Commerciales, qu'il juge dangereuses sur le long terme. En effet, lassé et agacé, le concurrent lésé peut s'engager dans une véritable guerre commerciale à l'issue de laquelle, bien souvent, les deux opposants sont perdants.

Bien que les théories du libre-échange et du protectionniste sont les plus courants dans l'étude de l'échange internationale, il existe, cependant, des nouvelles théories du commerce international, qui sont également pertinents.

Section III : les nouvelles théories du commerce international :

A la différence des théories précédentes, les nouvelles théories du commerce international expliquent l'échange international à partir du marché. Elles introduisent également les entreprises multinationales comme des acteurs principales à la théorie du commerce international, au détriment du rôle central des pays (les pouvoirs publics seraient plutôt un frein à l'échange international).

III-1 La théorie selon laquelle le commerce international résulterait de l'existence d'économies d'échelle - OHLIN (1933), LERNER (1932-1934) et GRAHAM (1923) :

Supposons deux pays : le pays A premier sur le marché international, vend son produit en réalisant des rendements d'échelle ; et le pays B n'est pas sur le marché international, n'a pas de rendements d'échelle mais peut proposer à terme un prix plus faible (coût de la main d'œuvre inférieur, taxes moins élevées, etc....). Et si on se réfère à loi des rendements

décroissants, le pays B ne peut entrer sur le marché car le coût des premières unités, en l'absence de rendements d'échelle, est plus élevé que le prix mondial proposé par A.

Alors, selon cette théorie, les motivations qui poussent au commerce international proviennent plutôt de la volonté de réaliser une économie d'échelle et non d'avantages comparatifs ou absolus.

III-2 La théorie du cycle de vie du produit :

VERNON montre que le commerce international s'explique par la dynamique du monopole d'innovation.

Les phases du cycle de vie d'un produit identifiées par VERNON, en 1961 :

-A la première phase, ou la période du lancement du produit, la firme est la seule à produire le bien qui est intense en recherche-développement. Et elle l'introduit sur son marché national. Durant cette phase, les séries de fabrication sont limitées, le prix du bien est élevé, et la consommation est réservée aux consommateurs ayant des revenus élevés.

-La seconde phase est caractérisée par la croissance des ventes : la production, intense en capital, se fait à présent en grande série, le prix de vente du bien diminue, le spectre des consommateurs s'élargit et des firmes imitatrices apparaissent dans les pays d'origine du monopole.

-La troisième phase, est appelée phase de maturité, le produit se banalise, la production devient intense en facteur travail non qualifié, la consommation du bien devient courante, les firmes se livrent à une concurrence par les prix.

-Dans la quatrième phase ou phase de déclin du cycle, de nouveaux produits de substitution apparaissent sur le marché, l'intensité en travail non qualifié s'accroît, le marché se trouve en surcapacité.

A chaque phase du cycle de vie correspond une phase du commerce international :

1^{ère} phase : pas d'échange international : le monopole vend et teste son produit sur son marché national.

2^{ème} phase : monopole produit à la fois pour son marché intérieur et pour l'exportation vers les pays développés

3^{ème} phase : le pays innovateur, qui était auparavant exportateur du bien, l'importe à présent des pays développés, où des firmes imitatrices sont apparues, qui produisent à moindre coût.

4^{ème} phase : la firme innovatrice et les firmes suiveuses délocalisent leur production dans les pays en voie de développement, afin de limiter les coûts de production ; le pays innovateur et les pays développés deviennent tous deux importateurs du bien.

III-3 La théorie de la différenciation des produits :

Cette théorie a été élaborée par CHAMBERLIN, LANCASTER :

Le consommateur a une préférence pour la variété particulière d'un produit : il souhaite consommer son « produit idéal ». En situation d'autarcie, le nombre de variétés offertes dans chaque pays est limité. En situation de libre échange, le nombre total de variétés disponibles augmente et le prix des produits diminue. Le commerce permet alors d'accroître le bien-être et génère un commerce intra-branche (de produits différenciés verticalement). Les pays ont donc avantage à s'ouvrir au commerce international, même en l'absence d'avantages comparatifs.

Ceci explique pourquoi les échanges entre la France et l'Allemagne peuvent être aussi importants malgré la similitude de dotations en facteurs.

III-4 La théorie de la demande représentative.

Une des critiques adressées aux modèles ricardien ou HOS est de sous-estimer le rôle de la demande. Selon LINDER, l'échange des biens manufacturés par opposition aux produits primaires ne peut être expliqué par les seules dotations relatives naturelles. Le volume du commerce entre deux pays dépend des préférences des consommateurs. La similitude des fonctions de demande des pays qui échangent détermine la part dans le revenu national du volume des biens manufacturés échangés. Plus le revenu par tête des pays est proche, plus l'intensité du commerce entre les deux pays sera élevée.

III-5 La théorie de l'écart technologique :

Michael POSNER développe une analyse radicalement nouvelle, centrée sur le changement technique. Il s'agit d'étendre à la sphère internationale l'analyse que Joseph Schumpeter a proposé des effets de l'innovation : une firme innovatrice bénéficie, pendant une période plus ou moins longue, d'un monopole dans la production du bien nouveau. Si ce bien est consommé à la fois par des résidents du pays d'origine et par des consommateurs localisés à l'étranger, un flux d'exportations est créé qui ne disparaîtra que lorsque les firmes étrangères auront réussi à mettre au point un produit concurrent. Le commerce existe parce qu'il y a un "écart technologique "

Chap. II : Les éléments permettant l'analyse du commerce extérieur.

Section I : La balance des Paiements.

La balance des Paiements retrace l'ensemble des échanges de biens, services et de capitaux avec l'extérieur, pendant une période donnée. Elle se présente sous la forme d'un document comptable dans lequel est regroupé trois grands comptes (quatre sur le tableau ci-dessous). Mais un poste résiduel (les erreurs et omissions nettes) sert à compenser les faiblesses de la collecte statistique. C'est pour cette raison que nous pouvons en voir quatre comptes sur le tableau ci-dessous.

La disposition des quatre comptes et l'ordre d'enregistrement des opérations au sein de chaque compte suivent la même logique : on va des opérations les moins liquides vers les opérations les plus liquides. C'est pourquoi, on enregistre successivement les opérations concernant les actifs réels (échanges de biens et services par exemple), les actifs financiers (investissements) et les actifs monétaires.

De haut en bas du tableau représentatif de la balance des paiements, on trouve donc les principaux comptes suivants : **le compte des transactions courantes** ; **le compte de capital** ; **le compte financier** ; et les erreurs et omissions nettes.

(Le tableau récapitulatif est présenté en Annexe).

I-1 le compte des transactions courantes.

La balance des transactions courantes regroupe les échanges de **marchandises**, les échanges de **services**, les **flux de revenus** et les **transferts courants** entre le pays et le reste du monde, pendant une période donnée. La balance des transactions courantes regroupe la balance commerciale (les marchandises) et la balance des services (services, revenus et transferts courants).

I-1-1. La balance commerciale.

La balance commerciale est un des principaux outils pour mesurer la performance d'un pays dans les échanges internationaux. Elle est le compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés.

Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Des correctifs sont apportés à celles-ci : d'une part, les échanges se rapportant à la récupération sont déduits des flux douaniers, d'autre part, on y ajoute ceux de matériel militaire ainsi que le ravitaillement des navires et des avions.

Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a **excédent commercial** ou que la balance commerciale est excédentaire; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un **déficit commercial** ou sa balance commerciale est déficitaire.

Dans la pratique, la Balance Commerciale est l'indicateur le plus utilisé.

I-1-2. La balance des services.

La balance des services (autrefois balance des invisibles) est la différence entre la somme des services exportés et la somme des services importés.

On retrouve par exemple dans cet agrégat les revenus issus du tourisme (logement, transport, etc.), les revenus issus de la vente des licences. La balance des invisibles est étroitement liée au secteur tertiaire.

I-2. Le compte de capital.

Le compte de capital retrace l'ensemble des échanges de capitaux réalisés avec l'étranger. Il regroupe les transferts de propriété des actifs fixes, les transferts de fonds liés à la cession ou à l'acquisition de ces actifs, les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (brevets, contrats de locations, actifs incorporels, etc.), les remises de dettes des administrations publiques.

I-3. Le compte financier.

Le compte d'opérations financières (hors avoirs de réserves) regroupe toutes les transactions financières et monétaires des secteurs public et privé. Les différents comptes financiers sont classés par ordre de volatilité croissante des opérations.

Le compte des investissements directs enregistre les prises de participation dans le capital d'une entreprise pour des motifs de prise de contrôle totale ou partielle.

Le compte des investissements de portefeuille regroupe les opérations de placement à caractère spéculatif sans recherche de prise de contrôle.

Le compte des autres investissements recouvre les crédits commerciaux, les prêts à court et moyen termes, les crédits et prêts du FMI, etc.

Section II : Les indicateurs synthétiques d'analyse des échanges.

II-1 les termes des échanges

C'est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations d'un pays au cours d'une période donnée. Cet indicateur permet donc de mesurer le pouvoir d'achat des exportations en importations, c'est à dire qu'on mesure la capacité d'un pays à payer ses importations grâce à ses exportations. Les termes de l'échange expriment un prix relatif externe.

II-2. Le taux de couverture

C'est le rapport entre la valeur des exportations et la valeur des importations. Il peut être calculé pour une marchandise ou un secteur particulier. Si le résultat est supérieur à 1, on est dans une situation excédentaire et réciproquement. Il indique l'équilibre des échanges.

II-3. La part de marché

C'est le rapport entre la valeur des exportations du pays sur la zone (ou sur le marché) et la demande de la zone(ou du marché).

II-4. Le taux de pénétration à l'importation :

C'est le rapport entre les importations et la demande intérieure. Ce pourcentage montre la dépendance commerciale d'un pays pour un produit donné. Plus le taux est élevé, plus le pays est dépendant.

Section III : La puissance commerciale d'un pays.

Elle se mesure essentiellement à travers la capacité d'un pays à produire de la valeur ajoutée.

III-1. P.N.B. / P.I.B.

Le **Produit National Brut** est la somme des valeurs ajoutées des entreprises ayant la nationalité du pays (exemple : entreprise malgache, entreprise française) situées sur le territoire national et à l'étranger.

Le **Produit Intérieur Brut** est la somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises situées sur le territoire national.

Lorsqu'on veut comparer plusieurs P.I.B. ou P.N.B. de pays, il faut les calculer par habitant.

III-2. L'effet d'exportation.

C'est le *rapport entre les exportations et la demande intérieure ou le nombre d'habitants en pourcentage*. Il est très important de prendre en compte non seulement la valeur obtenue pour l'année étudiée, mais aussi l'évolution de cette valeur sur plusieurs années.

III-3. La proportion du commerce extérieur dans l'économie.

III-3-1. La propension à exporter.

C'est le *rapport entre les exportations et le P.I.B. en pourcentage*. Elle mesure la part des exportations dans la production nationale. Plus ce rapport est important, plus on pourra dire que les entreprises nationales sont compétitives mais aussi que l'activité économique du pays dépend des importations étrangères.

III-3-2. La propension à importer.

C'est le *rapport entre les importations et le P.I.B. en pourcentage*. Elle mesure la part des importations dans la production nationale. Plus le résultat est élevé, plus le pays se trouve en situation de dépendance.

III-3-3. Le degré d'ouverture.

C'est le *rapport entre la moyenne de la somme des exportations et des importations et le P.I.B. en pourcentage*. Plus cet indicateur est élevé, plus on peut dire que le pays est intégré dans le commerce mondial, et donc qu'il est dépendant des économies étrangères. La tendance actuelle pour tous les pays est à l'augmentation du degré d'ouverture et donc du degré de

dépendance. Un pays avec un très faible degré d'ouverture vit en quasi autarcie. Un pays à fort degré d'ouverture a une économie extravertie.

III-4. Nombre et poids des entreprises exportatrices

Savoir le nombre et le poids des entreprises exportatrices dans une économie nationale est très important, puisque cela reflète non seulement le type, et la situation de l'économie par rapport au commerce mondial ; mais aussi l'effort et la politique à mettre en œuvre. Une entreprise est exportatrice dès qu'elle réalise au moins 5 % de son chiffre d'affaire à l'exportation.

Section IV : les institutions qui œuvrent dans le commerce extérieur.

IV-1. Les Chambres de Commerce et d'Industrie

En matière de commerce international, elles peuvent informer les exportateurs mais ont surtout une mission de prospection, c'est-à-dire qu'elles doivent assister les entreprises qui se rendent sur les marchés étrangers pour faire connaître leurs entreprises et leurs produits.

IV-2.I.T.B.M. ou International Trade Board of Madagascar.

Le Centre de Ressources dédié au Commerce International (C.R.C.I.), aujourd'hui renommé: International Trade Board of Madagascar (I.T.B.M.), a été créé par les principales organisations patronales vers la fin de l'année 2010.

Grâce à son expertise locale issue de ses membres et son appartenance au réseau mondial des organisations nationales de promotion commerciale, l'ITBM a pour principal objectif de :

- Construire des mécanismes consultatifs public/privé avec les organisations internationales afin de forger une voix des entreprises dans l'amélioration de l'environnement export et dans les négociations commerciales internationales.

- Elaborer une stratégie nationale export

- Bâtir un réseau national, afin de mieux relayer les aides et incitations sur tout le territoire de Madagascar.

- Offrir un centre de ressources permettant aux entreprises de trouver les informations prioritaires qu'elles recherchent.
- Former en amont les entreprises aux préparatifs indispensables pour vendre à l'étranger.
- Proposer régulièrement des échanges entre exportateurs.
- Assurer une promotion extérieure globale de Madagascar.

IV-3. Le Ministère du Commerce

Le Ministère du Commerce intervient essentiellement dans le commerce extérieur, en mettant à la disposition des opérateurs économiques intervenant sur le marché international des informations qui leurs pourraient être utiles : Par exemple, les cours mondiaux des principaux produits d'exportations. Dans le cas de notre pays, les informations proviennent pour la plupart de l'INSTAT. Le Ministère du Commerce intervient également dans l'octroi de diverse permis, dans la promotion des produits national, et dans la recherche de nouveau marché.

IV-4. Différents Ministères de tutelle

Il existe aussi des différents Ministères de tutelle, pour des produits nécessitant une autorisation spéciale pour l'exportation, des informations sont disponibles au sein de ces différents ministères responsables. Par exemple le cas du bois précieux ou des peaux de crocodile relevant du Ministère de l'Agriculture ; le cas des produits miniers qui passent obligatoirement par le Ministère des Mines et de l'Energie. Tous les produits pour lesquels des quotas sont appliqués au niveau international nécessitent également une intervention des ministères pour l'attribution des quantités que chaque opérateur peut exporter

IV-5.IVAMA_(Institut de la Vanille de Madagascar)

Notons aussi l'existence d'une institution spécifique gérant les exportations de vanille. Les informations disponibles ne sont cependant pas complètes, puisque tous les opérateurs intervenant sur la commercialisation de la vanille ne passent pas forcément par cet organisme. Des documents de synthèse sur la vanille sont également élaborés par la Caisse Vanille d'après les autorisations d'exportation.

IV-6. Le Fonds Monétaire International.

Créé en 1944 dans le cadre des Accords de BrettonWoods, l'objectif principal est de réorganiser le système monétaire international. Actuellement, il joue un rôle important dans la gestion des pays endettés. Il est le dernier recours en prêtant des sommes nécessaires pour retrouver un bon équilibre financier. Le plus souvent, tout investissement du F.M.I. se traduit par la mise en œuvre d'une politique de rigueur.

IV-7. Le General Accord of Tarifs and Trade (remplacé par l'O.M.C. - Organisation Mondiale du Commerce).

Les pays adhérents s'engagent à accorder à tous les pays, les avantages qu'ils accorderaient à un seul d'entre eux. C'est le *principe de non-discrimination*.

Un deuxième principe est celui de la *concurrence loyale*. Le GATT a pour objectif de développer le libre-échange à condition que ce principe soit respecté. Il interdit le *dumping* et les subventions à l'importation.

Enfin, un seul moyen est autorisé pour protéger un pays de la concurrence étrangère. C'est la mise en place de tarifs douaniers.

A ces trois principes s'ajoutent cependant des exceptions : il admet des zones de libre-échange, un traitement plus favorable aux pays en voie de développement et une clause de sauvegarde.

IV-8. La Banque Mondiale.

Créée à l'occasion des Accords de BrettonWoods, elle agit essentiellement en faveur des pays en voie de développement auxquels elle accorde des prêts à des conditions avantageuses.

IV-9. L'O.C.D.E.- Organisation de Coopération et de Développement Economique

Créé en 1945, il a essentiellement pour mission de gérer les fonds du Plan Marshall qui constituent une aide financière. C'est actuellement un organisme d'études et de prévisions économiques qui publie des prévisions de croissance mondiale.

Chap. III Le commerce extérieur : source de croissance et de développement économique ?

Section I : Gain de l'échange

Selon les théories du libre-échange le commerce international est toujours un jeu à somme positive c'est-à-dire les deux parties réalisent un gain à l'ouverture, par rapport à la situation initiale d'autarcie. Ce gain de l'échange s'apprécie à partir du coût d'opportunité et du prix relatif du bien à échanger.

Comme nous l'avons vu précédemment, un pays doit se spécialiser dans la production du bien dans laquelle sa productivité est la plus forte, en d'autres termes où le coût d'opportunité est plus faible que celui de son partenaire

Supposons :

$$\frac{a_{Lx}}{a_{Ly}} < \frac{a_{Lx}^*}{a_{Ly}^*} \quad \text{Et} \quad \frac{a_{Ly}^*}{a_{Lx}^*} < \frac{a_{Ly}}{a_{Lx}}$$

Ceci veut dire que la productivité relative en bien X est supérieure à celle du bien Y pour le pays considéré par rapport à l'étranger (son partenaire). Et que la productivité relative en bien Y est supérieure à celle du bien X pour l'étranger par rapport au pays.

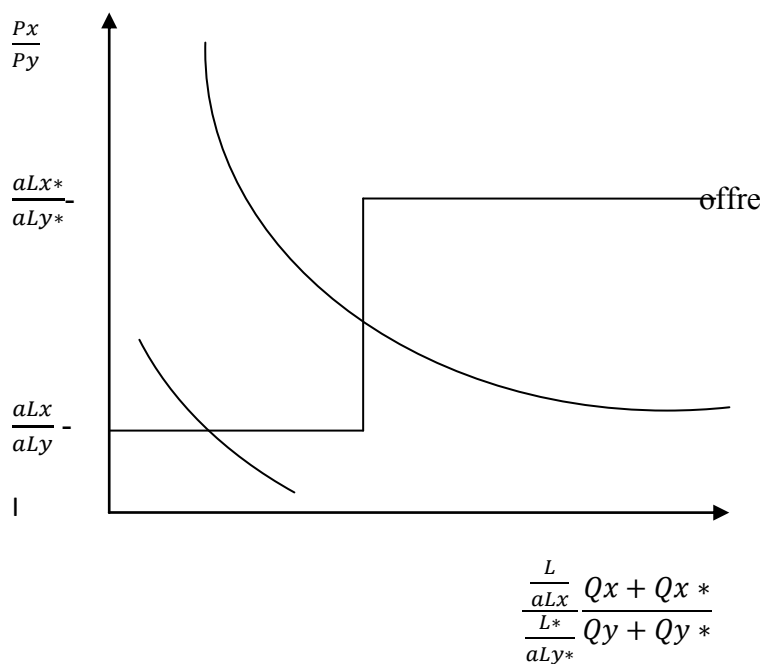
$$\frac{P_{x^*}}{P_{y^*}} > \frac{P_x}{P_y} \quad (\text{prix relatif du bien X})$$

C'est-à-dire que le prix du bien X à l'étranger est supérieur au prix du bien X dans le pays.

Donc le pays a un avantage comparatif dans la production du bien X, il devrait se spécialiser dans la production du bien X et l'exporter vers l'étranger.

Le prix relatif est obtenu par la confrontation de l'offre relative et de la demande relative.

$$\text{Avec l'offre relative} = \frac{\frac{L}{a_{Lx}}}{\frac{L^*}{a_{Ly^*}}} \quad \text{et la demande relative} = \frac{Q_x + Q_{x^*}}{Q_y + Q_{y^*}}$$



Si $\frac{P_x}{P_y} = \frac{a_{Lx}}{a_{Ly}}$, indifférence de choix entre la production du bien X ou Y. le pays peut produire les deux produits.

Si $\frac{P_x}{P_y} < \frac{a_{Lx}}{a_{Ly}}$, alors le pays se spécialise dans la production du bien Y.

Si $\frac{P_x}{P_y} > \frac{a_{Lx}}{a_{Ly}}$, alors le pays se spécialise dans la production du bien X, et l'étranger dans celle du bien Y.

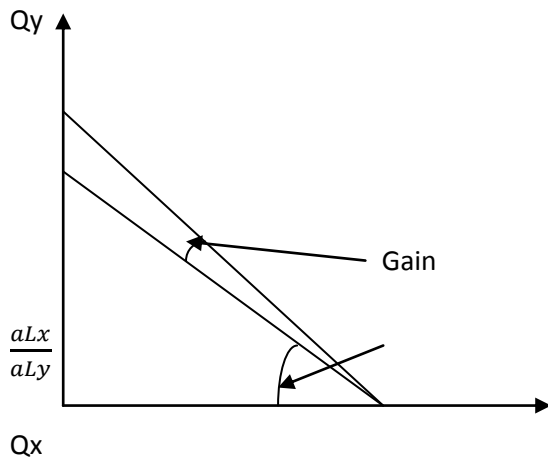
Donc pour qu'il y ait Gain, il faut que le prix relatif soit compris entre $[\frac{a_{Lx}}{a_{Ly}}; \frac{a_{Lx}^*}{a_{Ly}^*}]$, c'est-à-dire

$$\frac{a_{Lx}}{a_{Ly}} < \frac{P_x}{P_y} < \frac{a_{Lx}^*}{a_{Ly}^*}$$

Gain du pays :

Le pays produit $\frac{L}{a_{Lx}}$ de bien X et $\frac{L}{a_{Ly}}$ de bien Y. Or si le pays se spécialise dans la production du bien X, et s'ouvre à l'échange contre le bien Y. Alors son gain se traduit par : $(\frac{L}{a_{Lx}}) \frac{P_x}{P_y} > \frac{L}{a_{Ly}}$

$$\text{Gain de l'échange} \rightarrow \frac{P_x}{P_y} > \frac{a_{Lx}}{a_{Ly}}$$



Section II : Commerce extérieur et croissance économique.

Une croissance économique est définie comme une augmentation de la production sur le long terme. Elle est souvent exprimée en pourcentage du P.I.B. ou du P.N.B. Il y a trois facteurs explicatifs de la croissance économique : l'accumulation du capital, l'augmentation de la quantité de travail disponible et le progrès technique.

Concernant la relation entre croissance économique et commerce international ; nous pouvons l'appréhender à partir du gain de l'échange. Si nous nous référons aux théories du libre échange, ce gain de l'échange peut se traduire en deux manières : soit par une augmentation de la consommation, soit par la réduction de la quantité de facteur de production nécessaire. Et avec cette réduction de la quantité de facteur de production, on peut accumuler du capital et augmenter la quantité de travail disponible, qui sont tous les deux des facteurs de croissance (le troisième facteur de croissance étant le progrès technique).

Donc à partir des gains de l'échange, on peut réorganiser les facteurs de production pour accroître la productivité d'une économie nationale.

De plus, s'ouvrir à l'échange permet de se spécialiser. Dès lors on peut augmenter la production, du fait des effets d'apprentissages. Il est ainsi plus facile d'atteindre une économie d'échelle.

Quant au progrès technique nécessaire à la croissance : l'ouverture à l'échange international signifie concurrence internationale, qui force les entreprises à être plus innovantes. De même que cette ouverture permet également un transfert de technologie entre les pays partenaires (exemple : les Investissements Directes de l'Etranger).

Cependant, à lui seul, le commerce extérieur ne peut aboutir à la croissance économique. Pour cela, il faut que d'autres conditions soient remplies, par exemples, de bonnes infrastructures,

de la main d'œuvre qualifiée. De plus, l'impact réel de l'échange international sur la croissance économique existe mais reste relativement faible. Le tableau ci-dessous nous le montre plus clairement, la première colonne donne le taux de croissance annuel moyen du PIB ; la seconde, l'effet des termes de l'échange sur la croissance ; la troisième, le taux de croissance annuel moyen des termes de l'échange de quelques pays y compris Madagascar :

Tableau n° 1: Impact de l'échange international sur la croissance

Pays	Evolutions annuelles moyennes en % sur la période 1966-1996		
	PIB	Termes de l'échange	
		Impact sur la croissance	Croissance
Taiwan	8,532	-0,113	-0,204
Corée-du-Sud	8,478	0,018	0,079
Chine	8,170	0,025	0,703
Thaïlande	7,774	-0,180	-1,191
Indonésie	7,117	1,312	5,910
Pakistan	5,597	-0,186	-2,022
Egypte	5,130	-0,186	-1,460
Brésil	5,029	-0,109	-1,900
Japon	4,894	-0,047	-1,079
Inde	4,832	0,027	0,429
Maroc	4,643	0,143	0,478
Chili	4,493	-0,175	-1,606
Mexique	4,033	-0,061	-0,296
Côte d'Ivoire	3,939	-0,259	-1,812
Algérie	3,930	0,646	0,800
Australie	3,603	-0,016	-0,374
Espagne	3,396	0,171	0,972

Canada	3,281	0,182	0,626
Nigeria	3,101	1,108	3,194
France	2,909	-0,052	-0,453
Etats-Unis	2,704	-0,034	-0,680
Argentine	2,278	-0,081	-1,535
Sénégal	2,253	-0,130	-1,118
Madagascar	1,248	-0,177	-1,192

Source : *Global Development Finance & World Development Indicators, Calculs à partir des données de la Banque Mondiale.*

Mais il ne faut pas confondre croissance économique et développement économique. Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population ; alors que la croissance économique est l'augmentation des richesses produites par un pays durant une période donnée. La croissance n'est alors qu'une composante du développement économique. Il serait aussi pertinent de voir le lien entre commerce extérieur et développement économique.

Section III : Commerce extérieur et développement économique.

Lorsque les possibilités qu'offre le commerce international sont correctement exploitées, elles peuvent contribuer à la création d'emplois, à une utilisation efficiente des ressources, au développement des entreprises et, finalement, à l'amélioration du niveau de vie dans le pays. Le commerce international est un catalyseur de développement économique. Effectivement, une participation au commerce international peut stimuler une croissance économique indispensable au développement en général. En intégrant les producteurs et les consommateurs des pays en développement aux marchés mondiaux, le commerce (exportations et importations) contribue aux flux de ressources financières, de technologie et de services nécessaires au renforcement des capacités productives des pays en voie de développement ; notamment dans l'agriculture, l'industrie et les services et à la transformation structurelle de l'économie. Le développement des pays de l'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est (Japon, Les NPI, et la Chine) en est un exemple concret : Ces pays ont connu une croissance économique rapide parce qu'ils ont su se doter de capacités compétitives de production et d'exportation ; d'abord dans les secteurs traditionnels de l'agriculture, des textiles et des vêtements ; puis dans des industries manufacturières à forte

intensité de main-d'œuvre, parfois vite remplacé par des industries manufacturières de pointe, comme l'électronique. Cette croissance tirée par les exportations a été le résultat d'une ouverture stratégique au commerce, mais aussi de mesures complémentaires venues renforcer la capacité du commerce d'influer sur le développement économique et social.

Le commerce international influe le revenu national en offrant des possibilités de revenus supplémentaires, notamment grâce à l'écoulement ou à la commercialisation des excédents. Il a ainsi des répercussions sur de nombreux aspects économiques et sociaux du développement. L'augmentation des niveaux de revenu pourra inciter telle ou telle catégorie de travailleurs à rejoindre le secteur formel. Ce qui favoriserait sensiblement l'intégration sociale, s'agissant par exemple de l'égalité entre hommes et femmes.

Le revenu n'est pas le seul lien entre commerce et développement. Grâce au commerce, il est possible d'obtenir des biens et des services moins chers, de meilleure qualité et plus diversifiés que ceux qui sont disponibles sur le marché intérieur. L'importation de facteurs de production de meilleure qualité et plus diversifiés (combustibles et matières premières, biens d'équipements, biens intermédiaires, machines et matériels,...) fait baisser les coûts de production et rend possibles des activités productives qui seraient autrement inenvisageables. Un meilleur accès à des biens et services essentiels (Exemples : médicaments et vaccins, équipements médicaux, produits alimentaires, énergie, biens environnementaux) a des effets positifs directement ressentis par les consommateurs et optimise certaines dépenses publiques, par exemple, dans le domaine de la santé.

Mais le commerce extérieur n'aboutit pas automatiquement au développement. Pour cela il faudrait des mesures accompagnatrices de la part du pouvoir public, telles que : une meilleure législation du travail, une politique d'éducation nationale adéquate, une amélioration des formations professionnelles, un bon système financier,...

Conclusion partielle de la première partie :

Le débat sur l'échange international divise les économistes ; alors que certains pensent que s'ouvrir au commerce extérieur est plus bénéfique pour un pays que de se fermer en autarcie ; d'autres affirment par contre que le protectionnisme est le meilleur moyen d'appréhender l'échange international. Cependant tous s'accordent qu'utiliser à bon escient, le commerce extérieur peut amener de la croissance et du développement économique. Nous allons donc voir dans la seconde partie, si Madagascar a su profiter du commerce extérieur.

2^{ème} Partie : Cadre analytique et descriptive (cas de Madagascar).

Dans cette partie, nous allons voir la situation de Madagascar vis-à-vis du commerce extérieur. Ainsi nous survolerons les accords commerciaux de Madagascar, l'apport du commerce extérieur dans l'économie Malgache et ses implications.

Chap. I : Accords commerciaux de Madagascar.

Madagascar, comme de nombreux pays, est membre de l'O.M.C. ; elle est également signataire de nombreux accords commerciaux, dont nous allons énumérer ici les plus importants.

Section I : S.P.G. ou Système de Préférence Généralisé.

Le S.P.G. est un accord international qui régit les rapports entre pays développés et pays en développement. Ce système a comme idée de base qu'aider les pays sur le plan du développement économique et commercial est plus avantageuse que les transferts financiers (exemples : les dons ou autres aides). Il s'agit donc là de créer des conditions inégales d'échanges afin d'aider les pays en développement de rétablir leurs équilibres commerciales.

D'où l'élaboration d'un mécanisme de préférences tarifaires permettant aux produits des Pays en développement de bénéficier d'un accès privilégié sur les marchés des pays développés.

Le SGP accorde aux pays en développement que leurs exportations, dans les pays industrialisés, bénéficient des préférences généralisées, autonomes, non-discriminatoires, et non-réciproques. Notamment une franchise totale de droits de douanes pour les produits industriels et une réduction considérable de droits de douanes pour les produits agricoles.

C'est donc un cadeau offert par les pays développés aux pays pauvres.

Le S.G.P. fût adopté par la CNUCED en 1970 et mis progressivement en application par les pays développés entre 1971 (Communauté Economique Européenne qui est devenue l'Union Européenne) et 1976 (par les Etats-Unis).

Section II : La convention de Lomé.

A l'inverse du S.G.P qui englobe l'ensemble des Pays en développement et s'intéressant qu'aux échanges commerciaux ; La convention de Lomé se limite aux rapports entre la Communauté Economique Européenne et leurs anciennes colonies en se reposant plus sur les mécanismes de développement que sur les échanges commerciaux à proprement parler.

C'est en 1975 que La convention de Lomé a été signée entre la Communauté Economique Européenne et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Mais après l'adhésion

de la Grande Bretagne, les pays du Commonwealth réclamèrent un statut identique à celui des anciennes colonies. C'est ainsi que cette convention fût renouvelée en 1979 et entra en vigueur sous le nom de Lomé II en Janvier 1981. Lomé II repose sur un contrat entre la Communauté Economique Européenne et les pays en développement concernés.

Les accords comprennent quatre volets :

- 1- Une coopération commerciale : franchise tarifaire totale sans réciprocité pour la plupart des produits, protocole spécial pour le sucre (garantie d'achat des exportations de sucre aux prix interne de la Communauté Economique Européenne), régime préférentiel pour les importations des produits agricoles concurrençant directement les produits du marché commun.
- 2- Une coopération industrielle et agricole : encouragement des investissements privées Européennes dans les d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique, incitation à la coopération dans l'agriculture, l'énergie, les transports maritimes, et la pêche.
- 3- Une coopération financière et technique : le Fonds Européen de Développement finance certains projets de développement rural.
- 4- Un mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation : afin d'assurer un revenu fixe aux exportateurs, la communauté garantit un cours minimal aux ACP pour les exportations de certains produits et si les recettes chutent, elle compense le manque a gagner. Les instruments de stabilisation sont STABEX (pour les produits agricoles de base) et SYSMIN (pour les produits miniers de base).

Il ne faut pas confondre La Convention de Lomé et les accords de Lomé qui sont signés en 1999 pour mettre fin à la guerre civile de Sierra Leone. En 2000, la Convention de LOME est remplacée par l'accord de Cotonou.

Section III : L'accord de Cotonou.

L'accord de Cotonou a été élaboré pour combler la non-conformité qui existait entre la Convention de Lomé et les règles de l'OMC. Ainsi, cet accord vise à transformer la coopération pour le développement dans la Convention de Lomé, en une coopération pour l'intégration dans la mondialisation. La coopération commerciale est appelée à une transformation radicale afin de préparer une intégration progressive des économies des pays ACP dans l'économie mondiale et d'assurer une mise en conformité avec les règles de l'OMC. Son objectif est d'instaurer, après une période transitoire (jusqu'en 2008), des zones de libre-

échange entre S.P.G. ou Système de Préférence Généralisé et les pays ACP ou entre pays ACP, pour être plus conforme aux nouvelles règles du commerce international de l'OMC.

Ainsi les pays ACP vont entreprendre des négociations pour conclure des accords de libre-échange, dits "**d'accords de partenariat économique**" (APE), plus conformes à la réglementation commerciale internationale, qui seront mis en place de 2008 à 2020. Ces accords consistent à introduire la réciprocité dans les relations commerciales UE-ACP.

Les instruments de stabilisation STABEX (pour les produits agricoles de base) et SYSMIN (pour les produits miniers de base), qui protégeaient les ACP contre les fluctuations de marché ou de production, seront supprimés à l'issue de la période transitoire. Toutefois, un soutien additionnel en cas de fluctuation des recettes d'exportation des produits de base pourra être versé aux pays ACP, selon de nouveaux critères d'éligibilité moins automatiques.

L'Accord de Cotonou est entré en vigueur le 1er avril 2003, après sa ratification par les 15 pays membres de l'UE (27 en 2007) et les 76 pays signataires soit tous les pays ACP à l'exception de Cuba, la Somalie et Timor-Leste.

Section IV : A.P.E.-I ou Accords de Partenariat Economique (Intérimaire).

Les Accords de Partenariat Economique ou APE ont été fixés dans les articles 36 et 37 de l'Accord de Cotonou. Ces APE doivent être compatibles avec les règles de l'Organisation mondiale de commerce (OMC) sur la libre circulation des marchandises, car la dérogation de l'OMC couvrant les préférences de Cotonou expirait le 31 décembre 2007.

Mais la signature d'un APE complet n'ayant pas été possible dans tous les pays, il a été décidé que les APE seraient conclus en deux étapes dont la première consiste en la signature d'un accord intérimaire (APE-I) qui prévoit un calendrier pour la finalisation d'un APE complet. C'est le cas de Madagascar qui a paraphé l'accord intérimaire le 11 Décembre 2007. L'APE-I précise que la libéralisation se fera de manière asymétrique et couvre trois domaines principaux : l'accès au marché, la pêche, la coopération économique et au développement.

-L'accès au marché :

Le règlement UE d'accès au marché 1528/2007 du 20/12/2007 rend effectif dès le 1er janvier 2008, l'accès au marché européen sans droits ni quotas, sauf pour le riz et le sucre pour lesquels une période de transition était prévue, pour les pays ayant conclu un accord

intérimaire ou définitif. Le taux d'exclusion pour Madagascar est de 19.3%. Il est prévu un moratoire de cinq ans au bout duquel 37% du commerce sera libéralisé. Les 43.7% restant seront libéralisés d'ici 2022.

Parmi les produits exclus figurent entre autres : la viande, le poisson, des produits d'origine animale, des légumes, des boissons, des articles en cuir etc....

L'accord prévoit également une amélioration des règles d'origine (simple transformation pour le textile et acceptation toute origine pour 10 000 t de thons).

-Pêche :

L'accord intérimaire couvre la pêche marine, le développement de la pêche continentale et de l'aquaculture et contient des dispositions très détaillées sur la coopération dans ce domaine.

-Coopération économique et au développement :

Ce chapitre couvre les différents points visant le soutien des pays ACP dans la mise en œuvre des APE (matrice de développement, liste des secteurs à couvrir).

Section V : A.G.O.A. ou African Growth and Opportunity Act.

African Growth and Opportunity Act ou AGOA est une loi adoptée par le congrès Américain le 18 Mai 2000. C'est une loi sur le commerce et le développement. Elle soutient l'économie des pays Africains, en leur facilitant l'accès au marché Américain. Afin d'inciter les pays Africains à poursuivre leurs efforts dans l'ouverture de leurs économies sur la scène internationale et de construire des marchés libres.

La loi A.G.O.A. facilite l'accès des produits d'Afrique au marché Américain à travers un régime fiscal avantageux : exemptions de droits de douane pour plus de 70% des produits. Cette union représente un intérêt réciproque pour les deux parties, les pays Africains ayant ainsi la possibilité de s'affirmer progressivement sur la scène mondiale en entrant dans la Mondialisation, et les États Unis bénéficiant ainsi d'une nouvelle source d'approvisionnement, notamment en pétrole.

Les Etats Unis actualisent les listes des pays concernés chaque année, en fonction de critères comme l'attachement à l'économie libérale, les politiques de lutte contre la pauvreté menées

et le respect de la légalité. Exemple : Madagascar a été ajouté parmi les pays bénéficiaire de l'A.G.O.A. en 2001, puis exclu en Décembre 2009, et ensuite réintégré en Juin 2014.

Section VI: C.O.M.E.S.A. ou Common Market for Eastern and Southern

Africa.

Le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) est une zone de libre-échange formée en Décembre 1994 en remplacement d'une zone d'échanges préférentiels qui existait depuis 1981. Le COMESA (tel que défini par son traité) a été créé en tant qu'une « organisation d'Etats souverains libres et indépendants qui ont convenu de coopérer dans le développement de leurs ressources naturelles et humaines pour le bien de tous leurs peuples » et comme telle, elle a une vaste série d'objectifs qui incluent nécessairement dans ses priorités la promotion de la paix et de la sécurité dans la région.

Le COMESA s'efforce d'atteindre le progrès économique et social durable de tous les États membres par une coopération accrue et une intégration dans tous les domaines du développement notamment dans le commerce, les domaines douanier et monétaire, du transport, de la communication et de l'information, de la technologie, de l'industrie et de l'énergie, du genre, de l'agriculture, de l'environnement et des ressources naturelles.

Ses États membres actuels sont les suivants: le Burundi, l'Union des Comores, la RDC, Djibouti, l'Égypte, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, le Rwanda, le Soudan, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Parmi les dix-huit États membres, le Burundi, Djibouti, le Kenya, Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, le Rwanda, le Soudan, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe participent à la Zone de Libre-échange du COMESA.

Le siège du COMESA est à Lusaka, en Zambie.

Chap. II : L'apport du commerce extérieur dans l'économie Malgache.

Section I : Les produits exportés par Madagascar.

Tableau n° 2: Les produits exportés par Madagascar au cours des années 2008 à 2013.

EXPORTATION DES PRODUITS EFFECTUEE PAR MADAGASCAR AU COURS DES ANNEES 2008 A 2013 (FEVRIER 2013)													
unités: Valeur FOB en Ariary, Poids net en Kilogramme													
ANNEES	2008		2009		2010		2011		2012		2013		
Code	Libellé	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net
5101	Bovins									743 819 780	164 780		
5102	Viandes et abats			116 079	20			124 686	15				
5103	Poissons	6 597 167 874	736 532	5 977 494 105	560 327	8 330 526 451	682 718	10 596 504 844	925 134	8 177 726 106	685 821	895 096 551	59 336
5104	Burgaux et coquillages	136 759 525	146 900	179 432 102	156 979	281 079 156	326 916	301 875 410	421 701	253 953 578	230 124	28 072 354	1 300
5105	Crevettes	187 067 847 310	10 056 367	153 306 704 693	8 461 891	123 878 785 484	6 508 929	191 294 551 757	9 011 586	134 606 145 329	6 359 621	19 263 747 525	694 228
5106	Langoustes	5 630 506 764	206 987	2 081 740 826	67 174	6 449 474 731	200 586	6 714 583 115	213 435	5 186 343 700	152 850	302 976 399	11 026
5107	Autres crustacés et moll	16 114 235 707	2 512 499	16 774 613 084	2 411 640	17 395 205 356	2 395 645	21 844 566 716	3 087 142	16 888 061 465	2 131 427	2 860 037 186	240 959
5199	Autres produits du règn	1 409 791 900	71 049	1 149 409 447	142 150	1 038 572 049	123 130	1 247 318 958	248 559	1 968 777 759	345 023	677 498 896	235 659
5201	Haricots	9 997 794 184	8 490 934	9 207 996 662	7 777 206	14 455 270 678	9 382 197	36 524 878 906	23 175 741	39 137 618 109	25 917 566	2 529 547 756	1 522 918
5202	Pois du cap	7 240 332 204	5 277 335	4 279 626 172	5 069 964	6 010 992 507	5 288 514	6 834 771 740	2 889 952	11 743 045 511	5 591 500	130 754 766	75 338
5203	Manioc brut	7 423 185	5 929	9 319 500	4 490			63 040 650	42 223	1 608 561	345	2 858 274	2 270
5204	Farine, féculé de manioc			112 222	17			572 449	2 000	32 909 866	20 127		
5205	Banane	55 366 308	103 540	73 126 956	182 153	17 077 401	63 400	28 411 158	35 340	8 603 875	20 312		
5206	Café vert	25 379 323 115	7 624 115	5 117 080 852	1 984 465	23 132 501 429	8 303 042	13 398 852 483	4 013 975	11 861 464 500	2 469 827	5 581 474 549	1 522 549
5207	Poivre	6 025 737 975	1 208 745	7 496 005 913	1 606 130	10 571 342 773	1 891 285	15 778 295 716	1 795 167	13 046 346 771	1 422 498	1 341 916 642	140 013
5208	Vanille	85 746 823 053	2 228 304	86 697 220 830	2 052 937	36 572 615 050	667 612	79 344 143 082	2 116 784	30 131 390 366	719 680	28 275 000 815	361 862
5211	Cannelle	2 169 523 480	1 434 093	2 737 876 283	1 735 746	3 813 023 516	2 440 264	3 747 536 531	2 032 205	2 925 806 452	1 338 275	262 813 707	135 993
5212	Girofle	51 513 707 585	8 308 441	94 617 809 133	15 742 013	65 748 314 791	8 305 914	352 706 801 473	22 040 092	371 981 345 821	19 226 702	26 847 574 843	1 493 396
5213	Riz de luxe	76 932 067	50 646	10 446 311	6 313	7 024 198	4 614	74 169 164	31 442	52 424 680	31 653		
5214	Riz courant	32 045	27	46 576 063	16 160	60 408 368	32 400	334 743	579	56 140 561	14 743		
5215	Riz en brisures	69 352	200										
5216	Arachides	1 579 116 693	1 216 615	682 278 782	685 753	1 345 527 626	1 301 834	2 773 877 795	2 344 733	14 761 091 669	12 019 564	154 834 813	201 007
5218	Raphia	6 474 561 873	2 022 545	5 652 285 022	1 762 260	5 918 701 492	2 006 538	6 636 409 108	2 111 536	5 234 438 093	1 354 778	1 332 498 707	389 889
5219	Cacao en fèves	27 876 930 054	6 377 470	29 046 274 787	9 782 918	22 984 391 968	5 175 977	34 504 431 784	7 708 790	22 499 707 782	5 487 658	3 562 618 368	1 032 703
5220	Plantes médicinales	5 062 239 139	618 263	6 364 709 578	940 611	7 979 323 554	908 720	4 843 242 024	724 153	11 820 646 980	1 297 637	1 272 248 647	32 587
5221	Mais	1 692 181 876	3 211 870	426 348 383	827 102	795 840 503	1 572 063	1 715 022 319	2 902 140	1 532 193 272	3 069 057	1 549 518	1 781
5222	Litchis	23 693 062 105	22 716 026	24 414 225 814	18 487 425	23 459 878 492	16 585 563	20 695 096 275	12 138 444	24 008 287 378	13 183 168	542 866 614	147 120
5223	Autres fruits frais	117 639 353	58 983	278 441 319	106 515	224 570 515	76 918	259 175 738	75 679	450 689 233	116 112	289 202 580	83 088
5299	Autres produits du règn	8 579 413 325	8 047 214	11 882 053 269	9 734 256	11 508 364 842	9 626 284	10 725 257 339	9 175 009	9 701 998 776	6 055 629	793 140 931	801 868
5301	Huile alimentaire	783 075 472	331 039	163 345 726	100 414	1 083 591 024	549 137	1 910 810 006	744 739	1 691 834 198	578 923	139 220 731	66 458
5302	Cires d'abeilles	99 989 625	13 940	46 660 560	12 000	119 780 390	15 000	409 661 178	42 000	216 880 757	17 000		
5399	Autres corps gras et cire	177 605 293	57 922	229 620 583	11 572	395 826 055	84 354	553 158 684	95 496	400 901 658	82 856	55 484 438	22 755
5401	Conserves de viandes	181 613 604	3 060	145 152 796	1 138	207 223 014	1 353	164 516 361	913	215 977 109	789		
5403	Sucre	11 825 926 529	10 408 076	37 102 790 301	32 947 295	29 227 654 739	24 727 902	30 420 038 403	20 215 634	28 871 426 587	17 566 367	27 187 746 505	18 005 149
5404	Mélasses			538 673	6								
5405	Cacao et chocolat	627 411 006	21 353	1 191 311 202	28 386	2 566 361 453	235 815	2 234 250 160	217 473	2 542 715 608	209 757	262 755 406	9 071
5406	Tapioca	10 063 559	13 396	18 397 768	20 700	22 904 372	10 990	40 641 668	11 810	867 422	2 940		
5407	Conserves de fruits et le	15 929 198 640	2 544 116	20 849 309 133	3 327 149	26 972 855 512	4 128 430	26 753 096 973	3 390 205	30 167 840 319	3 882 440	9 601 077 507	1 087 709
5408	Rhums (hl d'alcool pur)	176 068 250	32 992	404 712 358	94 630	278 006 698	35 946	710 321 116	84 132	826 396 315	48 324	14 142 335	1 425
5411	Sons et tourteaux	1 518 475 868	4 828 023	93 683 514	142 515	4 944 242	3 857	5 046 427	9 837	302 343 231	88 525	253 298 682	14 450
5499	Autres produits des ind	64 835 012 703	10 053 556	52 668 073 998	7 566 430	92 138 846 095	15 502 879	108 472 571 088	14 362 741	113 166 140 759	11 748 078	13 013 892 374	1 090 369
5501	Tabacs bruts	265 667 305	154 193	92 830 673	34 628	435 071 466	128 637	35 279 654	10 018	3 175 255 293	380 180		
5502	Cigarettes	1 467 297 936	9 290	1 039 635 676	5 587	811 562 656	7 565	1 513 209 584	7 101	2 057 587 500	14 446	217 163 444	1 610
5599	Autres tabacs	97 999 336	316	77 368 942	138	76 247 674	195	409 865 994	3 520	88 305 866	1 061	17 140 925	1 054
5601	Graphite	5 943 127 366	4 966 950	5 393 090 636	3 437 425	5 585 149 623	3 782 950	7 809 711 223	3 873 350	7 148 437 147	2 884 600	1 044 637 821	467 500
5602	Mica	1 017 261 756	1 233 333	314 415 198	358 420	1 542 524 985	2 069 326	2 694 947 773	3 949 593	9 279 903 802	12 531 851	519 274 661	781 200
5603	Minerai de chrome	55 742 296 591	112 613 150	33 420 047 566	133 000 013	51 249 251 704	134 500 018	28 163 631 375	66 700 000	41 587 453 130	111 500 000		
5604	Minerais de thorium							142 346	36				

5605	Produits pétroliers	167 066 026 129	78 103 735	95 034 937 898	55 825 477	130 025 893 731	62 298 698	191 409 243 676	68 243 534	190 229 243 537	65 871 805	28 858 055 762	9 371 984
5606	Quartz	784 145 453	887 460	122 294 978	103 606	338 016 947	407 467	367 818 943	305 820	360 210 946	221 183	73 874 184	46 000
5607	Sels	3 006 688 161	17 146 388	4 207 891 850	22 127 318	5 419 402 963	28 202 916	3 357 148 223	15 409 889	3 277 059 396	15 243 909	529 176 378	2 311 581
5699	Autres produits minéraux	4 947 484 603	22 753 818	7 943 779 992	21 417 032	95 882 134 133	311 553 124	201 902 997 922	563 038 005	268 314 611 563	618 878 603	39 356 187 043	106 292 965
5701	Essence d'ylang ylang	5 110 650 347	25 821	2 695 449 538	12 121	1 842 255 136	10 129	2 869 504 619	16 949	2 116 716 908	13 619	888 998 622	4 362
5702	Essence de girofle	14 098 024 064	1 269 522	21 263 313 650	1 605 834	44 377 341 482	2 089 707	70 392 872 722	1 767 057	21 855 540 710	708 482	3 741 576 776	108 364
5703	Extraits de vanille	1 299 546 456	21 611	11 137 726 079	101 539	9 226 936 372	76 053	10 528 389 259	83 828	4 632 315 398	43 725	5 067 776 096	28 062
5798	Autres huiles essentielles	5 386 335 615	117 681	9 942 372 630	226 993	9 881 140 914	184 704	11 703 146 742	96 332	8 058 018 032	100 212	1 249 938 871	5 480
5799	Autres produits des industries agricoles	18 491 314 085	4 591 038	13 809 839 096	2 565 677	15 538 843 488	2 766 036	17 092 961 204	3 404 946	19 378 022 698	11 186 480	8 452 779 565	13 453 008
5801	Cuir brut de bovins	8 613 257 000	5 035 510	3 451 832 683	3 886 097	5 282 511 602	4 519 218	10 447 167 599	5 072 928	11 123 828 009	4 291 117	1 895 339 612	699 452
5802	Peaux de crocodiles	586 847 831	7 863	494 777 858	6 019	92 779 459	978						
5899	Autres cuirs et peaux	10 800 978 976	209 743	18 342 511 173	100 314	36 744 608 265	205 218	47 300 117 466	189 732	42 804 301 193	185 544	9 379 498 991	22 923
5901	Bois sciés ou dédossés	16 659 901 993	38 425 278	39 154 861 946	21 971 389	15 917 840 318	23 851 892	12 170 143 160	22 740 811	9 197 627 325	17 686 424	931 558 477	1 731 488
5902	Bois bruts	7 048 195 687	63 486 561	27 639 990 727	5 461 919	790 959 911	5 520 674	191 987 309	622 500	11 154 651	5 000		
5999	Autres bois et ouvrages	14 775 215 763	4 527 074	15 102 197 149	3 485 466	16 166 907 237	2 785 857	17 586 588 694	2 965 868	14 803 011 701	1 561 718	3 613 811 301	268 582
6001	Coton en masse	5 308 360 426	2 330 617			573 383 217	163 443	1 190 515 586	340 392	2 149 253 262	770 066	795 042 550	227 598
6002	Fibres de sisal	17 151 162 314	4 197 498	1 594 626 590	1 556 493	8 617 021 349	7 540 722	10 021 137 857	57 208 084	13 577 907 353	6 904 535	1 933 831 658	927 019
6003	Ficelles de sisal	2 577 751 213	1 470 209	232 911 518	105 010	1 700 435 101	840 274	1 843 082 803	865 514	3 298 820 115	1 199 581	203 122 860	56 953
6004	Tissus de coton	37 153 039 093	2 445 128	34 300 562 558	1 647 882	22 153 776 980	1 136 292	65 388 394 553	2 151 489	47 652 339 110	1 738 081	10 545 884 771	379 286
6005	Tee-shirts, maillots, slip	50 605 014 669	2 888 061	45 884 009 449	2 608 388	20 727 811 258	1 240 618	27 373 797 301	1 362 785	26 919 782 128	1 289 742	10 719 357 708	407 949
6006	Chemises, chemisettes	155 204 462 124	2 185 045	65 687 153 378	1 882 385	65 215 461 961	1 602 019	63 352 130 976	1 516 726	59 012 735 285	1 330 256	10 733 150 133	259 084
6099	Autres matières textiles	1 341 881 459 163	27 289 640	824 823 639 362	22 082 084	580 939 249 075	13 064 148	655 419 518 332	11 338 107	633 029 824 442	11 186 464	95 867 874 886	1 931 954
6101	Pierres fines industrielles	14 436 135 014	4 815 316	17 951 205 747	6 850 298	30 676 426 158	10 785 605	68 381 996 002	29 943 019	61 217 214 744	13 858 578	8 447 743 701	2 248 018
6199	Autres produits	321 839 521 049	42 606 070	266 458 396 608	40 251 263	522 908 037 070	84 941 891	475 382 533 800	93 949 236	366 875 206 163	54 978 273	182 334 132 358	6 396 477
Total général		2 865 774 126 118	566 853 019	2 149 036 591 947	487 273 664	2 245 735 788 759	835 443 098	3 000 627 940 724	1 105 615 702	2 790 447 597 343	1 100 218 011	574 892 877 573	177 914 228

SOURCE: DGINSTAT/D S E/SSES/COMEXT/JUILLET 2013

-Pour mieux analyser la portée du commerce extérieur de Madagascar, nous allons subdiviser les commodités en trois catégories : les produits agricoles, les produits miniers (comprenant le pétrole), et les produits manufacturés. Habituellement, ces trois groupes peuvent représenter entre 95% et 100% des échanges de marchandises d'un pays.

-Les produits agricoles que nous allons prendre en considération englobe à la fois les produits issues de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche : Bovins, Viandes et abats, poissons, burgaux et coquillages, crevettes, langoustes, autres crustacés et mollusque, autres produits du règne animales, haricots, pois du cap, manioc brut, banane, café vert , poivre, vanille, cannelle, girofle, riz de luxe, riz courant, riz en brisures, arachides, raphia, cacao en fèves, plantes médicinales, maïs, litchis, autres fruits frais, autres produits du règne végétales, tabacs bruts, autres tabacs, cuirs bruts de bovins, peaux de crocodiles, autres cuirs et peaux, bois sciés ou dédossés, bois bruts.

Ces produits représentent $\left(\frac{\sum \text{des valeurs FOB des produits agricoles}}{\text{valeur totale générale des exportations}}\right) \times 100 = \frac{295\,336\,975\,500}{574\,892\,877\,573} \times 100 = 51.37\%$ 51.37% de l'exportation Malgache en 2013.

-Les produits miniers sont : graphite, mica, minerai de chrome, minerais de thorium, produits pétroliers, quartz, autres produits minéraux. La part de ces produits sur l'exportation

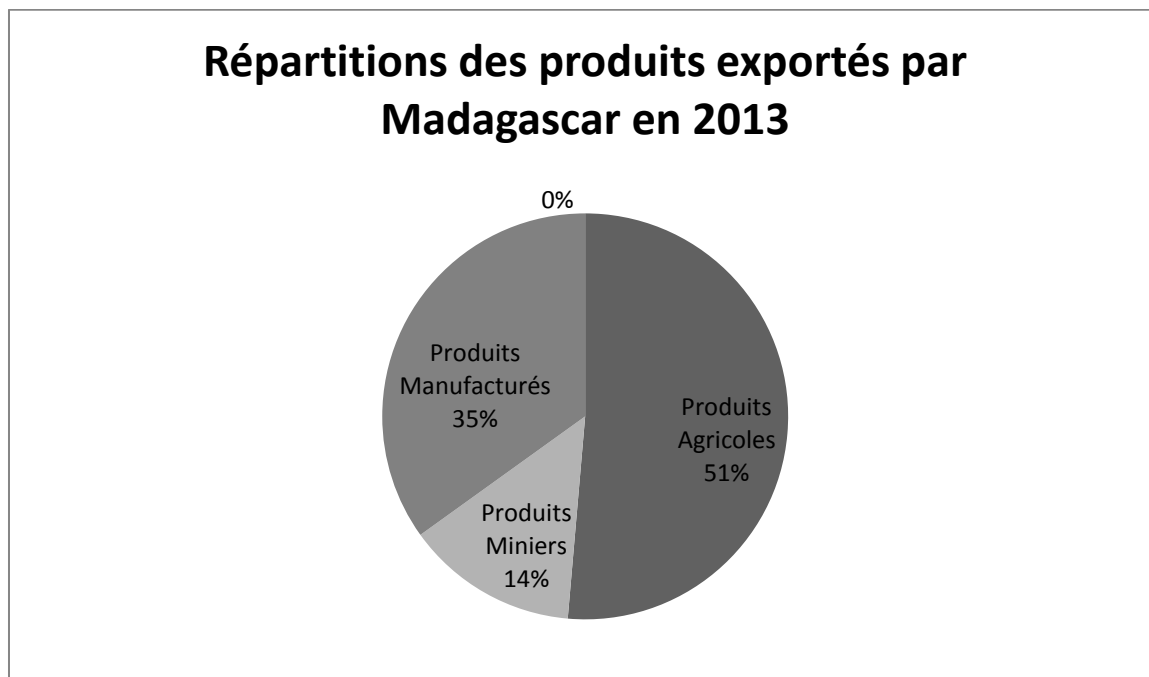
$\left(\frac{\Sigma \text{des valeurs FOB des produits miniers}}{\text{valeur totale générale des exportations}} \times 100\right)$ en 2013, $\left(\frac{78\,828\,949\,540}{574\,892\,877\,573} \times 100 = 13.71\%\right)$ est de 13.71%.

-Les produits manufacturés sont : farine, huile alimentaire, conserves de viandes, sucre, mélasse, chocolat, tapioca, conserves de fruits et légumes, rhums, autres produits des industries alimentaires, cigarettes, sels, essence d'ylang ylang, essence de girofle, extraits de vanille, autres produits des industries chimiques et para-chimiques, fibres de sisal, ficelles de sisal, tissus de coton, tee-shirts, maillots, slips, chemises, chemisettes, autres matières textiles et ouvrages en ces matières, pierres fines industrielles. La part de ces produits sur

l'exportation : $\left(\frac{\Sigma \text{des valeurs FOB des produits manufacturés}}{\text{valeur totale générale des exportations}} \times 100\right)$ en 2013, représentent

$\left(\frac{200\,726\,952\,400}{574\,892\,877\,573} \times 100 = 34.92\%\right)$ 34.92% des exportations.

Graph 1 : Répartition des produits exportés par Madagascar en 2013.



Source : L'auteur.

A l'instar de beaucoup de pays en développement, l'exportation de Madagascar est largement dominée par les produits agricoles.

Section II : Les produits importés par Madagascar.

Tableau n° 3 : Importation des produits effectuée par Madagascar au cours des années 2008 à 2013.

IMPORTATION DES PRODUITS EFFECTUEE PAR MADAGASCAR AU COURS DES ANNEES 2008 A 2013 (FEVRIER 2013)													
unités: Valeur CAF en Ariary_ Poids net en Kilogramme													
ANNEES		2008		2009		2010		2011		2012		2013	
Code	Libellé	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net
0101	Lait concentré	19 900 877 010	3 751 350	7 493 148 896	2 367 194	11 346 333 194	2 556 750	17 921 647 671	3 419 797	16 680 574 298	2 503 033	1 473 721 551	191 085
0102	Beurre	354 906 578	24 119	1 960 000 992	624 442	1 354 956 259	194 535	906 214 237	271 542	782 147 048	223 577	58 835 286	4 090
0103	Fromage	5 479 114 882	544 860	6 626 347 295	600 437	7 648 960 612	708 739	9 411 222 583	787 738	6 432 136 489	484 796	816 178 243	71 255
0199	Autres produits du règn	55 983 035 143	15 065 236	40 805 989 626	16 071 172	69 628 153 828	20 066 515	101 898 455 115	23 921 039	78 482 555 186	16 246 041	27 473 004 407	4 957 804
0201	Froment et méteil	79 410 137 048	96 143 439	15 235 772 442	24 683 234	445 822	221	16 204 983 273	18 060 509	13 928 355 141	17 052 000	864 033 681	1 250 000
0202	Riz	126 335 293 174	157 301 590	92 618 844 759	109 482 152	111 536 970 301	123 003 264	188 020 094 602	192 276 690	188 949 657 379	183 889 774	29 575 427 926	29 925 897
0203	Farine de froment	4 773 250 436	4 403 819	41 224 724 562	51 933 603	82 812 197 291	101 256 667	101 896 684 358	96 914 474	97 707 417 554	93 665 791	10 713 310 906	8 978 193
0204	Autres farines de céréa	421 819 173	330 113	2 642 164 460	1 326 639	2 052 783 463	1 487 508	2 048 352 916	1 460 745	1 118 418 773	798 776		
0205	Malt	16 829 701 777	8 113 721	23 122 983 608	10 699 716	19 041 911 328	9 753 820	27 828 690 238	14 867 043	19 587 299 111	10 274 951	10 502 935	3 500
0299	Autres produits du règn	21 102 236 281	15 039 849	29 724 590 947	21 460 044	31 292 357 809	20 545 225	30 876 519 342	23 332 225	26 509 176 593	17 468 236	3 852 866 352	1 715 179
0301	Huiles alimentaires	120 966 521 581	55 787 381	133 023 205 909	113 594 911	99 669 146 348	50 683 447	155 692 591 345	58 633 439	102 967 325 899	38 533 184	14 710 178 436	6 140 914
0302	Cires	36 937 862	5 400	1 055 163	192	167 526 622	152 775	463 386 153	237 242	212 152 940	255 927	4 720 382	264
0399	Autres corps gras et cire	17 472 114 259	6 858 593	16 035 225 381	8 814 113	14 540 086 723	6 172 146	27 692 102 437	10 281 025	16 251 835 557	5 952 116	1 509 258 548	687 737
0401	Préparations et conserv	3 124 002 959	288 304	974 879 975	113 074	2 281 595 239	199 976	1 784 270 288	235 346	1 331 125 713	132 943	133 207 354	12 130
0402	Préparations et conserv	2 255 720 460	899 182	1 407 438 959	518 607	2 536 255 058	1 000 242	1 582 201 305	402 425	1 418 520 618	610 103	210 407 727	59 364
0403	Sucreries	4 399 150 903	2 766 445	3 878 370 230	2 350 518	4 716 455 558	2 563 677	7 258 667 107	2 884 584	4 829 858 901	1 456 165	750 115 387	202 559
0404	Cacao et chocolats	3 109 180 668	818 190	3 092 218 732	762 632	4 498 225 125	967 425	5 123 683 075	1 026 166	5 389 301 726	774 426	796 339 560	149 015
0405	Pâtes alimentaires	16 733 429 510	10 736 570	18 361 987 949	11 385 337	27 628 446 995	15 499 345	41 025 956 248	20 725 660	41 844 873 067	18 183 718	3 009 350 431	1 154 648
0406	Produits de la biscuiteri	6 768 944 328	2 910 605	6 940 134 150	2 878 749	7 726 963 541	3 123 932	7 668 935 527	2 971 382	7 595 409 610	2 371 945	586 719 303	136 145
0407	Conserves de fruits et l	4 840 331 745	1 797 520	4 527 341 833	2 440 383	6 780 747 310	2 468 198	5 830 252 975	1 962 664	5 730 738 821	1 863 444	987 452 024	344 790
0408	Bières	190 895 008	116 788	206 804 735	76 071	290 539 043	126 125	447 758 509	147 467	589 610 584	208 535	128 430 280	55 636
0411	Vins et apéritifs	3 272 929 131	1 050 335	2 572 983 577	617 814	3 568 433 686	798 663	5 998 294 381	952 167	5 832 657 786	700 154	976 454 286	73 347
0412	Alcools	13 695 303 138	7 911 063	14 501 550 521	7 854 200	18 296 737 905	7 673 067	27 767 513 965	8 601 792	27 864 468 972	7 937 826	2 982 498 784	438 178
0413	Sucre	81 192 700 358	117 588 468	105 898 675 413	127 269 573	104 372 451 634	91 284 729	173 419 219 340	108 168 345	114 200 012 987	75 576 668	12 165 285 868	8 349 899
0499	Autres produits des ind	69 921 542 106	28 316 913	72 878 987 307	28 026 660	84 010 681 641	33 955 812	104 936 646 036	40 423 163	85 312 282 188	38 219 482	15 531 176 735	5 536 566
0501	Tabacs bruts	7 547 309 973	1 103 488	7 731 343 841	988 113	2 709 880 320	203 443	3 642 486 450	134 772	2 938 047 473	123 616	252 596 824	9 600
0502	Cigarettes	1 254 567 528	15 056	958 695 231	17 193	2 280 669 732	25 611	3 418 174 574	38 639	2 750 671 212	28 700	230 125 641	1 769
0599	Autres tabacs	304 180 146	103 238	1 693 697 021	206 447	1 806 425 603	232 487	3 898 712 886	438 707	3 896 721 167	400 831	34 875 991	372
0601	Ciment	91 434 541 654	477 377 232	64 850 458 108	372 388 982	67 272 204 909	378 786 079	62 891 338 171	328 141 028	57 798 529 093	251 753 078	14 402 106 575	60 403 296
0602	Houille	2 651 457 292	13 232 164	3 206 601 823	14 456 625	13 049 469 521	39 774 392	42 790 122 599	156 257 958	70 323 342 946	263 062 901	23 650 123 599	99 307 850
0603	Pétrole brut	3 372 074	2 936	952 252	5	17 211	2			2 079 954	6		
0604	Essence	109 953 098 128	66 761 089	101 218 646 004	75 895 089	142 973 161 133	82 600 478	192 130 276 617	87 653 577	182 466 369 841	74 096 027	45 919 286 765	18 041 630
0605	Kérosène	148 318 490 983	84 981 262	81 002 507 960	67 805 255	122 262 025 977	77 214 087	212 934 023 037	802 116 224	200 722 716 142	87 488 375	40 745 748 289	17 121 918
0606	Gas-oil et fuel-oil	541 891 967 317	356 000 460	417 620 097 406	381 041 486	484 467 368 520	338 661 276	846 234 554 166	447 854 484	813 916 998 351	389 323 022	221 053 833 664	101 670 920
0607	Huiles de graissage et lu	17 681 033 756	6 929 416	13 755 068 501	5 103 558	18 624 825 369	5 650 780	20 886 405 436	6 060 629	35 732 246 807	13 863 365	1 634 023 202	499 415
0608	Bitume et coke de pétr	10 888 014 971	9 325 656	2 492 277 075	1 970 508	3 838 697 528	3 426 512	139 697 483	58 345	3 459 864 715	1 363 142		
0699	Autres produits minéral	39 927 907 524	31 597 417	26 320 685 515	22 569 579	22 481 545 040	19 744 352	54 775 474 861	103 236 541	116 575 389 601	476 599 417	61 701 040 411	294 986 399
0701	Produits pharmaceutiqu	118 373 403 945	4 446 317	122 735 102 063	4 156 951	138 595 316 130	4 541 453	146 252 264 063	5 209 481	125 640 865 162	4 271 256	13 311 929 648	326 599
0702	Produits de parfumerie	26 120 798 699	3 270 042	24 561 820 567	2 982 994	32 669 198 706	4 093 810	34 730 275 542	4 351 679	35 985 926 954	3 970 752	4 386 506 098	360 429
0703	Engrais	40 421 128 129	28 274 191	23 385 995 678	16 948 128	24 559 231 627	19 964 525	31 152 284 873	25 693 887	43 282 721 031	34 463 920	1 169 950 251	1 046 523
0704	Peintures	9 841 988 383	4 591 629	6 998 483 330	3 506 356	9 535 096 997	4 204 758	10 236 803 438	4 529 225	8 511 725 056	3 731 772	1 065 415 860	677 479
0705	Savons	12 836 565 371	8 527 133	10 458 019 712	7 211 220	11 333 344 523	6 674 085	9 267 377 170	4 336 221	10 262 439 173	4 603 578	984 310 090	403 422
0706	Produits photographiqu	2 377 456 034	205 024	190 438 481 433	182 109	2 607 839 307	224 801	2 575 803 621	174 350	1 860 685 018	134 405	105 641 338	2 409
0707	Désinfectants et insecti	9 153 904 020	1 216 474	17 698 342 729	1 300 882	29 485 984 187	1 886 465	25 957 563 485	2 305 900	18 834 058 259	3 094 099	9 232 122 139	1 810 819
0708	Matières plastiques	170 748 358 392	40 171 812	119 748 158 330	32 106 509	154 565 893 785	36 182 760	172 313 964 839	40 210 122	171 834 114 867	39 683 159	17 613 468 102	3 515 950
0799	Autres produits des ind	156 733 008 470	85 067 766	122 467 520 975	52 140 179	144 943 352 700	57 779 753	170 710 013 006	74 389 946	180 379 637 243	73 742 717	43 965 153 511	20 286 677
0801	Chambres à air	911 464 919	566 928	1 174 266 556	748 639	1 078 659 014	591 957	1 110 165 072	682 502	1 440 089 244	617 141	179 677 914	86 820
0802	Pneumatiques	34 344 556 374	7 791 864	25 386 000 081	6 576 369	30 903 481 133	7 056 055	33 900 493 507	7 499 015	51 036 503 346	8 043 862	6 308 301 878	918 682
0899	Autres caoutchouc	25 121 073 141	2 326 977	18 327 728 580	1 449 347	23 659 271 489	1 547 750	30 862 727 903	1 892 751	22 612 516 285	1 169 137	4 706 017 394	278 526

0999	Autres cuirs et peaux	15 006 610 227	2 099 696	11 129 699 299	2 013 636	21 945 287 999	2 428 284	30 035 508 514	2 645 320	33 207 899 133	3 183 441	4 850 064 224	215 021
1001	Bois plaqués et contre-plaqué	5 038 590 629	3 307 837	1 836 836 464	1 285 361	2 573 651 164	1 709 687	2 766 753 135	2 226 036	3 205 341 864	2 490 715	318 992 854	247 772
1099	Autres bois et ouvrages	8 498 696 456	68 278 954	7 350 059 955	6 445 093	5 632 680 010	6 327 668	3 406 697 801	3 133 623	3 553 495 717	2 072 881	278 393 875	82 343
1101	Papiers et cartons bruts	52 199 181 266	31 195 408	34 996 624 147	20 184 809	43 919 868 461	22 646 847	52 854 113 304	25 552 813	44 863 062 720	22 220 364	7 176 836 624	3 921 572
1102	Registres, cahiers, carnets	20 507 527 293	8 774 009	7 338 136 354	3 634 605	13 259 449 201	7 141 741	12 334 273 732	7 180 088	10 516 876 869	4 847 552	497 004 966	236 161
1103	Livres et brochures	18 419 008 197	3 927 881	9 313 127 785	1 485 384	8 176 760 533	859 048	8 714 729 853	946 831	7 684 878 866	744 134	518 305 506	94 989
1199	Autres papiers et leurs produits	91 309 341 097	11 876 644	80 441 329 532	9 287 899	108 379 491 058	9 954 029	102 981 343 928	10 380 932	81 955 128 034	7 491 956	12 552 174 983	841 346
1201	Coton en masse	6 094 302 797	2 835 775	3 885 877	430			4 534 649	560	19 226 129	5 974	7 004 648	1 958
1202	Fils de coton	18 921 346 683	2 139 315	21 021 783 326	2 762 507	29 399 556 631	2 080 313	43 358 765 471	3 091 551	31 323 966 306	2 685 521	5 605 096 198	523 485
1203	Tissus de coton	243 881 595 379	12 968 968	107 720 299 865	8 787 774	86 679 471 672	5 028 046	145 155 375 909	6 069 971	116 437 768 344	4 864 322	26 976 886 416	1 159 533
1204	Tissus de laine	6 870 312 508	24 342	25 166 206 996	13 155	33 779 758 525	27 685	40 389 066 901	21 968	46 901 220 291	23 077	9 836 023 159	3 667
1205	Tissus de fibre artificielle	492 787 866	53 974	1 317 118 652	101 661	302 659 773	11 695	872 529 821	96 442	1 622 058 337	74 693	261 483 934	7 680
1206	Tissus de fibre artificielle	702 940 275	114 478	501 353 012	168 631	333 016 448	170 298	448 945 847	86 637	1 877 690 785	45 138	251 992 081	3 586
1207	Jute brut	74 900	1	72 379 724	40 430			6 498 102	60				
1299	Autres matières textiles	615 989 447 597	29 710 588	387 357 489 253	26 222 924	318 552 351 614	16 501 306	420 887 127 435	19 357 731	415 657 299 816	18 297 549	64 158 512 425	2 525 492
1301	Vêtements et lingerie	19 108 162 532	3 786 267	14 738 628 563	3 286 301	16 168 733 096	3 528 683	20 810 901 414	3 749 182	20 562 107 354	3 655 490	2 605 953 451	218 803
1302	Friperie	23 636 196 559	18 998 464	30 278 655 989	21 807 007	38 491 476 328	26 488 076	54 759 778 921	30 390 654	49 540 582 653	25 328 544	5 851 925 315	2 769 657
1303	Sacs de jute	648 009 991	400 582	655 253 581	366 392	879 296 479	336 022	2 527 857 135	887 331	1 976 469 570	627 031	176 636 955	53 606
1304	Couvertures de coton	64 508 114	32 032	39 882 884	2 251	2 869 871	922	94 814 781	37 806	8 227 318	520	244 776	28
1399	Autres articles confectionnés	23 390 149 188	5 330 848	41 231 637 450	5 831 995	61 810 151 390	6 192 808	14 060 770 276	3 009 488	53 667 672 446	6 518 049	1 400 903 473	140 737
1401	Chaussures	12 745 607 355	5 761 608	10 064 198 088	5 965 485	10 159 449 524	5 736 748	11 213 456 305	5 611 431	8 604 074 809	3 718 118	708 455 105	252 855
1499	Autres chaussures et papeterie	91 771 385	70 288	257 778 336	221 952	400 133 823	335 597	499 768 518	392 610	510 677 765	428 749	42 246 460	22 462
1599	Autres chapeaux	1 403 033 793	390 215	1 111 925 169	336 420	1 307 401 983	423 790	1 479 756 384	453 290	1 053 880 918	368 849	91 411 483	39 149
1699	Parapluies, articles de rainure	1 211 772 356	634 534	1 070 715 692	561 779	1 338 115 269	664 551	1 682 730 430	684 111	1 207 037 315	559 789	303 997 624	57 526
1799	Autres ouvrages en pierre	11 620 466 177	6 955 776	12 295 126 573	6 182 046	9 020 425 032	4 200 495	10 780 766 761	4 854 377	10 479 561 037	5 458 778	1 866 189 716	538 704
1899	Autres produits céramiques	33 296 591 340	33 567 750	25 697 883 179	32 292 900	24 760 203 603	37 301 357	29 542 954 648	39 706 889	22 331 632 553	28 571 641	2 317 019 997	3 066 631
1999	Autres verres et ouvrages	22 567 366 458	14 819 165	25 302 310 196	15 111 879	27 939 649 236	16 434 059	29 394 470 393	17 196 652	40 228 650 377	20 560 632	3 862 735 635	2 267 589
2099	Autres bijouterie, métaux	1 026 366 631	110 614	2 194 319 840	206 304	2 242 418 505	269 316	1 404 631 791	199 408	1 327 567 075	131 719	255 771 564	60 343
2101	Fers à béton et laminés	206 508 754 732	100 240 604	136 421 478 629	78 237 890	112 984 713 493	65 660 153	143 777 151 425	76 026 939	117 603 892 119	58 334 771	16 434 069 837	8 601 011
2199	Autres métaux et ouvrages	574 836 754 768	136 421 706	1 256 441 571 897	70 956 329	384 803 781 168	55 053 354	282 822 480 043	37 756 955	230 033 429 225	35 678 583	32 026 899 831	5 625 583
2201	Machines agricoles	9 080 985 477	357 717	2 796 642 340	239 021	4 401 801 463	263 014	12 894 206 091	740 387	3 538 246 707	346 644	534 818 763	77 813
2202	Machines à coudre	9 564 732 108	742 827	4 042 893 204	380 738	3 188 196 960	345 563	5 772 210 267	459 324	6 816 707 204	468 489	1 099 780 043	82 833
2203	Machines de bureau	69 735 742 444	1 426 513	81 484 005 226	905 597	49 748 301 466	972 692	55 414 650 497	1 020 212	24 850 985 130	786 428	6 012 010 014	91 636
2299	Autres machines et appareils	891 005 951 031	65 384 557	930 085 369 237	33 193 840	769 215 600 965	28 962 635	435 430 835 205	22 314 936	355 559 995 741	17 636 070	58 931 467 933	2 613 062
2301	Piles électriques	2 257 544 554	1 724 066	4 561 442 561	3 281 680	4 122 367 545	2 546 406	4 993 084 802	3 072 434	2 650 725 752	3 057 139	130 729 730	121 598
2302	Appareils de radio, de télévision	176 000 512 200	7 424 919	156 949 617 513	7 013 424	113 727 979 143	7 688 137	107 010 304 386	7 290 655	70 309 561 615	5 175 188	11 375 941 961	467 338
2399	Autres constructions électriques	344 043 203 003	22 029 097	259 180 267 129	14 509 521	297 111 354 600	16 967 073	230 034 459 036	17 033 369	178 351 164 474	18 275 789	19 392 305 838	2 199 892
2401	Voitures de tourisme et camionnettes	135 803 264 118	8 625 235	101 480 075 507	6 803 693	98 424 817 069	7 109 733	121 440 605 946	8 204 640	141 853 441 775	8 686 003	22 026 161 719	1 319 616
2402	Camions	163 849 344 652	16 167 592	84 989 977 455	10 496 254	81 212 585 715	10 078 042	86 199 183 250	9 367 885	116 534 451 898	10 610 561	16 286 069 465	1 407 967
2403	Tracteurs	37 067 022 523	4 075 044	38 841 525 231	4 657 840	20 692 028 905	2 741 086	13 839 950 487	2 015 919	15 982 343 368	2 033 056	1 358 027 087	215 200
2404	Cycles et motocycles	22 645 133 288	3 215 406	17 921 352 735	3 033 202	15 007 747 043	3 110 094	20 111 073 889	4 730 607	20 442 968 510	4 102 409	2 485 172 346	477 975
2499	Autres matériels de transport	212 407 145 668	13 765 557	58 442 933 205	10 377 692	113 310 730 976	11 384 919	84 719 731 739	9 937 865	49 880 846 435	7 857 874	5 423 498 472	1 102 821
2599	Autres objets	179 162 678 971	22 080 988	153 957 095 390	14 851 261	166 732 913 297	16 270 716	163 406 524 754	17 450 743	163 729 890 882	17 010 996	29 830 087 005	1 493 302
Total général		6 546 120 292 273	2 444 303 263	6 198 087 271 232	2 051 248 981	5 305 641 569 832	1 993 263 161	5 986 850 719 801	3 141 617 311	5 542 274 877 117	2 626 047 112	1 018 091 035 067	737 446 039
SOURCE: DGINSTAT/D S E/SSSES/COMEXT/JUILLET 2013													

Afin de mieux analyser l'importation Malgache, nous allons également le subdiviser en trois catégories : produits agricoles, produits miniers, et produits industrielles.

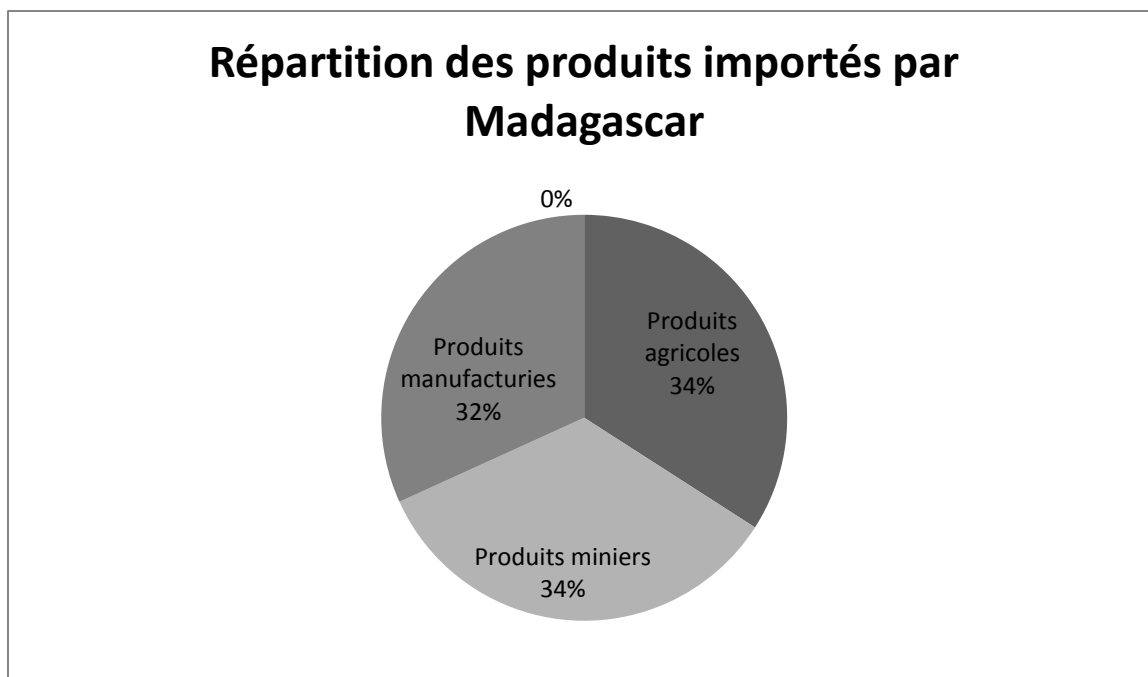
Les produits agricoles regroupant tous les produits issus de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, ainsi que de l'exploitation forestière. Nous allons prendre en exemple l'année 2013.

Pour l'année 2013, donc, les produits agricoles représentent $\left(\frac{\sum \text{des valeurs CAF des produits agricoles}}{\text{Valeur total général des importations}} \times 100\right)$ (soit $\frac{346\,984\,930\,700}{1\,018\,091\,035\,067} \times 100 = 34.08\%$) 34.08% des importations.

Les produits miniers (le pétrole y compris) quant à eux représentent $\left(\frac{\sum \text{des valeurs CAF des produits miniers}}{\text{Valeur total général des importations}} \times 100\right)$ (soit $\frac{347\,405\,122\,000}{1\,018\,091\,035\,067} \times 100 = 34.12\%$) 34.12% des importations.

Les produits manufacturières représentent $\left(\frac{\sum \text{des valeurs CAF des produits manufacturiers}}{\text{Valeur total général des importations}} \times 100\right)$ (soit $\frac{323\,700\,982\,300}{1\,018\,091\,035\,067} \times 100 = 31.79\%$) 31.79%. des importations de Madagascar.

Graphe 2: Répartition des produits importés par Madagascar.



Source : L'auteur.

Les parts de chaque catégorie de produits importés sur l'importation Malgache sont à peu près égales. Pourtant selon la logique des théories du libre-échange, Madagascar devrait importer moins sinon d'une quantité assez faible de produits agricoles, puisque ces derniers valent

51.37% des exportations. Selon ces théories, Madagascar aurait un avantage dans la production des produits agricoles (ceci pouvant être dû d'une différence de productivité ou de dotation de facteur de production).

Malgré les théories du libre-échange, les parts de chaque catégorie de produits importés sur l'importation Malgache sont à peu près égales. Cela peut s'expliquer par une mauvaise politique commerciale de Madagascar ou par une lacune des théories du libre-échange.

Section III :Les principaux partenaires de Madagascar.

III-1. Pour l'exportation.

Tableau n° 4: Exportation de produits effectuée par Madagascar vers les 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance des valeurs FOB, de 2009 à juillet 2013.

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Pays	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
France	674 564 990 470	704 330 758 357	857 274 803 360	755 790 570 577	541 505 209 540
Etats-Unis	383 501 913 947	92 381 463 445	71 035 129 062	120 106 764 703	119 444 859 417
Allemagne	136 733 164 778	163 777 627 398	148 973 126 059	168 912 208 518	128 471 456 430
Chine	103 208 097 112	117 637 169 390	174 543 004 920	226 495 270 729	179 874 949 859
Canada	23 289 662 626	87 698 867 928	143 888 961 750	153 090 850 206	122 344 391 880
Italie	54 610 213 205	64 161 978 959	56 245 036 663	84 622 091 005	43 049 573 497
Singapour	46 937 235 392	38 345 329 955	187 664 237 200	109 426 370 190	53 658 467 585
Inde	40 750 851 014	95 676 197 698	116 215 046 512	148 363 572 523	60 837 196 038
Royaume-Uni	68 571 678 930	73 348 282 763	52 610 403 687	51 157 772 006	31 274 065 091
Pays-Bas	33 774 609 505	36 417 084 389	38 996 632 430	60 709 767 228	155 765 191 501
Reste du Monde	580 438 644 737	771 961 028 477	716 275 898 887	834 173 128 095	799 625 641 786
Total	2 146 381 061 716	2 245 735 788 759	2 563 722 280 530	2 712 848 365 780	2 235 851 002 624

Source : DGINSTAT/DSE/COMEXT/Octobre 2013, Unité : valeur FOB en Ariary

La France est la principale partenaire économique de Madagascar concernant l'exportation. En exemple, elle englobe ($\frac{674\,564\,990\,470}{2\,146\,381\,061\,716} \times 100 = 31.43\%$) 31.43% des exportations de Madagascar en 2009, et en 2013, ($\frac{541\,505\,209\,540}{2\,235\,851\,002\,624} \times 100 = 24.22\%$) 24.22% des exportations Malgaches.

La France est suivie par les Etats-Unis sur la quantité d'absorption des exportations Malgaches, ceci est dû notamment à l'A.G.O.A. (que nous avons vu plus haut). En 2009, par exemple, les Etats-Unis ont accueilli $(\frac{383\,501\,913\,947}{2\,146\,381\,061\,716} \times 100 = 17.86\%)$ 17.86% des exportations de Madagascar. Mais après la crise politique que Madagascar a traversé en 2009, l'accord entre Madagascar et les Etats-Unis fût momentanément interrompue de Décembre 2009 jusqu'au Juin 2014. C'est pour cette raison que les exportations de Madagascar vers les Etats-Unis ont considérablement diminué à partir de 2010.

III-2. Pour l'importation.

Tableau n° 5 : Importation de produits effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance de la valeur CAF de 2009 à juillet 2013.

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Pays	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF
Chine	695 464 689 412	646 025 373 190	616 303 373 076	794 249 288 994	575 706 522 183
France	599 439 438 405	709 819 730 629	635 539 189 569	332 325 650 032	234 374 480 316
Bahrein	214 881 493 297	291 043 277 995	68 429 703 111	347 750 420 222	119 738 940 211
Emirates Arabes Unis	107 699 091 342	151 986 063 558	921 702 128 124	842 854 433 489	730 597 894 700
Afrique du Sud	277 463 129 652	410 436 498 632	347 957 271 395	297 623 138 482	215 017 865 787
Thaïlande	1 131 192 954 608	95 382 222 487	93 958 047 308	93 369 819 375	82 348 633 500
Inde	244 211 661 183	125 696 644 469	195 413 057 057	270 442 383 005	189 421 051 744
Île Maurice	287 546 289 887	277 695 386 329	268 451 851 053	166 402 402 361	120 935 319 787
Etats-Unis	211 825 113 453	306 125 085 605	131 688 540 140	179 018 441 033	139 980 786 765
Union Européenne	1 694 178 977	1 003 368 062	65 569 710 273	354 664 290 934	245 949 883 891
Reste du Monde	2 426 686 044 434	2 290 422 603 012	2 012 237 020 903	1 760 035 193 850	1 204 623 164 116
Total	198 104 084 650	305 636 253 968	357 249 892 009	438 735 461 777	858 694 543 000

Source : DGINSTAT/DSE/COMEXT/Octobre 2013, Unité : valeur CAF en Ariary

Les Emirates Arabes Unis sont les premiers importateur de Madagascar en 2013 (en réalité à partir de 2011), avec un part de marché de $(\frac{730\,597\,894\,700}{3\,858\,694\,543\,000} \times 100 = 18.93\%)$ 18.93% .

La chine vient tout de suite après, avec un part de marché de $(\frac{575\,706\,522\,183}{3\,858\,694\,543\,000} \times 100 = 14.92\%)$ 14.92% en 2013.

Par contre, la France, qui est pourtant la première cliente de Madagascar, ne vient qu'à la troisième place, avec $(\frac{234\,374\,480\,316}{3\,858\,694\,543\,000} \times 100 = 6.07\%)$ 6.07% de part de marché.

Section IV :La puissance commerciale de Madagascar.

IV-1. La Balance commerciale de Madagascar.

Balance commerciale = valeur des exportations – valeur des importations

Nous allons utiliser les valeurs des totales sur les tableaux n°4 et n°5, pour appréhender la Balance commerciale de Madagascar :

-En 2009, la Balance commerciale de Madagascar =

$$2\,146\,381\,061\,716 - 6\,198\,104\,084\,650 = -(4\,051\,723\,023\,000)$$

La Balance commerciale de Madagascar est déficitaire, avec un déficit de 4 051 723 023 000, durant l'année 2009.

-En 2010, la Balance commerciale de Madagascar =

$$2\,245\,735\,788\,759 - 5\,305\,636\,253\,968 = -(3\,059\,900\,465\,000)$$

La Balance commerciale de Madagascar est déficitaire, avec un déficit de 3 059 900 465 000.

-En 2011, la Balance commerciale de Madagascar =

$$2\,563\,722\,280\,530 - 5\,357\,249\,892\,009 = -(2\,793\,527\,612\,000)$$

La Balance commerciale de Madagascar est déficitaire, avec un déficit de 2 793 527 612 000.

-En 2012, la Balance commerciale de Madagascar =

$$2\,712\,848\,365\,780 - 5\,438\,735\,461\,777 = -(2\,725\,887\,096\,000)$$

La Balance commerciale de Madagascar est déficitaire, avec un déficit de 2 725 887 096 000.

-En 2013, la Balance commerciale de Madagascar =

$$2\,235\,851\,002\,624 - 3\,858\,694\,543\,000 = -(1\,622\,843\,541\,000)$$

Les termes des échanges se présentent sous formes d'indices : s'ils sont inférieurs à 1, les termes des échanges sont désavantageux ; s'ils sont égales à 1, alors les termes d'échanges sont égaux ; et s'ils sont supérieurs à 1, alors les termes des échanges sont favorables.

Nous allons également utiliser les données des tableaux n°4 et n°5, pour mieux apprécier les termes des échanges de Madagascar :

-En 2009, les termes des échanges $= \frac{2146381061716}{6198104084650} = 0.346296388$.

Les termes des échanges sont défavorables car inférieurs à 1 ($0.346296388 < 1$).

-En 2010, les termes des échanges $= \frac{2245735788759}{5305636253968} = 0.423273605$.

Les termes des échanges sont défavorables car inférieurs à 1 ($0.423273605 < 1$).

-En 2011, les termes des échanges $= \frac{2563722280530}{5357249892009} = 0.47855193$.

Les termes des échanges sont défavorables car inférieurs à 1 ($0.47855193 < 1$).

-En 2012, les termes des échanges $= \frac{2712848365780}{5438735461777} = 0.498801308$.

Les termes des échanges sont défavorables car inférieurs à 1 ($0.498801308 < 1$).

-En 2013, les termes des échanges $= \frac{2235851002624}{3858694543000} = 0.579431975$.

Les termes des échanges sont défavorables car inférieurs à 1 ($0.579431975 < 1$).

De 2009 à 2013, les termes des échanges de Madagascar ont toujours été désavantageux. Ceci peut être dû soit par une insuffisance des exportations, soit par des importations trop grandes. Notons que les termes des échanges mesurent la capacité d'un pays à payer ses importations grâce à ses exportations. Donc, Madagascar n'a jamais pu payer ses importations grâce à ses exportations. Parce qu'à l'instar de nombreux pays en développement, Madagascar importe beaucoup plus de produits, qu'elle n'exporte.

IV-3. Le taux de couverture

$\text{Taux de couverture} = \frac{\text{la valeur des exportations}}{\text{la valeur des importations}}$

Le taux de couverture se présente sous forme d'indice ; s'il est supérieur à 1, alors on est dans une situation excédentaire et réciproquement. Le taux de couverture se mesure pour une marchandise ou un secteur particulier. Nous allons donc le mesure pour les catégories des produits que nous avons vues précédemment (produits agricoles, miniers, et manufacturières). Nous allons utilisés des données issus du tableau n°2 et du tableau n°4.

-Pour les produits agricoles, le taux de couverture = $\frac{295\,336\,975\,500}{346\,984\,930\,700} = 0.85$.

Le taux de couverture est déficitaire pour les produits agricoles ($0.85 < 1$).

-Pour les produits miniers, le taux de couverture = $\frac{78\,828\,949\,540}{347\,405\,122\,000} = 0.23$.

Le taux de couverture est déficitaire pour les produits miniers ($0.23 < 1$).

-Pour les produits manufacturières, le taux de couverture = $\frac{200\,726\,952\,400}{323\,700\,982\,300} = 0.62$.

Le taux de couverture est déficitaire pour les produits manufacturiers ($0.62 < 1$).

Le taux de couverture de Madagascar est déficitaire pour l'année 2013, et cela pour tous les catégories des produits. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'économie Malgache est dépendante de l'extérieur. Comme les exportations Malgache sont insuffisantes pour couvrir la demande intérieure, le pays s'oriente plus vers l'importation afin de répondre aux besoins des consommateurs. En effet, la production de Madagascar se limite majoritairement aux produits du secteur primaire (matières premières), donc pour pouvoir consommer d'autres produits le pays est dans l'obligation d'importer.

Comme nous le pouvons remarquer dans les calculs ci-dessus, bien que déficitaire, le taux de couverture des produits agricoles est le plus élevé que ceux des deux autres produits. Ceci signifie que Madagascar est un pays agricoles, et qu'il exporte des produits agricole en grande quantité par rapport aux autres catégories de produits, mais que Madagascar n'a pas d'autosuffisance alimentaire, c'est pour cette raison qu'il lui faut encore importer.

IV-4. La proportion du commerce extérieur dans l'économie Malgache.

IV-4-1. La propension à exporter.

$$\text{La propension à exporter} = \frac{\text{exportations}}{P.I.B} \times 100$$

Elle mesure la part des exportations dans la production nationale. Plus ce rapport est important, plus on pourra dire que les entreprises nationales sont compétitives mais aussi que l'activité économique du pays dépend des importations étrangères.

Pour mesure la propension à exporter, nous allons utiliser les données du tableau n°4 et celles du tableau ci-dessous.

Tableau n° 6 : Produit Intérieur Brut (PIB) en terme nominal et en terme réel et taux d'inflation.

Année	PIB nominal (milliards)		PIB réel (milliards)		Croissance (%)	Inflation (%)
	Ariary	Fmg	Ariary 1984	Fmg 1984		
2013(*)	23 460	-		-	2,4	5,8
2012	21 773,6		627,3		3,0	5,8
2011	20 033,9		608,9		1,5	9,5
2010	18 245,1	-	600,2		0,3	9,2
2009	16 726,3	-	598,6	-	-4,0	9,0
2008	16 080,9	-	623,6		7,1	9,2
2007	13 759,7	-	582,1	-	6,2	10,3
2006	11 816,7	-	547,9	-	5,0	10,8
2005	10 093,8	-	521,7	-	4,6	18,4
2004	8 156,9	40 784,5	498,8	2 494,0	5,3	13,8
2003	6 778,6	33 893,0	473,9	2 369,5	9,8	-1,7
2002	6 008,4	30 042,0	431,6	2 158,0	-12,7	16,5
2001	5 968,6	29 843,0	494,1	2 470,5	6,0	7,4
2000	5 248,4	26 242,0	466,2	2 331,0	4,8	11,8
1999	4 676,8	23 384,0	445,1	2 225 ,5	4,7	9,7
1998	4 068,0	20 340,0	425,2	2 126,0	3,9	7,8
1997	3 610,0	18 050,0	409,1	2 045,5	3,7	5,4

Source : INSTAT/DSY / 1 Ariary = 5 Fmg / Données de janvier 2015 / 2013(*) : Provisoires

-En 2009, la propension à exporter = $\frac{2146381061716}{16\,726\,300\,000\,000} \times 100 = 12.83\%$.

La part des exportations dans la production nationale est de 12.83%.

-En 2010, la propension à exporter = $\frac{2245735788759}{18\,245\,100\,000\,000} \times 100 = 12.31\%$

La part des exportations dans la production nationale est de 12.31%.

-En 2011, la propension à exporter = $\frac{2563722280530}{20\,033\,900\,000\,000} \times 100 = 12.80\%$.

La part des exportations dans la production nationale est de 12.80%.

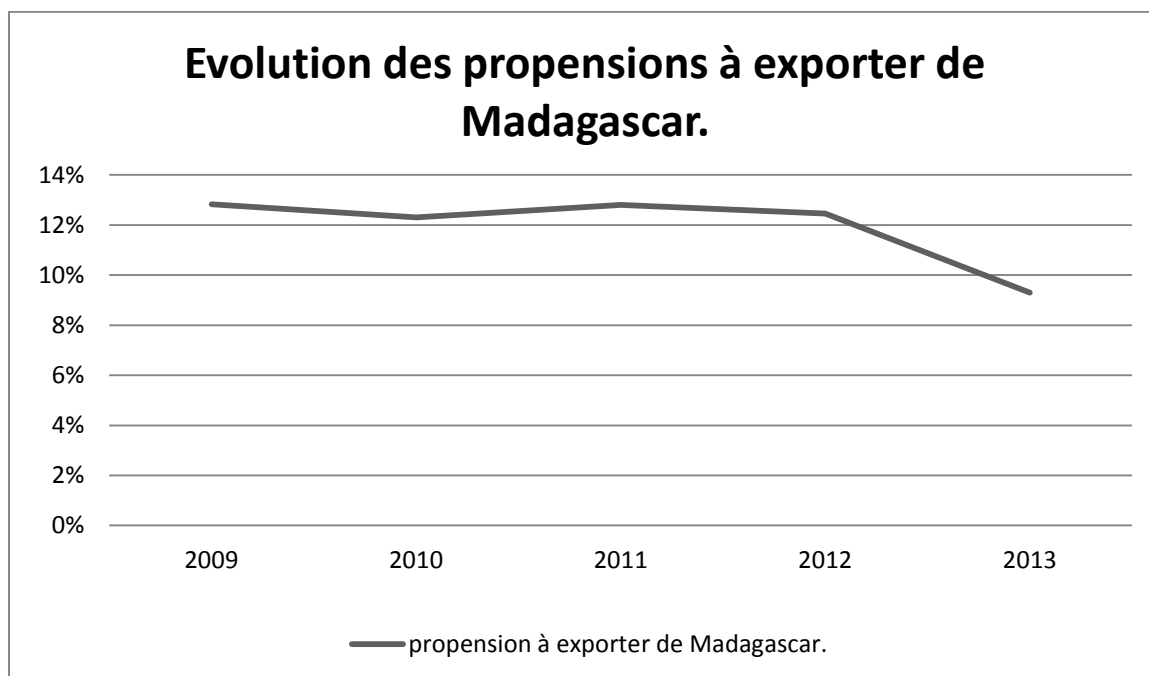
-En 2012, la propension à exporter = $\frac{2712848365780}{21\,773\,600\,000\,000} \times 100 = 12.46\%$.

La part des exportations dans la production nationale est de 12.46%.

-En 2013, la propension à exporter = $\frac{2235851002624}{23\,460\,000\,000\,000} \times 100 = 9.30\%$.

La part des exportations dans la production nationale est de 9.30%.

Graphe 4: Evolution des propensions à exporter de Madagascar.



Source : L'auteur.

Les propensions à exporter de Madagascar restent relativement bas (n'excédant pas les 13%). En d'autres termes, la part de l'exportation dans la production nationale est faible. Madagascar

n'arrive donc pas encore à tirer un grand avantage de l'échange international. Cela veut dire également que les entreprises nationales ne sont pas compétitives au niveau international (et/ou elles ne produisent pas assez). Nous pouvons également remarquer que les propensions à exporter de Madagascar diminuent au fil des années. C'est-à-dire que la part des exportations dans la production nationale diminue d'année en année. Le niveau de la production nationale augmente plus que celui des exportations. De 2012 à 2013, le niveau des exportations auraient même diminué alors que celui du P.I.B. a augmenté.

IV-4-2. La propension à importer.

$\text{La propension à importer} = \frac{\text{importations}}{\text{P.I.B.}} \times 100$
--

Elle mesure la part des importations dans la production nationale. Plus le résultat est élevé, plus le pays se trouve en situation de dépendance. Les données utilisées sont issues des tableaux n°5 et n°6.

-En 2009, la propension à importer = $\frac{6\,198\,104\,084\,650}{16\,726\,300\,000\,000} \times 100 = 37.06\%$.

La part des importations dans l'économie Malgache est de 37.06%.

-En 2010, la propension à importer = $\frac{5\,305\,636\,253\,968}{18\,245\,100\,000\,000} \times 100 = 29.08\%$.

La part des importations dans l'économie Malgache est de 29.08%.

-En 2011, la propension à importer = $\frac{5\,357\,249\,892\,009}{20\,033\,900\,000\,000} \times 100 = 26.74\%$.

La part des importations dans l'économie Malgache est de 26.74%.

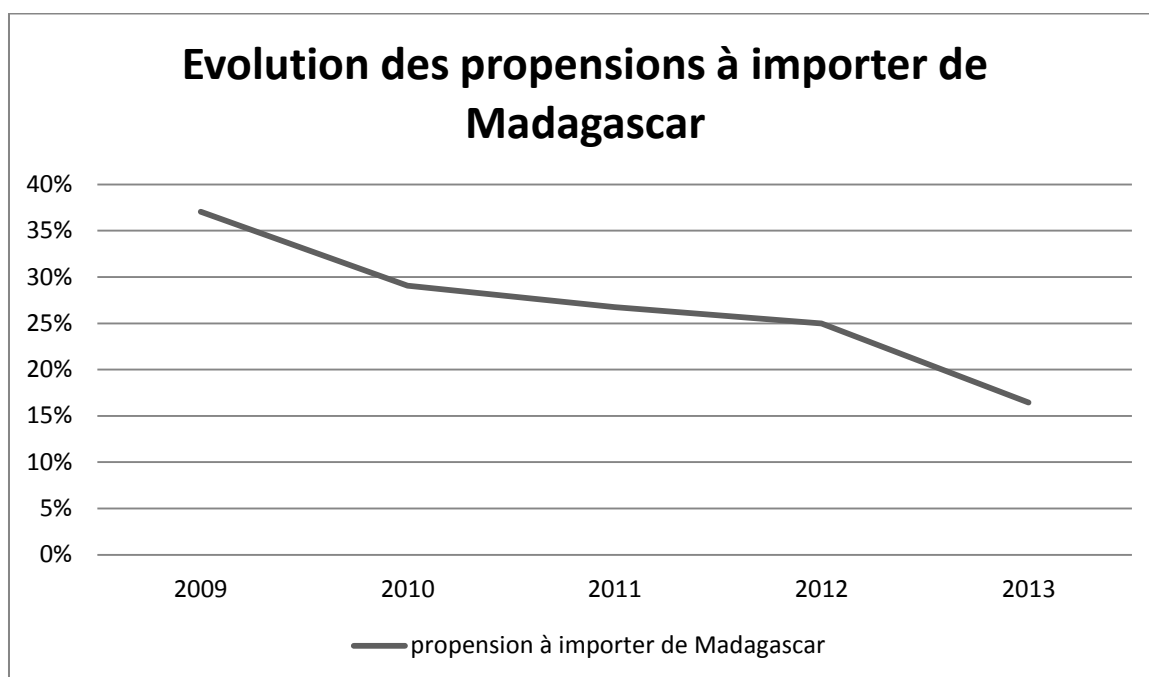
-En 2012, la propension à importer = $\frac{5\,438\,735\,461\,777}{21\,773\,600\,000\,000} \times 100 = 24.98\%$.

La part des importations dans l'économie Malgache est de 24.98%.

-En 2013, la propension à importer = $\frac{3\,858\,694\,543\,000}{23\,460\,000\,000\,000} \times 100 = 16.45\%$.

La part des importations dans l'économie Malgache est de 16.45%.

Graphe 5 : Evolution des propensions à importer de Madagascar.



Source : L'auteur.

Les propensions à importer de Madagascar sont plutôt élevés par rapport aux propensions à exporter, nous pouvons donc dire que l'économie Malgache est dépendante de l'extérieur. En effet la part des importations dans la production nationale est plutôt élevée. Ceci peut se traduire par le fait que, pour produire Madagascar a besoins d'importer des biens d'équipement. Nous remarquons également que les propensions à importer de Madagascar diminuent au fil des années. C'est-à-dire que la part des importations dans la production nationale diminue d'année en année. Effectivement, l'augmentation du P.I.B. est plus soutenue que celle de l'importation. Le niveau de l'importation a même diminué en 2013, alors que le P.I.B. a augmenté. L'économie Malgache serait donc de moins en moins dépendant de l'extérieur.

IV-4-3. Le degré d'ouverture.

$$\text{Le degré d'ouverture} = \frac{\text{la moyenne de la somme des exportations et des importations}}{\text{P.I.B.}} \times 100$$

Plus cet indicateur est élevé, plus on peut dire que le pays est intégré dans le commerce mondial, et donc qu'il est dépendant des économies étrangères. La tendance actuelle pour tous les pays est à l'augmentation du degré d'ouverture et donc du degré de dépendance. Un pays

avec un très faible degré d'ouverture vit en quasi autarcie. Un pays à fort degré d'ouverture a une économie extravertie. Nous allons utiliser les données des tableaux n°4, n°5, et n°6).

$$\text{-En 2009, le degré d'ouverture} = \frac{\frac{2146381061716 + 6\,198\,104\,084\,650}{2}}{16\,726\,300\,000\,000} \times 100 = 24.94\%.$$

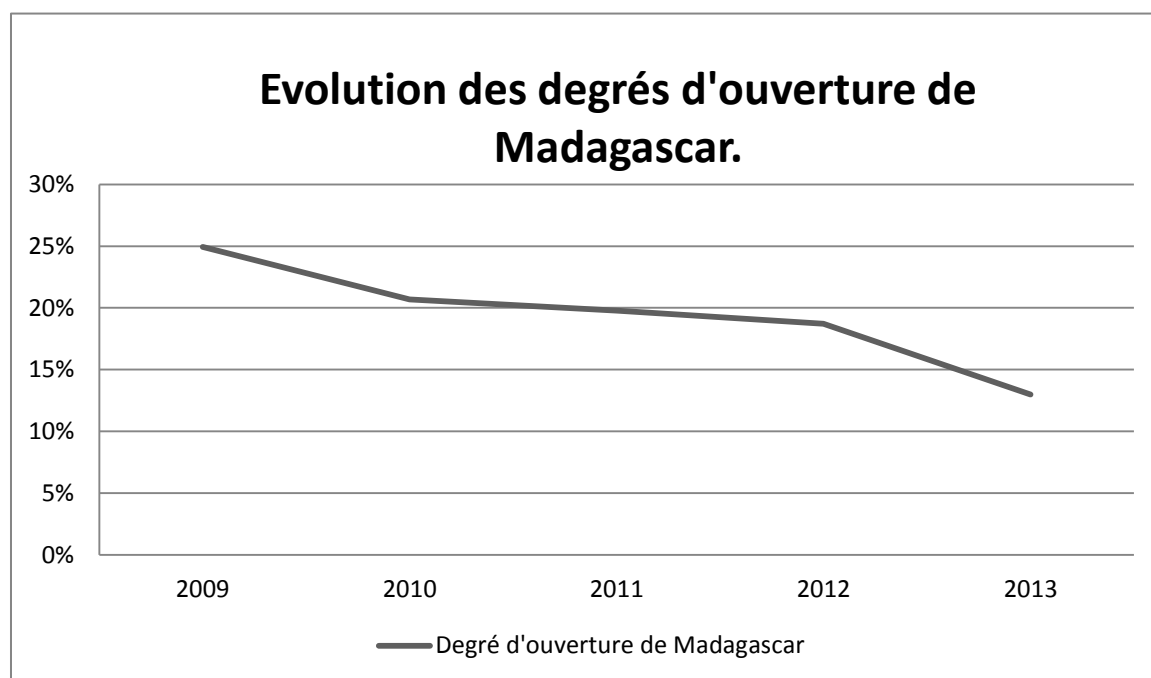
$$\text{-En 2010, le degré d'ouverture} = \frac{\frac{2245735788759 + 5305636253968}{2}}{18\,245\,100\,000\,000} \times 100 = 20.69\%.$$

$$\text{-En 2011, le degré d'ouverture} = \frac{\frac{2563722280530 + 5357249892009}{2}}{20\,033\,900\,000\,000} \times 100 = 19.77\%.$$

$$\text{-En 2012, le degré d'ouverture} = \frac{\frac{2712848365780 + 5438735461777}{2}}{21\,773\,600\,000\,000} \times 100 = 18.72\%.$$

$$\text{-En 2013, le degré d'ouverture} = \frac{\frac{2235851002624 + 3858694543000}{2}}{23\,460\,000\,000\,000} \times 100 = 12.99\%.$$

Graph 6 : Evolution des degrés d'ouverture de Madagascar.



Source : L'auteur.

Les degrés d'ouverture de Madagascar sont plutôt faibles ; Madagascar serait donc un pays ouvert au commerce extérieur sans pour autant avoir une économie extravertie. Madagascar n'est pas vraiment intégré au commerce international, bien qu'elle ait choisi une politique commerciale d'ouverture à l'échange extérieur. Cela peut s'expliquer par le fait que les exportations de Madagascar n'arrivent pas avoir une place sur le marché mondial, mais aussi

par le fait que le marché intérieur de Madagascar n'intéresse pas beaucoup les firmes multinationales, puisque le pouvoir d'achat global à Madagascar est très faible. Nous constatons aussi que les degrés d'ouverture de Madagascar diminuent au fil des années. Il y a donc une détérioration du commerce extérieur Malgache au fil des années. De 2009 à 2013, l'économie Malgache serait donc de moins en moins ouverte à l'extérieure, se basculant ainsi plus en plus vers une autarcie.

Chap. III : Madagascar vis-à-vis du commerce international.

Section I : Inégalité des pays vis-à-vis de l'échange international.

Nous avons admis, précédemment, que le commerce extérieur est bénéfique pour un pays. Cependant les avantages tirés du commerce international ne sont pas identiques pour tous les pays. Il y a une inégalité des pays vis-à-vis du commerce. Et cela vient du fait même que les spécificités des pays sont différentes.

En général, les pays avancés produisent des biens manufacturés, des biens d'équipements,... des biens qui nécessitent de forte capital et de la technologie ; par contre les pays en développement (comme Madagascar) produisent essentiellement des biens de consommation, des produits agricoles, des matières premières,... des biens qui nécessitent beaucoup de travail (souvent non qualifiés) ou issus de l'exploitation de ressources naturelles.

Le fait est que la production est considérablement influencée par les biens d'équipements. Il est donc assez logique que les pays producteurs de ces biens (les pays développés) tirent plus de bénéfices du commerce international que les pays qui n'ont pas (les pays en développement). Et ceci se traduit souvent par une position dominante sur le marché international. Les pays ne produisant que des biens de consommations (les pays en développement) sont dominés par les pays industrialisés en terme de commerce. Puisqu' à chaque fois que les pays moins avancés veulent relancer leur production, ils doivent acheter les biens d'équipements et des biens intermédiaires. De plus, les pays en développement importent aussi des produits manufacturés pour leurs propres consommations (en général, il y a très peu d'industrie dans ces pays). Et tout cela déséquilibre leurs balances de paiements (déficitaires) au profit des pays industrialisés.

Les pays en développement n'ont ni le capital, ni la technologie, nécessaires pour se permettre de produire des biens d'équipements ou des biens manufacturés. C'est pour cette raison qu'ils ne produisent que des produits primaires et les exportent ensuite. Alors que les prix de ces produits bruts sont inférieurs aux prix des produits qu'ils importent. Donc les termes des échanges (rapport entre le prix des exportations et celui des importations) sont défavorables pour les pays en développement. En fait, ce sont les pays développés, par l'intermédiaire des grandes firmes multinationales, qui influent le cours des produits de base. C'est l'un des aspects de la domination des pays industrialisés sur le marché international. En effet, ces pays développés organisent les relations économiques internationales en fonction de leurs intérêts.

Il faut noter, également, que les pays développés sont pour la plupart autosuffisants ou arrivent à produire des biens de substitutions par rapport aux biens primaires ; ce qui accroît encore plus leur domination sur les pays en développement.

Section II : Quelques suggestions pour Madagascar.

Renforcer les coopérations commerciales entre pays en développement et pratiquer le protectionnisme sont les deux principales mesures à prendre pour améliorer la situation de Madagascar dans le commerce international. Mais il y a aussi certaines suggestions mineures à ce sujet.

-Renforcer les coopérations commerciales entre Madagascar et les pays ayant le même niveau de développement (échanges Sud-Sud). Comme les pays en développement ont à peu près les mêmes avantages de productivités et les mêmes dotations en facteurs de productions, un renforcement de coopération commerciale entre ces pays permettra une amélioration de production des produits industriels à partir de la spécialisation, de l'effet d'apprentissage et de la concurrence équitable. Aussi, les gains issus de leurs échange pourrait être utiliser pour améliorer la rentabilité et la productivité des industries existantes et même pour créer de nouvelles entreprise. Donc un renforcement des échanges commerciaux Sud-Sud permettrait de rompre avec la division internationale du travail qui aboutit à une spécialisation des pays en développement dans les exportations de produits bruts alors que les pays développés exportent des produits industriels.

-Pratiquer le protectionnisme à court terme ou « le protectionnisme éducateur de Friedrich LIST ». Ceci afin de protéger les industries locales naissantes contre les produits industrielles étranger qui ont déjà pu bénéficier de l'effet d'apprentissage et de l'expérience.

-Favoriser les entreprises qui œuvrent dans le commerce international et même les subventionner si ces entreprises tiennent une place important dans l'économie nationale.

-Améliorer le système financier et bancaire, afin de faciliter le financement des entreprises qui s'ouvrent au commerce extérieur.

-Appliquer à la production nationale des normes qui permettront de mieux pénétrer le marché international.

-Chercher de nouveaux marchés, et intégrer des accords commerciaux dont le pays peut en tirer des intérêts.

-Limiter les importations des produits qui peuvent avoir des substitues dans la production nationale.

-Appliquer une politique de rattrapage technologique, pour avoir une amélioration de la production à partir du progrès technique résultant.

-Stabiliser la monnaie nationale, et avoir un taux de change favorable à l'exportation.

-Développer l'image de marque du pays. Aujourd'hui à Madagascar, les consommateurs sont réticents à se procurer des produits fabriqués en Chine (made in China), alors que les produits en provenance des pays occidentales (made in USA, made in France, made in Germany,...etc.) sont considérés comme étant de bonnes qualités.

Conclusion partielle de la deuxième partie :

Malgré le fait que Madagascar soit signataire de nombreux accords commerciaux, qui lui sont tous profitables en théories ; Madagascar n'arrive pas vraiment à profiter des avantages tirées de l'échange international. Effectivement tous les indicateurs d'analyse des échanges sont négatifs pour Madagascar. Il faudrait donc restructurer la politique commerciale de Madagascar.

CONCLUSION

Nous pouvons affirmer aujourd'hui qu'un pays pourrait difficilement survivre sans commerce extérieur et que, même s'il pouvait se suffire à lui-même en vivant en autarcie, il en subirait probablement de lourdes conséquences. Effectivement, le commerce international peut contribuer à l'augmentation de la production nationale, à la croissance économique, ainsi qu'au développement économique d'un pays. La question n'est pas de s'ouvrir ou non à l'échange internationale, mais plutôt comment y participer. Quel est le meilleur moyen de s'ouvrir au commerce international. Et la réponse dépend de chaque pays, du niveau de développement du pays. Si pour les pays développés, le libre échange est la réponse, pour les pays en développement la solution est plutôt le protectionnisme. Puisque le libre-échange entre pays de niveau de développements différents s'opère toujours dans le désintérêt du pays ayant le niveau de développement moindre.

Madagascar, à l'instar de nombreux pays Africains en développement, a opté pour une stratégie d'ouverture sur le commerce international. Cela a eu des conséquences néfastes pour l'économie Malgache, avec la balance commerciale toujours déficitaire, les termes des échanges toujours désavantageux. Et ce malgré des accords commerciaux qui sont profitables pour Madagascar. Cependant il y a des solutions, pour que Madagascar puisse un jour tirer avantage du commerce extérieur, à titre d'exemple nous pouvons citer : renforcer les coopérations commerciales entre pays en développement, pratiquer le protectionnisme. Mais saura-t-il les appliquer ? Et jusqu'où devra-t-il développer le commerce extérieur pour en tirer avantage ?

ANNEXE

Le tableau récapitulatif :

Le tableau ci-après situe chacun des titres, postes et rubriques à l'intérieur du cadre général de la balance des paiements.

TITRES - POSTES - RUBRIQUES	CRÉDITS	DÉBITS	SOLDES
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES
1.1. Biens.....
1.1.1. Marchandises générales.....
Données douanières.....
Corrections.....
1.1.2. Avitaillement.....
1.1.3. Travail à façon et réparations.....
1.2. Services.....
1.2.1. Transports.....
1.2.1.1. Maritimes.....
1.2.1.2. Aériens.....
1.2.1.2. Autres.....
1.2.2. Voyages.....
1.2.3. Services de communication.....
1.2.4. Services de construction.....
1.2.5. Services d'assurances.....
1.2.6. Services financiers.....
1.2.7. Services d'informatique et d'information.....
1.2.8. Redevances et droits de licence.....
1.2.9. Autres services aux entreprises.....
1.2.9.1. Négoce international.....
1.2.9.2. Autres services commerciaux.....
1.2.9.3. Locations.....
1.2.9.4. Services divers aux entreprises.....
1.2.10. Services personnels, culturels et récréatifs.....
1.2.10.1. Services audiovisuels et annexes.....
1.2.10.2. Autres services personnels.....
1.2.11. Services des administrations publiques.....
1.3. Autres biens et services.....
1.4. Revenus.....
1.4.1. Rémunérations des salariés.....
1.4.2. Revenus des investissements.....
1.4.2.1. Investissements directs.....
1.4.2.2. Investissements de portefeuille.....
1.4.2.3. Autres.....
1.5. Transferts courants.....
1.5.1. Secteur des administrations publiques.....
1.5.2. Autres secteurs.....
1.5.2.1. Envois de fonds des travailleurs.....
1.5.2.2. Autres transferts.....
2. COMPTE DE CAPITAL.....
2.1. Transferts en capital.....
2.2. Acquisitions d'actifs non financiers (brevets).....
3. COMPTE FINANCIER.....
3.1. Investissements directs.....
3.1.1. Français à l'étranger.....
3.1.1.1. Capital social.....
3.1.1.2. Bénéfices réinvestis.....
3.1.1.3. Autres opérations.....
3.1.2. Étrangers en France.....
3.1.2.1. Capital social.....
3.1.2.2. Bénéfices réinvestis.....
3.1.2.3. Autres opérations.....
3.2. Investissements de portefeuille.....
3.2.1. Avoirs.....
3.2.1.1. Actions et titres d'OPCVM.....
3.2.1.2. Obligations et assimilés.....
3.2.1.3. Instruments du marché monétaire.....
3.2.1.4. Produits financiers dérivés.....
3.2.2. Engagements.....
3.2.2.1. Actions et titres d'OPCVM.....
3.2.2.2. Obligations et assimilés.....
3.2.2.3. Instruments du marché monétaire.....
3.2.2.4. Produits financiers dérivés.....
3.3. Autres investissements.....
3.3.1. Avoirs.....
3.3.1.1. Crédits commerciaux.....
3.3.1.2. Prêts.....
3.3.1.3. Autres avoirs.....
3.3.2. Engagements.....
3.3.2.1. Crédits commerciaux.....
3.3.2.2. Prêts.....
3.3.2.3. Autres engagements.....
3.4. Avoirs de réserve.....
Or.....
Avoirs en Droits de tirage spéciaux.....
Position de réserve au FMI.....
Devises étrangères.....
Créances sur l'IME.....
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES.....
5. TOTAL GÉNÉRAL.....

Tableau n°1 : Impact de l'échange international sur la croissance

Pays	Evolutions annuelles moyennes en % sur la période 1966-1996		
	PIB	Termes de l'échange	
		Impact sur la croissance	Croissance
Taiwan	8,532	-0,113	-0,204
Corée-du-Sud	8,478	0,018	0,079
Chine	8,170	0,025	0,703
Thaïlande	7,774	-0,180	-1,191
Indonésie	7,117	1,312	5,910
Pakistan	5,597	-0,186	-2,022
Egypte	5,130	-0,186	-1,460
Brésil	5,029	-0,109	-1,900
Japon	4,894	-0,047	-1,079
Inde	4,832	0,027	0,429
Maroc	4,643	0,143	0,478
Chili	4,493	-0,175	-1,606
Mexique	4,033	-0,061	-0,296
Côte d'Ivoire	3,939	-0,259	-1,812
Algérie	3,930	0,646	0,800
Australie	3,603	-0,016	-0,374
Espagne	3,396	0,171	0,972
Canada	3,281	0,182	0,626
Nigeria	3,101	1,108	3,194
France	2,909	-0,052	-0,453
Etats-Unis	2,704	-0,034	-0,680
Argentine	2,278	-0,081	-1,535
Sénégal	2,253	-0,130	-1,118
Madagascar	1,248	-0,177	-1,192

Tableau n°2 : Les produits exportés par Madagascar au cours des années 2008 à 2013.

EXPORTATION DES PRODUITS EFFECTUEE PAR MADAGASCAR AU COURS DES ANNEES 2008 A 2013 (FEVRIER 2013)													
unités: Valeur FOB en Ariary_ Poids net en Kilogramme													
Code	Libellé	2008		2009		2010		2011		2012		2013	
		Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net	Valeur FOB	Poids net
5101	Bovins									743 819 780	164 780		
5102	Viandes et abats			116 079	20			124 686	15				
5103	Poissons	6 597 167 874	736 532	5 977 494 105	560 327	8 330 526 451	682 718	10 596 504 844	925 134	8 177 726 106	685 821	895 096 551	59 336
5104	Burgaux et coquillages	136 759 525	146 900	179 432 102	156 979	281 079 156	326 916	301 875 410	421 701	253 953 578	230 124	28 072 354	1 300
5105	Crevettes	187 067 847 310	10 056 367	153 306 704 693	8 461 891	123 878 785 484	6 508 929	191 294 551 757	9 011 586	134 606 145 329	6 359 621	19 263 747 525	694 228
5106	Langoustes	5 630 506 764	206 987	2 081 740 826	67 174	6 449 474 731	200 586	6 714 583 115	213 435	5 186 343 700	152 850	302 976 399	11 026
5107	Autres crustacés et mol	16 114 235 707	2 512 499	16 774 613 084	2 411 640	17 395 205 356	2 395 645	21 844 566 716	3 087 142	16 888 061 465	2 131 427	2 860 037 186	240 959
5199	Autres produits du règn	1 409 791 900	71 049	1 149 409 447	142 150	1 038 572 049	123 130	1 247 318 958	248 559	1 968 777 759	345 023	677 498 896	235 659
5201	Haricots	9 997 794 184	8 490 934	9 207 996 662	7 777 206	14 455 270 678	9 382 197	36 524 878 906	23 175 741	39 137 618 109	25 917 566	2 529 547 756	1 522 918
5202	Pois du cap	7 240 332 204	5 277 335	4 279 626 172	5 069 964	6 010 992 507	5 288 514	6 834 771 740	2 889 952	11 743 045 511	5 591 500	130 754 766	75 338
5203	Manioc brut	7 423 185	5 929	9 319 500	4 490			63 040 650	42 223	1 608 561	345	2 858 274	2 270
5204	Farine, féculé de manioc			112 222	17			572 449	2 000	32 909 866	20 127		
5205	Banane	55 366 308	103 540	73 126 956	182 153	17 077 401	63 400	28 411 158	35 340	8 603 875	20 312		
5206	Café vert	25 379 323 115	7 624 115	5 117 080 852	1 984 465	23 132 501 429	8 303 042	13 398 852 483	4 013 975	11 861 464 500	2 469 827	5 581 474 549	1 522 549
5207	Poivre	6 025 737 975	1 208 745	7 496 005 913	1 606 130	10 571 342 773	1 891 285	15 778 295 716	1 795 167	13 046 346 771	1 422 498	1 341 916 642	140 013
5208	Vanille	85 746 823 053	2 228 304	86 697 220 830	2 052 937	36 572 615 050	667 612	79 344 143 082	2 116 784	30 131 390 366	719 680	28 275 000 815	361 862
5211	Cannelle	2 169 523 480	1 434 093	2 737 876 283	1 735 746	3 813 023 516	2 440 264	3 747 536 531	2 032 205	2 925 806 452	1 338 275	262 813 707	135 993
5212	Girofle	51 513 707 585	8 308 441	94 617 809 133	15 742 013	65 748 314 791	8 305 914	352 706 801 473	22 040 092	371 981 345 821	19 226 702	26 847 574 843	1 493 396
5213	Riz de luxe	76 932 067	50 646	10 446 311	6 313	7 024 198	4 614	74 169 164	31 442	52 424 680	31 653		
5214	Riz courant	32 045	27	46 576 063	16 160	60 408 368	32 400	334 743	579	56 140 561	14 743		
5215	Riz en brisures	69 352	200										
5216	Arachides	1 579 116 693	1 216 615	682 278 782	685 753	1 345 527 626	1 301 834	2 773 877 795	2 344 733	14 761 091 669	12 019 564	154 834 813	201 007
5218	Raphia	6 474 561 873	2 022 545	5 652 285 022	1 762 260	5 918 701 492	2 006 538	6 636 409 108	2 111 536	5 234 438 093	1 354 778	1 332 498 707	389 889
5219	Cacao en fèves	27 876 930 054	6 377 470	29 046 274 787	9 782 918	22 984 391 968	5 175 977	34 504 431 784	7 708 790	22 499 707 782	5 487 658	3 562 618 368	1 032 703
5220	Plantes médicinales	5 062 239 139	618 263	6 364 709 578	940 611	7 979 323 554	908 720	4 843 242 024	724 153	11 820 646 980	1 297 637	1 272 248 647	32 587
5221	Mais	1 692 181 876	3 211 870	426 348 383	827 102	795 840 503	1 572 063	1 715 022 319	2 902 140	1 532 193 272	3 069 057	1 549 518	1 781
5222	Litchis	23 693 062 105	22 716 026	24 414 225 814	18 487 425	23 459 878 492	16 585 563	20 695 096 275	12 138 444	24 008 287 378	13 183 168	542 866 614	147 120
5223	Autres fruits frais	117 639 353	58 983	278 441 319	106 515	224 570 515	76 918	259 175 738	75 679	450 689 233	116 112	289 202 580	83 088
5299	Autres produits du règn	8 579 413 325	8 047 214	11 882 053 269	9 734 256	11 508 364 842	9 626 284	10 725 257 339	9 175 009	9 701 998 776	6 055 629	793 140 931	801 868
5301	Huile alimentaire	783 075 472	331 039	163 345 726	100 414	1 083 591 024	549 137	1 910 810 006	744 739	1 691 834 198	578 923	139 220 731	66 458
5302	Cires d'abeilles	99 989 625	13 940	46 660 560	12 000	119 780 390	15 000	409 661 178	42 000	216 880 757	17 000		
5399	Autres corps gras et cire	177 605 293	57 922	229 620 583	11 572	395 826 055	84 354	553 158 684	95 496	400 901 658	82 856	55 484 438	22 755
5401	Conserves de viandes	181 613 604	3 060	145 152 796	1 138	207 223 014	1 353	164 516 361	913	215 977 109	789		
5403	Sucre	11 825 926 529	10 408 076	37 102 790 301	32 947 295	29 227 654 739	24 727 902	30 420 038 403	20 215 634	28 871 426 587	17 566 367	27 187 746 505	18 005 149
5404	Mélasses			538 673	6								
5405	Cacao et chocolat	627 411 006	21 353	1 191 311 202	28 386	2 566 361 453	235 815	2 234 250 160	217 473	2 542 715 608	209 757	262 755 406	9 071
5406	Tapioca	10 063 559	13 396	18 397 768	20 700	22 904 372	10 990	40 641 668	11 810	867 422	2 940		
5407	Conserves de fruits et le	15 929 198 640	2 544 116	20 849 309 133	3 327 149	26 972 855 512	4 128 430	26 753 096 973	3 390 205	30 167 840 319	3 882 440	9 601 077 507	1 087 709
5408	Rhums (hl d'alcool pur)	176 068 250	32 992	404 712 358	94 630	278 006 698	35 946	710 321 116	84 132	826 396 315	48 324	14 142 335	1 425
5411	Sons et tourteaux	1 518 475 868	4 828 023	93 683 514	142 515	4 944 242	3 857	5 046 427	9 837	302 343 231	88 525	253 298 682	14 450
5499	Autres produits des ind	64 835 012 703	10 053 556	52 668 073 998	7 566 430	92 138 846 095	15 502 879	108 472 571 088	14 362 741	113 166 140 759	11 748 078	13 013 892 374	1 090 369
5501	Tabacs bruts	265 667 305	154 193	92 830 673	34 628	435 071 466	128 637	35 279 654	10 018	3 175 255 293	380 180		
5502	Cigarettes	1 467 297 936	9 290	1 039 635 676	5 587	811 562 656	7 565	1 513 209 584	7 101	2 057 587 500	14 446	217 163 444	1 610
5599	Autres tabacs	97 999 336	316	77 368 942	138	76 247 674	195	409 865 994	3 520	88 305 866	1 061	17 140 925	1 054
5601	Graphite	5 943 127 366	4 966 950	5 393 090 636	3 437 425	5 585 149 623	3 782 950	7 809 711 223	3 873 350	7 148 437 147	2 884 600	1 044 637 821	467 500
5602	Mica	1 017 261 756	1 233 333	314 415 198	358 420	1 542 524 985	2 069 326	2 694 947 773	3 949 593	9 279 903 802	12 531 851	519 274 661	781 200
5603	Minéral de chrome	55 742 296 591	112 613 150	33 420 047 566	133 000 013	51 249 251 704	134 500 018	28 163 631 375	66 700 000	41 587 453 130	111 500 000		
5604	Minerais de thorium							142 346	36				

5605	Produits pétroliers	167 066 026 129	78 103 735	95 034 937 898	55 825 477	130 025 893 731	62 298 698	191 409 243 676	68 243 534	190 229 243 537	65 871 805	28 858 055 762	9 371 984
5606	Quartz	784 145 453	887 460	122 294 978	103 606	338 016 947	407 467	367 818 943	305 820	360 210 946	221 183	73 874 184	46 000
5607	Sels	3 006 688 161	17 146 388	4 207 891 850	22 127 318	5 419 402 963	28 202 916	3 357 148 223	15 409 889	3 277 059 396	15 243 909	529 176 378	2 311 581
5699	Autres produits minéraux	4 947 484 603	22 753 818	7 943 779 992	21 417 032	95 882 134 133	311 553 124	201 902 997 922	563 038 005	268 314 611 563	618 878 603	39 356 187 043	106 292 965
5701	Essence d'ylang ylang	5 110 650 347	25 821	2 695 449 538	12 121	1 842 255 136	10 129	2 869 504 619	16 949	2 116 716 908	13 619	888 998 622	4 362
5702	Essence de girofle	14 098 024 064	1 269 522	21 263 313 650	1 605 834	44 377 341 482	2 089 707	70 392 872 722	1 767 057	21 855 540 710	708 482	3 741 576 776	108 364
5703	Extraits de vanille	1 299 546 456	21 611	11 137 726 079	101 539	9 226 936 372	76 053	10 528 389 259	83 828	4 632 315 398	43 725	5 067 776 096	28 062
5798	Autres huiles essentielles	5 386 335 615	117 681	9 942 372 630	226 993	9 881 140 914	184 704	11 703 146 742	96 332	8 058 018 032	100 212	1 249 938 871	5 480
5799	Autres produits des industries agricoles	18 491 314 085	4 591 038	13 809 839 096	2 565 677	15 538 843 488	2 766 036	17 092 961 204	3 404 946	19 378 022 698	11 186 480	8 452 779 565	13 453 008
5801	Cuir brut de bovins	8 613 257 000	5 035 510	3 451 832 683	3 886 097	5 282 511 602	4 519 218	10 447 167 599	5 072 928	11 123 828 009	4 291 117	1 895 339 612	699 452
5802	Peaux de crocodiles	586 847 831	7 863	494 777 858	6 019	92 779 459	978						
5899	Autres cuirs et peaux	10 800 978 976	209 743	18 342 511 173	100 314	36 744 608 265	205 218	47 300 117 466	189 732	42 804 301 193	185 544	9 379 498 991	22 923
5901	Bois sciés ou dédossés	16 659 901 993	38 425 278	39 154 861 946	21 971 389	15 917 840 318	23 851 892	12 170 143 160	22 740 811	9 197 627 325	17 686 424	931 558 477	1 731 488
5902	Bois bruts	7 048 195 687	63 486 561	27 639 990 727	5 461 919	790 959 911	5 520 674	191 987 309	622 500	11 154 651	5 000		
5999	Autres bois et ouvrages	14 775 215 763	4 527 074	15 102 197 149	3 485 466	16 166 907 237	2 785 857	17 586 588 694	2 965 868	14 803 011 701	1 561 718	3 613 811 301	268 582
6001	Coton en masse	5 308 360 426	2 330 617			573 383 217	163 443	1 190 515 586	340 392	2 149 253 262	770 066	795 042 550	227 598
6002	Fibres de sisal	17 151 162 314	4 197 498	1 594 626 590	1 556 493	8 617 021 349	7 540 722	10 021 137 857	57 208 084	13 577 907 353	6 904 535	1 933 831 658	927 019
6003	Ficelles de sisal	2 577 751 213	1 470 209	232 911 518	105 010	1 700 435 101	840 274	1 843 082 803	865 514	3 298 820 115	1 199 581	203 122 860	56 953
6004	Tissus de coton	37 153 039 093	2 445 128	34 300 562 558	1 647 882	22 153 776 980	1 136 292	65 388 394 553	2 151 489	47 652 339 110	1 738 081	10 545 884 771	379 286
6005	Tee-shirts, maillots, slip	50 605 014 669	2 888 061	45 884 009 449	2 608 388	20 727 811 258	1 240 618	27 373 797 301	1 362 785	26 919 782 128	1 289 742	10 719 357 708	407 949
6006	Chemises, chemisettes	155 204 462 124	2 185 045	65 687 153 378	1 882 385	65 215 461 961	1 602 019	63 352 130 976	1 516 726	59 012 735 285	1 330 256	10 733 150 133	259 084
6099	Autres matières textiles	1 341 881 459 163	27 289 640	824 823 639 362	22 082 084	580 939 249 075	13 064 148	655 419 518 332	11 338 107	633 029 824 442	11 186 464	95 867 874 886	1 931 954
6101	Pierres fines industrielles	14 436 135 014	4 815 316	17 951 205 747	6 850 298	30 676 426 158	10 785 605	68 381 996 002	29 943 019	61 217 214 744	13 858 578	8 447 743 701	2 248 018
6199	Autres produits	321 839 521 049	42 606 070	266 458 396 608	40 251 263	522 908 037 070	84 941 891	475 382 533 800	93 949 236	366 875 206 163	54 978 273	182 334 132 358	6 396 477
Total général		2 865 774 126 118	566 853 019	2 149 036 591 947	487 273 664	2 245 735 788 759	835 443 098	3 000 627 940 724	1 105 615 702	2 790 447 597 343	1 100 218 011	574 892 877 573	177 914 228
SOURCE: DGINSTAT/D S E/SSES/COMEXT/JUILLET 2013													

Tableau n° 3 : Importation des produits effectuée par Madagascar au cours des années 2008 à 2013.

IMPORTATION DES PRODUITS EFFECTUEE PAR MADAGASCAR AU COURS DES ANNEES 2008 A 2013 (FEVRIER 2013)												
unités:Valeur CAF en Ariary_Poids net en Kilogramme												
Code	Libellé	2008		2009		2010		2011		2012		2013
		Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF	Poids net	Valeur CAF
0101	Lait concentré	19 900 877 010	3 751 350	7 493 148 896	2 367 194	11 346 333 194	2 556 750	17 921 647 671	3 419 797	16 680 574 298	2 503 033	1 473 721 551
0102	Beurre	354 906 578	24 119	1 960 000 992	624 442	1 354 956 259	194 535	906 214 237	271 542	782 147 048	223 577	58 835 286
0103	Fromage	5 479 114 882	544 860	6 626 347 295	600 437	7 648 960 612	708 739	9 411 222 583	787 738	6 432 136 489	484 796	816 178 243
0199	Autres produits du règn	55 983 035 143	15 065 236	40 805 989 626	16 071 172	69 628 153 828	20 066 515	101 898 455 115	23 921 039	78 482 555 186	16 246 041	27 473 004 407
0201	Froment et méteil	79 410 137 048	96 143 439	15 235 772 442	24 683 234	445 822	221	16 204 983 273	18 060 509	13 928 355 141	17 052 000	864 033 681
0202	Riz	126 335 293 174	157 301 590	92 618 844 759	109 482 152	111 536 970 301	123 003 264	188 020 094 602	192 276 690	188 949 657 379	183 889 774	29 575 427 926
0203	Farine de froment	4 773 250 436	4 403 819	41 224 724 562	51 933 603	82 812 197 291	101 256 667	101 896 684 358	96 914 474	97 707 417 554	93 665 791	10 713 310 906
0204	Autres farines de céréa	421 819 173	330 113	2 642 164 460	1 326 639	2 052 783 463	1 487 508	2 048 352 916	1 460 745	1 118 418 773	798 776	
0205	Malt	16 829 701 777	8 113 721	23 122 983 608	10 699 716	19 041 911 328	9 753 820	27 828 690 238	14 867 043	19 587 299 111	10 274 951	10 502 935
0299	Autres produits du règn	21 102 236 281	15 039 849	29 724 590 947	21 460 044	31 292 357 809	20 545 225	30 876 519 342	23 332 225	26 509 176 593	17 468 236	3 852 866 352
0301	Huiles alimentaires	120 966 521 581	55 787 381	133 023 205 909	113 594 911	99 669 146 348	50 683 447	155 692 591 345	58 633 439	102 967 325 899	38 533 184	14 710 178 436
0302	Cires	36 937 862	5 400	1 055 163	192	167 526 622	152 775	463 386 153	237 242	212 152 940	255 927	4 720 382
0399	Autres corps gras et cire	17 472 149 259	6 858 593	16 035 225 381	8 814 113	14 540 086 723	6 172 146	27 692 102 437	10 281 025	16 251 835 557	5 952 116	1 509 258 548
0401	Préparations et conserv	3 124 002 905	288 304	974 879 975	113 074	2 281 595 239	199 976	1 784 270 288	235 346	1 331 125 713	132 943	133 207 354
0402	Préparations et conserv	2 255 720 460	899 182	1 407 438 959	518 607	2 536 255 058	1 000 242	1 582 201 305	402 425	1 418 520 618	610 103	210 407 727
0403	Sucrieries	4 399 150 903	2 766 445	3 878 370 230	2 350 518	4 716 455 558	2 563 677	7 258 667 107	2 884 584	4 829 858 901	1 456 165	750 115 387
0404	Cacao et chocolats	3 109 180 668	818 190	3 092 218 732	762 632	4 498 225 125	967 425	5 123 683 075	1 026 166	5 389 301 726	774 426	796 339 560
0405	Pâtes alimentaires	16 733 429 510	10 736 570	18 361 987 949	11 385 337	27 628 446 995	15 499 345	41 025 956 248	20 725 660	41 844 873 067	18 183 718	3 009 350 431
0406	Produits de la biscuiteri	6 768 944 328	2 910 605	6 940 134 510	2 878 749	7 709 880 320	3 123 932	7 668 935 527	2 971 382	7 595 409 610	2 371 945	586 719 303
0407	Conserves de fruits et l	4 840 331 745	1 797 520	4 527 341 833	2 440 383	6 780 747 310	2 468 198	5 830 252 975	1 962 664	5 730 738 821	1 863 444	987 452 024
0408	Bières	190 895 008	116 788	206 804 735	76 071	290 539 043	126 125	447 758 509	147 467	589 610 584	208 535	128 430 280
0411	Vins et apéritifs	3 272 929 131	1 050 335	2 572 983 577	617 814	3 568 433 686	798 663	5 998 294 381	952 167	5 832 657 786	700 154	976 454 286
0412	Alcools	13 695 303 138	7 911 063	14 501 550 521	7 854 200	18 296 737 905	7 673 067	27 767 513 965	8 601 792	27 864 468 972	7 937 826	2 982 498 784
0413	Sucre	81 192 700 358	117 588 468	105 898 675 413	127 269 573	104 372 451 634	91 284 729	173 419 219 340	108 168 345	114 200 012 987	75 576 668	12 165 285 868
0499	Autres produits des ind	69 921 542 106	28 316 913	72 878 987 307	28 026 660	84 010 681 641	33 955 812	104 936 646 036	40 423 163	85 312 282 188	38 219 482	15 531 176 735
0501	Tabacs bruts	7 547 309 973	1 103 488	7 731 343 841	988 113	2 709 880 320	203 443	3 642 486 450	134 772	2 938 047 473	123 616	252 596 824
0502	Cigarettes	1 254 567 528	15 056	958 695 231	17 193	2 280 669 732	25 611	3 418 174 574	38 639	2 750 671 212	28 700	230 125 641
0599	Autres tabacs	304 180 146	103 238	1 693 697 021	206 447	1 806 425 603	232 487	3 898 712 886	438 707	3 896 721 167	400 831	34 875 991
0601	Ciment	91 434 541 654	477 377 232	64 850 458 108	372 388 982	67 272 204 909	378 786 079	62 891 338 171	328 141 028	57 798 529 093	251 753 078	14 402 106 575
0602	Houille	2 651 457 292	13 232 164	3 206 601 823	14 456 625	13 049 469 521	39 774 392	42 790 122 599	156 257 958	70 323 342 946	263 062 901	23 650 123 599
0603	Pétrole brut	3 372 074	2 936	952 252	5	17 211	2			2 079 954	6	
0604	Essence	109 953 098 128	66 761 089	101 218 646 004	75 895 089	142 973 161 133	82 600 478	192 130 276 617	87 653 577	182 466 369 841	74 096 027	45 919 286 765
0605	Kérosène	148 318 490 983	84 981 262	81 002 507 960	67 805 255	122 262 025 977	77 214 087	212 934 023 037	802 116 224	200 722 716 142	87 488 375	40 745 748 289
0606	Gas-oil et fuel-oil	541 891 967 317	356 000 460	417 620 097 406	381 041 486	484 467 368 520	338 661 276	846 234 554 166	447 854 484	813 916 998 351	389 323 022	221 053 833 664
0607	Huiles de graissage et l	17 681 033 756	6 929 416	13 755 068 501	5 103 558	18 624 825 369	5 650 780	20 886 405 436	6 060 629	35 732 246 807	13 863 365	1 634 023 202
0608	Bitume et coke de pétro	10 888 014 971	9 325 656	2 492 277 075	1 970 508	3 838 697 528	3 426 512	139 697 483	58 345	3 459 864 715	1 363 142	
0699	Autres produits minéral	39 927 907 524	31 597 417	26 320 685 515	22 569 579	22 481 545 040	19 744 352	54 775 474 861	103 236 541	116 575 389 601	476 599 417	61 701 040 411
0701	Produits pharmaceutiqu	118 373 403 945	4 446 317	122 735 102 063	4 156 951	138 595 316 130	4 541 453	146 252 264 063	5 209 481	125 640 865 162	4 271 256	13 311 929 648
0702	Produits de parfumerie	26 120 798 699	3 270 042	24 561 820 567	2 982 994	32 669 198 706	4 093 810	34 730 275 542	4 351 679	35 985 926 954	3 970 752	4 386 506 098
0703	Engrais	40 421 128 129	28 274 191	23 385 995 678	16 948 128	24 559 231 627	19 964 525	31 152 284 873	25 693 887	43 282 721 031	34 463 920	1 169 950 251
0704	Peintures	9 841 988 383	4 591 629	6 998 483 380	3 506 356	9 535 096 997	4 204 758	10 236 803 438	4 529 225	8 511 725 056	3 731 772	1 065 415 860
0705	Savons	12 836 565 371	8 527 133	10 458 019 712	7 211 220	11 333 344 523	6 674 085	9 267 377 170	4 336 221	10 262 439 173	4 603 578	984 310 090
0706	Produits photographiqu	2 377 456 034	205 024	190 438 481 433	182 109	2 607 839 307	224 801	2 575 803 621	174 350	1 860 685 018	134 405	105 641 338
0707	Désinfectants et insecti	9 153 904 020	1 216 474	17 698 342 729	1 300 882	29 485 984 187	1 886 465	25 957 563 485	2 305 900	18 834 058 259	3 094 099	9 232 122 139
0708	Matières plastiques	170 748 358 392	40 171 812	119 748 158 330	32 106 509	154 565 893 785	36 182 760	172 313 964 839	40 210 122	171 834 114 867	39 683 159	17 613 468 102
0799	Autres produits des ind	156 733 008 470	85 067 766	122 467 520 975	52 140 179	144 943 352 700	57 779 753	170 710 013 006	74 389 946	180 379 637 243	73 742 717	43 965 153 511
0801	Chambres à air	911 464 919	566 928	1 174 266 556	748 639	1 078 659 014	591 957	1 110 165 072	682 502	1 440 089 244	617 141	179 677 914
0802	Pneumatiques	34 344 556 374	7 791 864	25 386 000 081	6 576 369	30 903 481 133	7 056 055	33 900 493 507	7 499 015	51 036 503 346	8 043 862	6 308 301 878
0899	Autres caoutchouc	25 121 073 141	2 326 977	18 327 728 580	1 449 347	23 659 271 489	1 547 750	30 862 727 903	1 892 751	22 612 516 285	1 169 137	4 706 017 394

0999	Autres cuirs et peaux	15 006 610 227	2 099 696	11 129 699 299	2 013 636	21 945 287 999	2 428 284	30 035 508 514	2 645 320	33 207 899 133	3 183 441	4 850 064 224	215 021
1001	Bois plaqués et contre-plaqué	5 038 590 629	3 307 837	1 836 836 464	1 285 361	2 573 651 164	1 709 687	2 766 753 135	2 226 036	3 205 341 864	2 490 715	318 992 854	247 772
1099	Autres bois et ouvrages	8 498 696 456	68 278 954	7 350 059 955	6 445 093	5 632 680 010	6 327 668	3 406 697 801	3 133 623	3 553 495 717	2 072 881	278 393 875	82 343
1101	Papiers et cartons bruts	52 199 181 266	31 195 408	34 996 624 147	20 184 809	43 919 868 461	22 646 847	52 854 113 304	25 552 813	44 863 062 720	22 220 364	7 176 836 624	3 921 572
1102	Registres, cahiers, carnets	20 507 527 293	8 774 009	7 338 136 354	3 634 605	13 259 449 201	7 141 741	12 334 273 732	7 180 088	10 516 876 869	4 847 552	497 004 966	236 161
1103	Livres et brochures	18 419 008 197	3 927 881	9 313 127 785	1 485 384	8 176 760 533	859 048	8 714 729 853	946 831	7 684 878 866	744 134	518 305 506	94 989
1199	Autres papiers et leurs dérivés	91 309 341 097	11 876 644	80 441 329 532	9 287 899	108 379 491 058	9 954 029	102 981 343 928	10 380 932	81 955 128 034	7 491 956	12 552 174 983	841 346
1201	Coton en masse	6 094 302 797	2 835 775	3 885 877	430			4 534 649	560	19 226 129	5 974	7 004 648	1 958
1202	Fils de coton	18 921 346 683	2 139 315	21 021 783 326	2 762 507	29 399 556 631	2 080 313	43 358 765 471	3 091 551	31 323 966 306	2 685 521	5 605 096 198	523 485
1203	Tissus de coton	243 881 595 379	12 968 968	107 720 299 865	8 787 774	86 679 471 672	5 028 046	145 155 375 909	6 069 971	116 437 768 344	4 864 322	26 976 886 416	1 159 533
1204	Tissus de laine	6 870 312 508	24 342	25 166 206 996	13 155	33 779 758 525	27 685	40 389 066 901	21 968	46 901 220 291	23 077	9 836 023 159	3 667
1205	Tissus de fibre artificielle	492 787 866	53 974	1 317 118 652	101 661	302 659 773	11 695	872 529 821	96 442	1 622 058 337	74 693	261 483 934	7 680
1206	Tissus de fibre artificielle mélangés	702 940 775	114 478	501 353 012	168 631	333 016 448	170 298	448 945 847	86 637	1 877 690 785	45 138	251 992 081	3 586
1207	Jute brut	74 900	1	72 379 724	40 430			6 498 102	60				
1299	Autres matières textiles	615 989 447 597	29 710 588	387 357 489 253	26 222 924	318 552 351 614	16 501 306	420 887 127 435	19 357 731	415 657 299 816	18 297 549	64 158 512 425	2 525 492
1301	Vêtements et lingerie	19 108 162 532	3 786 267	14 738 628 563	3 286 301	16 168 733 096	3 528 683	20 810 901 414	3 749 182	20 562 107 354	3 655 490	2 605 953 451	218 803
1302	Fripierie	23 636 196 559	18 998 464	30 278 655 989	21 807 007	38 491 476 328	26 488 076	54 759 778 921	30 390 654	49 540 582 653	25 328 544	5 851 925 315	2 769 657
1303	Sacs de jute	648 009 991	400 582	655 253 581	366 392	879 296 479	336 022	2 527 857 135	887 331	1 976 469 570	627 031	176 636 955	53 606
1304	Couvertures de coton	64 508 114	32 032	39 882 884	2 251	2 869 871	922	94 814 781	37 806	8 227 318	520	244 776	28
1399	Autres articles confectionnés	23 390 149 188	5 330 848	41 231 637 450	5 831 995	61 810 151 390	6 192 808	14 060 770 276	3 009 488	53 667 672 446	6 518 049	1 400 903 473	140 737
1401	Chaussures	12 745 607 355	5 761 608	10 064 198 088	5 965 485	10 159 449 524	5 736 748	11 213 456 305	5 611 431	8 604 074 809	3 718 118	708 455 105	252 855
1499	Autres chaussures et papeterie	91 771 385	70 288	257 778 336	221 952	400 133 823	335 597	499 768 518	392 610	510 677 765	428 749	42 246 460	22 462
1599	Autres chapeaux	1 403 033 793	390 215	1 111 925 169	336 420	1 307 401 983	423 790	1 479 756 384	453 290	1 053 880 918	368 849	91 411 483	39 149
1699	Parapluies, articles de rainure	1 211 772 356	634 534	1 070 715 692	561 779	1 338 115 269	664 551	1 682 730 430	684 111	1 207 037 315	559 789	303 997 624	57 526
1799	Autres ouvrages en pierre	11 620 466 177	6 955 776	12 295 126 573	6 182 046	9 020 425 032	4 200 495	10 780 766 761	4 854 377	10 479 561 037	5 458 778	1 866 189 716	538 704
1899	Autres produits céramiques	33 296 591 340	33 567 750	25 697 883 179	32 292 900	24 760 203 603	37 301 357	29 542 954 648	39 706 889	22 331 632 553	28 571 641	2 317 019 997	3 066 631
1999	Autres verres et ouvrages	22 567 366 458	14 819 165	25 302 310 196	15 111 879	27 939 649 236	16 434 059	29 394 470 393	17 196 652	40 228 650 377	20 560 632	3 862 735 635	2 267 589
2099	Autres bijouterie, métaux	1 026 366 631	110 614	2 194 319 840	206 304	2 242 418 505	269 316	1 404 631 791	199 408	1 327 567 075	131 719	255 771 564	60 343
2101	Fers à béton et laminés	206 508 754 732	100 240 604	136 421 478 629	78 237 890	112 984 713 493	65 660 153	143 777 151 425	76 026 939	117 603 892 119	58 334 771	16 434 069 837	8 601 011
2199	Autres métaux et ouvrages	574 836 754 768	136 421 706	1 256 441 571 897	70 956 329	384 803 781 168	55 053 354	282 822 480 043	37 756 955	230 033 429 225	35 678 583	32 026 899 831	5 625 583
2201	Machines agricoles	9 080 985 477	357 717	2 796 642 340	239 021	4 401 801 463	263 014	12 894 206 091	740 387	3 538 246 707	346 644	534 818 763	77 813
2202	Machines à coudre	9 564 732 108	742 827	4 042 893 204	380 738	3 188 196 960	345 563	5 772 210 267	459 324	6 816 707 204	468 489	1 099 780 043	82 833
2203	Machines de bureau	69 735 742 444	1 426 513	81 484 005 226	905 597	49 748 301 466	972 692	55 414 650 497	1 020 212	24 850 985 130	786 428	6 012 010 014	91 636
2299	Autres machines et appareils	891 005 951 031	65 384 557	930 085 369 237	33 193 840	769 215 600 965	28 962 635	435 430 835 205	22 314 936	355 559 995 741	17 636 070	58 931 467 933	2 613 062
2301	Piles électriques	2 257 544 554	1 724 066	4 561 442 561	3 281 680	4 122 367 545	2 546 406	4 993 084 802	3 072 434	2 650 725 752	3 057 139	130 729 730	121 598
2302	Appareils de radio, de télévision	176 000 512 200	7 424 919	156 949 617 513	7 013 424	113 727 979 143	7 688 137	107 010 304 386	7 290 655	70 309 561 615	5 175 188	11 375 941 961	467 338
2399	Autres constructions électriques	344 043 203 003	22 029 097	259 180 267 129	14 509 521	297 111 354 600	16 967 073	230 034 459 036	17 033 369	178 351 164 474	18 275 789	19 392 305 838	2 199 892
2401	Voitures de tourisme et camionnettes	135 803 264 118	8 625 235	101 480 075 507	6 803 693	98 424 817 069	7 109 733	121 440 605 946	8 204 640	141 853 441 775	8 686 003	22 026 161 719	1 319 616
2402	Camions	163 849 344 652	16 167 592	84 989 977 455	10 496 254	81 212 585 715	10 078 042	86 199 183 250	9 367 885	116 534 451 898	10 610 561	16 286 069 465	1 407 967
2403	Tracteurs	37 067 022 523	4 075 044	38 841 525 231	4 657 840	20 692 028 905	2 741 086	13 839 950 487	2 015 919	15 982 343 368	2 033 056	1 358 027 087	215 200
2404	Cycles et motocycles	22 645 133 288	3 215 406	17 921 352 735	3 033 202	15 007 747 043	3 110 094	20 111 073 889	4 730 607	20 442 968 510	4 102 409	2 485 172 346	477 975
2499	Autres matériels de transport	212 407 145 668	13 765 557	58 442 933 205	10 377 692	113 310 730 976	11 384 919	84 719 731 739	9 937 865	49 880 846 435	7 857 874	5 423 498 472	1 102 821
2599	Autres objets	179 162 678 971	22 080 988	153 957 095 390	14 851 261	166 732 913 297	16 270 716	163 406 524 754	17 450 743	163 729 890 882	17 010 996	29 830 087 005	1 493 302
Total général		6 546 120 292 273	2 444 303 263	6 198 087 271 232	2 051 248 981	5 305 641 569 832	1 993 263 161	5 986 850 719 801	3 141 617 311	5 542 274 877 117	2 626 047 112	1 018 091 035 067	737 446 039

SOURCE: DGINSTAT/D S E/SSES/COMEXT/JUILLET 2013

BIBLIOGRAPHIE

AMIR, S. (1973) ; *Le Développement Inégal*. Paris, Les Editions de Minuit.

BAGHWATI, J. (1988) ; *Protectionism*. Cambridge, MA, MIT Press.

BOREL Francois-Xavier, et **THEMEJIAN Karine**, **VELAY Patrick**, *Débats récents autour de la Politique Commerciale Stratégique*, DEA Monnaie, Finance, et Economie Internationale, de l'Université Lumière Lyon 2, année 2002/2003, 50p.

CLING Jean-Pierre, *Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature*, Document de travail DIAL (Développement Institutions & Analyses de Long terme, Juin 2006.

CORDEN, W.M. (1974) ; *Trade Policy and Economic Welfare*. Oxford, Clarendon Press.

DAMIAN Michel et **GRAZ Jean-Christophe**, *Commerce international et développement soutenable : les grands paradigmes*, CAHIER DE RECHERCHE n° 22, Institut d'économie et de politique de l'énergie, Unité mixte de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique et de l'Université Pierre Mendès France (UFR DGES), Septembre 2000, 33p.

ELLSWORTH, P.T. (1964) ; *The International Economy*. Third Edition. New York, The Macmillan Company.

EMMANUEL, A. (1972) ; *Unequal Exchange: a Study of the Imperialism of Trade*. London, Monthly Review Press.

JOHNS, R.A. (1985) ; *International Trade Theories and the Evolving International Economy*. London, Frances Printer Publishers.

KRUGMAN, P.R et **OBSTFELD, M.** (1997) ; *International Economics: Theory and Policy*. Reading, Massachusetts, Addison-Wesley.

LIST, Friedrich, *Système national d'économie politique*, Introduction, 1840.

LOVE Patrick, et **LATTIMORE Ralph** (2009), « *Le commerce et la croissance* », dans *Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?*, Éditions OCDE.

PREBISCH, R. (1959) ; *Commercial Policy in the Underdeveloped Countries*. American Economic Review. Papers and Proceedings, 49 No. 2.

RAINELLI, M., *Les nouvelles théories du commerce international*, La Découverte, Paris, 1997.

RAYMOND Antoine Panet et **ROBICHAUD Denis**, *Le commerce international*, Chenelière Education, 71p.

RAZAFINDRAKOTO Mireille, *Madagascar face à la globalisation des échanges : une estimation de l'inclinaison à l'ouverture*, Projet MADIO (Madagascar-DIAL-INSTA-ORSTOM) Appui à la réflexion macro-économique n° 9645/E, Août 1996, 16p.

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES.....	I
SOMMAIRE.....	II
LISTE DES TABLEAUX.....	III
LISTE DES GRAPHS.....	IV
INTRODUCTION.....	1
1^{ERE} PARTIE : CADRE THEORIQUE ET CONCEPT.....	2
CHAP. I : LES PRINCIPALES THEORIES DES ECHANGES INTERNATIONAUX.....	3
<i>Section I : Les théories du libre-échange.....</i>	3
I-1 Adam SMITH et la théorie des avantages absolus.....	3
I-2 David RICARDO et la théorie des avantages comparatifs.....	6
I-3 Le modèle HOS (HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON):.....	11
<i>Section II : Les théories du protectionnisme :</i>	13
II-1 Friedrich LIST et le protectionnisme éducateur :.....	13
II-2 Kaname AKAMATSU et le vol d'ois sauvages.....	15
II-3 La politique commerciale stratégique :	17
<i>Section III : les nouvelles théories du commerce international :</i>	19
III-1 La théorie selon laquelle le commerce international résulterait de l'existence d'économies d'échelle - OHLIN (1933), LERNER (1932-1934) et GRAHAM (1923) :	19
III-2 La théorie du cycle de vie du produit :.....	20
III-3 La théorie de la différenciation des produits :	21
III-4 La théorie de la demande représentative.....	21
III-5 La théorie de l'écart technologique :.....	22
CHAP. II : LES ELEMENTS PERMETTANT L'ANALYSE DU COMMERCE EXTERIEUR.	23
<i>Section I : La balance des Paiements.</i>	23
I-1 le compte des transactions courantes.....	23
I-1-1. La balance commerciale.....	23
I-1-2. La balance des services.....	24
I-2. Le compte de capital.....	24
I-3. Le compte financier.....	24

<i>Section II : Les indicateurs synthétiques d'analyse des échanges.....</i>	25
II-1 les termes des échanges.....	25
II-2. Le taux de couverture.....	25
II-3. La part de marché.....	25
II-4. Le taux de pénétration à l'importation :.....	25
<i>Section III : La puissance commerciale d'un pays.</i>	26
III-1. P.N.B. / P.I.B.	26
III-2. L'effet d'exportation.....	26
III-3. La proportion du commerce extérieur dans l'économie.	26
III-3-1. La propension à exporter.	26
III-3-2. La propension à importer.	26
III-3-3. Le degré d'ouverture.....	26
III-4. Nombre et poids des entreprises exportatrices.....	27
<i>Section IV : les institutions qui œuvrent dans le commerce extérieur.</i>	27
IV-1. Les Chambres de Commerce et d'Industrie.....	27
IV-2. I.T.B.M. ou International Trade Board of Madagascar.	27
IV-3. Le Ministère du Commerce	28
IV-4. Différents Ministères de tutelle	28
IV-5. IVAMA (Institut de la Vanille de Madagascar)	28
IV-6. Le Fonds Monétaire International.	29
IV-7. Le General Accord of Tarifs and Trade (remplacé par l'O.M.C. - Organisation Mondiale du Commerce).....	29
IV-8. La Banque Mondiale.....	29
IV-9. L'O.C.D.E.- Organisation de Coopération et de Développement Economique ..	29
CHAP. III LE COMMERCE EXTERIEUR : SOURCE DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ?	30
<i>Section I : Gain de l'échange.....</i>	30
<i>Section II : Commerce extérieur et croissance économique.....</i>	32
<i>Section III : Commerce extérieur et développement économique.....</i>	34
2^{EME} PARTIE : CADRE ANALYTIQUE ET DESCRIPTIVE (CAS DE MADAGASCAR).	36
CHAP. I : ACCORDS COMMERCIAUX DE MADAGASCAR.....	37
<i>Section I : S.P.G. ou Système de Préférence Généralisé.</i>	37

<i>Section II : La convention de Lomé.</i>	37
<i>Section III : L'accord de Cotonou.</i>	38
<i>Section IV : A.P.E.-I ou Accords de Partenariat Economique (Intérimaire).</i>	39
<i>Section V : A.G.O.A. ou African Growth and Opportunity Act.</i>	40
<i>Section VI: C.O.M.E.S.A. ou Common Market for Eastern and Southern Africa.</i>	41
CHAP. II : L'APPORT DU COMMERCE EXTERIEUR DANS L'ECONOMIE MALGACHE.	42
<i>Section I : Les produits exportés par Madagascar.</i>	42
<i>Section II : Les produits importés par Madagascar.</i>	45
<i>Section III : Les principaux partenaires de Madagascar.</i>	48
III-1. Pour l'exportation.	48
III-2. Pour l'importation.	49
<i>Section IV : La puissance commerciale de Madagascar.</i>	50
IV-1. La Balance commerciale de Madagascar.	50
IV-2. Les termes des échanges.	51
IV-3. Le taux de couverture	52
IV-4. La proportion du commerce extérieur dans l'économie Malgache.	54
IV-4-1. La propension à exporter.	54
IV-4-2. La propension à importer.	56
IV-4-3. Le degré d'ouverture.	57
CHAP. III : MADAGASCAR VIS-A-VIS DU COMMERCE INTERNATIONAL.	60
<i>Section I : Inégalité des pays vis-à-vis de l'échange international.</i>	60
<i>Section II : Quelques suggestions pour Madagascar.</i>	61
CONCLUSION.	63
ANNEXE	V
BIBLIOGRAPHIE	XII
TABLE DES MATIERES	XIII

Nom : CHEN.

Prénoms : KaloantsimoAngelito.

Titre : L'apport du commerce extérieur dans l'économie Malgache.

Nombre de tableaux : 6

Nombre de graphique : 6

Nombre de pages : 63

Résumé :

Malgré leur divergences, tous les théories concernant le commerce extérieur, aussi bien celles en faveur du libre-échange que celles en faveur du protectionnisme, approuvent le fait que le commerce extérieur peut être bénéfique pour une nation. Il suffit juste de savoir comment l'appréhender. Et c'est là que réside le problème de Madagascar, nous n'avons jamais pût tirer un bénéfice quelconque de l'échange international, car notre politique commerciale n'est pas compatible avec notre niveau de développement.

Encadreur : Madame MAHAVELO Justine Gentilini.

Adresse de l'auteur : Citée « U » Ambohipo, bloc 108, porte C2.